



THE AFRICAN CAPACITY
BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

QUELLES INÉGALITÉS SONT-ELLES STRATÉGIQUES POUR LA CROISSANCE DURABLE ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE ?

Document Hors-Série No. 28, 2017

28

FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

© 2017 Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique
2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant
Harare, Zimbabwe

Publié par le Département Connaissances et apprentissage
Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique

Première édition : juillet 2017
Tous droits réservés

Ce document hors-série montre que les pays africains ont besoin de poursuivre vigoureusement la diversification économique et la transformation structurelle à travers des stratégies et des institutions adéquates qui résolvent les questions de croissance inclusive. Par ailleurs, la bonne gouvernance et un leadership avec une vision développementaliste restent des facteurs cruciaux. Toute intervention en matière de renforcement des capacités doit prendre en compte ces priorités tout en n'ignorant pas les facteurs contextuels.

La Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) ne garantit pas l'exactitude des données présentées dans le présent Rapport. Les frontières, couleurs et autres informations figurant sur les cartes ne font l'objet d'aucun jugement de la part de la Fondation, en particulier concernant le statut légal d'un territoire, l'approbation ou l'acceptation des frontières.

Ceci est une traduction d'un document initialement publié en langue anglaise. La version originale de ce document est disponible sur le site web de l'ACBF : <http://www.acbf-pact.org>.

Pour toute information supplémentaire sur les projets, programmes et autres activités de la Fondation, veuillez visiter notre site <http://www.acbf-pact.org>.

ISBN : 978-1-77937-075-4
EAN : 9781779370754

QUELLES INÉGALITÉS SONT-
ELLES STRATÉGIQUES POUR LA
CROISSANCE DURABLE ET LA
RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ
EN AFRIQUE ? Une analyse
comparative macro-micro avec des
études de cas sur le Cameroun et
l'Afrique du Sud

AVANT-PROPOS

Pendant la dernière décennie, l'Afrique a été la deuxième région au monde en termes de croissance économique. Certains pays comme le Rwanda ont eu de bons résultats et l'Éthiopie promet bien. L'Angola, la Tanzanie et le Mozambique ont connu des croissances rapides. Garantir l'accès et l'équité des opportunités produites par la croissance économique, y compris un accès égalitaire aux services sociaux de base (comme l'éducation et la santé), est d'une importance primordiale. Il est néanmoins paradoxal que la plupart des pauvres vivent en Afrique. Il semble que la forte croissance ne se traduise pas en opportunités partagées de développement et de bien-être physique, humain et social. La pauvreté est encore un fléau dans de nombreux pays africains et le chômage progresse, alors que ces pays ont des taux de croissance de plus en plus importants et des volumes d'investissements et d'échanges commerciaux croissants. Pourquoi donc la croissance économique ne se traduit-elle pas en de meilleurs niveaux de vie et une réduction de la pauvreté ? La réponse est en partie liée au fait que des groupes sociaux bénéficient d'une part disproportionnée des fruits de la croissance. Il est communément accepté que la réduction des inégalités se traduise par une croissance économique plus bénéfique aux pauvres. Comme cette étude le montre, en Afrique, les inégalités ont en général des dimensions spatiales, économiques et de genre.

Malgré la compréhension des inégalités, les actions entreprises jusqu'à présent ont eu des résultats mitigés. Les capacités de mise en œuvre efficace des stratégies et un suivi et une évaluation robustes des programmes sont nécessaires. L'Agenda continental 2063 reconnaît la centralité des questions liées aux inégalités. Parmi d'autres défis, le premier Plan de mise en œuvre décennal fait état des faibles capacités de gestion de la diversité, de l'inégalité réelle ou perçue et de la discrimination des minorités, de la marginalisation de groupes ethniques et religieux, de l'aliénation et du désillusionnement conséquent de la jeunesse comme les causes potentielles des crises et de l'insécurité.

C'est pour faire face à cette situation que la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) a produit ce Document Hors-Série sous l'auspice du Groupe d'études stratégiques. Le but est de lancer le débat, d'encourager une investigation plus poussée et de renforcer les capacités stratégiques afin de prendre les actions nécessaires contre les inégalités observées en Afrique.

Cet article examine la croissance, la pauvreté et les dynamiques inégalitaires à l'aide d'une approche comparative macro-micro fondée sur des mesures désagrégées de l'inégalité. Les résultats suggèrent que les stratégies devraient viser les inégalités entre les groupes, surtout celles liées au sexe et à l'âge. Parmi les autres recommandations, ce Document suggère que des pays comme l'Afrique du Sud payent plus attention aux inégalités entre les classes sociales qui affectent sa performance économique qu'aux inégalités interraciales.

L'ACBF estime qu'en plus de son soutien pour la création de think tanks et pour le renforcement des capacités individuelles et institutionnelles à travers le continent, la production de connaissances comme celles-ci va contribuer à améliorer les processus d'élaboration des politiques fondées sur des données factuelles.

Le renforcement des capacités pour l'analyse des politiques et la gestion économique reste une priorité pour l'ACBF. On espère que les parties prenantes et les partenaires du développement vont se joindre à nous afin de poursuivre le chemin du renforcement des capacités humaines et institutionnelles pour le développement durable en Afrique.

Prof. Emmanuel Nnadozie

Secrétaire exécutif

Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique

REMERCIEMENTS

Ce Document Hors-Série a été préparé sous la supervision du Département Connaissances et apprentissage (K&L), dirigé par son directeur Thomas Munthali. Au sein du Département, la production de ce Document a été coordonnée par Robert Nantchouang, Expert principal en gestion des connaissances, et Barassou Diawara, Expert en gestion des connaissances.

Cet article a été produit dans le cadre du projet des études stratégiques de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF), qui vise à susciter le débat et sensibiliser sur des questions stratégiques ayant une importance capitale pour l'Afrique et son agenda de développement. Les thématiques des études stratégiques ont été sélectionnées à travers un processus de consultations avec les membres du Comité des instituts d'analyse des politiques économiques (PIC) et du Groupe d'études stratégiques (SSG). L'ACBF tient à adresser ses sincères remerciements aux membres de ces deux réseaux. En outre, la Fondation remercie les membres du SSG pour l'évaluation critique des différents manuscrits.

L'ACBF tient à saluer les efforts et le professionnalisme du chercheur ayant mené l'analyse permettant la production de ce document. Dr Nicholas Ngepah a joué un rôle de premier plan. La Fondation remercie aussi toutes les institutions partenaires de l'ACBF et tous les individus et organismes pour avoir fourni les données et informations ayant permis la rédaction de cet article. Ce document hors-série a aussi bénéficié des commentaires éclairés du Prof. Michael Plummer et du Prof. Mike Obadan qui ont servi d'évaluateurs externes indépendants. Le Document a également bénéficié des suggestions du personnel de l'ACBF.

La Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique

La Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) est la première institution africaine pour le renforcement des capacités. Créée en février 1991, l'ACBF vise à renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour la bonne gouvernance et le développement économique en Afrique. La Fondation a renforcé les capacités des gouvernements, des parlements, de la société civile, du secteur privé et des institutions d'enseignement supérieur dans plus de 45 pays et dans six communautés économiques régionales. L'ACBF soutient le renforcement des capacités à travers des investissements, l'assistance technique, et la production et le partage des connaissances à travers le continent. La vision de l'ACBF est celle d'une Afrique capable de réaliser son propre développement.

Le Groupe d'études stratégiques

Le Groupe d'études stratégiques (SSG) est un réseau stratégique mondial de l'ACBF constitué d'experts et de praticiens internationaux du développement formé par le Comité des instituts d'analyse des politiques économiques, des partenaires du développement, et des programmes de formation et universités partenaires de l'ACBF. Le Réseau SSG aide l'ACBF à identifier les questions stratégiques qui méritent l'attention de la Fondation et de ses partenaires.

Le Réseau SSG travaille en étroite collaboration avec l'ACBF pour identifier les thématiques de recherche et conseille la Fondation au sujet des questions stratégiques et pertinentes nécessitant une attention particulière. Le Groupe sert aussi de « Comité d'évaluation » qui propose, examine et évalue les études de haut niveau menées par la Fondation.

Table des matières

AVANT-PROPOS	III
REMERCIEMENTS	V
ACRONYMES	VIII
APERCU GENERAL	1
CHAPITRE 1. INTRODUCTION	5
CHAPITRE 2. CROISSANCE, INÉGALITÉ ET PAUVRETÉ EN AFRIQUE	8
Contributions des secteurs à la croissance	8
Croissance, pauvreté et inégalités par secteur	10
CHAPITRE 3. FONDEMENTS THÉORIQUES ET EMPIRIQUES	11
Relation croissance-inégalité	11
Cadre analytique de la croissance favorable aux pauvres et effets sur la pauvreté	13
CHAPITRE 4. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE	15
Analyse de la croissance, de l'inégalité et de la pauvreté au niveau continental	15
Etudes de cas	20
CHAPITRE 5. RÉSULTATS ET INTERPRÉTATIONS	35
Régression sur la croissance et l'inégalité au niveau continental	35
Etudes de cas à l'échelle du ménage	48
CHAPITRE 6. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS	59
Recommandations stratégiques	60
Implications en matière de renforcement des capacités	61
ANNEXE	62
BIBLIOGRAPHIE	63
LISTE DES DOCUMENTS HORS-SERIES DE L'ACBF	67

ACRONYMES

ACBF	Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique
BAD	Banque africaine de développement
FGT	Foster-Greer-Thorbecke
MLE	Maximum Likelihood Estimator
OLS	Moindres carrés ordinaire
PIB	Produit intérieur brut
PPP	Parité du pouvoir d'achat
WDI	Indicateurs de développement dans le monde
2SLS	Moindres carrés à deux phases
3SLS	Triple moindres carrés

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars des États-Unis d'Amérique.

APERCU GENERAL

Bien que la croissance des économies africaines ait été soutenue depuis 2010, la redistribution des fruits de cette croissance parmi toutes les composantes de la société reste un défi majeur. Il est généralement accepté que la réduction des inégalités rende la croissance plus bénéfique pour les pauvres et que la persistance d'inégalités importantes explique la lenteur de la réduction de la pauvreté. La littérature rend néanmoins compte de messages contradictoires sur l'impact des inégalités sur la réduction de la pauvreté. Une raison est que l'utilisation des moyennes dissimule les interactions entre les inégalités, la croissance et la pauvreté. Cette étude examine les dynamiques produites par ces interactions avec une approche comparative macro-micro, en utilisant plusieurs méthodes s'appuyant sur des mesures désagrégées de l'inégalité. La dimension macro utilise un panel de 18 pays couvrant 128 observations. L'analyse micro se concentre sur l'Afrique du Sud, un pays émergent, et le Cameroun, un pays en développement. Le choix de ces deux pays a été dicté par l'existence des données requises sur les ménages et par la position, avec des niveaux de développement et des orientations culturelles différents. Les six principaux résultats de cette étude sont présentés ci-dessous.

Premièrement, l'étude montre que la croissance dans l'agriculture et les services est associée à moins d'inégalité. Ces secteurs emploient le plus de personnes aux niveaux inférieurs de l'échelle des revenus, comme le montre la corrélation positive avec des revenus des 20 pourcent des plus pauvres de la population. D'un autre côté, la croissance de l'industrie manufacturière est négativement associée à la pauvreté absolue. La diminution de la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) dans la plupart des pays est donc un problème pour les perspectives de croissance favorable aux pauvres en Afrique. La corrélation négative observée entre la croissance du secteur manufacturier et industriel avec la pauvreté suggère qu'on peut contribuer à rendre ces secteurs plus favorables aux pauvres.

Deuxièmement, l'inégalité moyenne ne produit aucun effet significatif sur la croissance. La croissance engendre néanmoins une inégalité moyenne bien plus importante, ce qui confirme ainsi les observations selon lesquelles en Afrique une forte croissance a tendance à engendrer des inégalités persistantes et croissantes. Bien que les investissements de capitaux semblent être un vecteur plus important de croissance économique, le capital humain reste un facteur plus significatif de l'inégalité moyenne. Ces résultats suggèrent que les individus les plus qualifiés bénéficient des opportunités engendrées par la croissance économique, ce qui augmente ainsi l'inégalité. L'inégalité moyenne non seulement produit une croissance significative de la pauvreté, mais elle compromet surtout les effets de réduction de la pauvreté de la croissance économique. Le fait que la relation entre la croissance et l'inégalité renforce cette dernière représente un problème majeur pour les économies africaines.

Troisièmement, à l'échelle continentale, les inégalités entre les classes moyennes et celles aux niveaux les plus élevés de revenus sont favorables à la croissance. Les résultats des analyses microéconomiques montrent qu'en Afrique du Sud, il existe une corrélation négative entre les inégalités au sein des races et les niveaux de revenus des ménages, mais cette relation est positive au Cameroun. En Afrique du Sud, les politiques d'investissement public du gouvernement ont pu engendrer ces dynamiques. Les politiques de discrimination positive des noirs, comme l'émancipation économique des noirs (BBBEE), qui a contribué à l'émergence d'élites entrepreneuriales noires de moyen et haut niveau et à l'émancipation des jeunes noirs pour qu'ils

intègrent la production, pourraient être à l'origine de l'augmentation des revenus réduisant les inégalités entre les groupes raciaux.

Toutes les inégalités entre les riches et les autres classes augmentent la pauvreté aussi bien au niveau continental qu'à l'échelle des ménages. Cependant, les inégalités entre les classes moyennes et les pauvres ont des effets importants sur la réduction de la pauvreté aux deux niveaux. En effet, puisque les classes moyennes créent des petites et moyennes entreprises et sont à l'origine des réformes efficaces et de nouvelles tendances de demande, elles sont probablement le principal employeur des pauvres. La réduction de la pauvreté dépend donc de cette inégalité.

Quatrièmement, seules les inégalités entre les riches ont des effets positifs importants sur les revenus et la croissance dans tous les scénarios. Ces résultats sont en accord avec ceux de Voitchovsky (2005) et suggèrent qu'en Afrique et ailleurs l'inégalité entre les riches soutient la croissance. Cette inégalité a néanmoins un effet important sur l'augmentation de la pauvreté. Elle engendre un cercle de forte croissance et d'inégalités par le haut qui laisse les pauvres dans la pauvreté. En Afrique, les avancées dans la réduction de la pauvreté peuvent être inversées si cette tendance persiste.

Les inégalités entre les pauvres tendent à réduire la croissance (mais pas de façon significative), mais cela reste un problème, puisque la plupart des soulèvements qui ont survenus en Afrique du Sud ont généralement eu lieu dans des townships et dans des quartiers pauvres.

Dans les modèles macroéconomiques, les effets des investissements et du capital humain montrent que la mobilité vers des revenus élevés dépend plus du capital humain et moins des investissements, alors que la mobilité vers le haut des niveaux inférieurs de revenus dépend plus des investissements et moins du capital humain. Ces résultats signifient que l'éducation sans les financements pourrait ne pas suffire afin d'aider les pauvres à progresser dans l'échelle des revenus.

Les mesures politiques devraient donc viser les inégalités entre les classes, surtout celles entre les riches et les autres classes, en se concentrant moins sur les classes moyennes et les pauvres. Il serait peut-être temps pour l'Afrique du Sud de se concentrer un peu moins sur les inégalités interraciales au profit de celles entre les classes en général, qui incluent aussi les questions raciales, en corrigeant les inégalités émergentes au sein des races, qui commencent à pénaliser l'économie sud-africaine.

Cinquièmement, l'inégalité de genre réduit la croissance et la croissance réduit faiblement les inégalités de genre. L'augmentation des revenus peut permettre à plus de filles d'être scolarisées, en limitant les contraintes auxquelles elles sont généralement confrontées dans les pays en développement, y comprises les grossesses précoces, le travail des mineurs, le poids des tâches ménagères et ainsi de suite. Les effets de l'inégalité de genre sur la pauvreté signifient que l'existence de filles avec les niveaux éducatifs les plus bas va se traduire par une pauvreté plus enracinée dans la prochaine génération.

Au niveau des ménages, les inégalités selon le sexe ne posent aucun problème. En Afrique du Sud, l'inégalité entre les sexes a des effets négatifs sur les revenus des ménages et vice versa, alors qu'au Cameroun la relation est positive. Dans les deux pays, la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes engendre une réduction de la pauvreté. Si les femmes pouvaient bénéficier de revenus plus élevés, elles pourraient mieux en faire bénéficier les pauvres

(comparativement aux hommes). Les résultats suggèrent néanmoins que la croissance économique touche de moins en moins les femmes. L'analyse à l'échelle continentale a indiqué que des mesures combinées afin de faciliter l'accès au capital financier, physique et humain pourraient constituer un remède contre toutes les inégalités, y comprises celles de genre.

Sixièmement, au Cameroun, les inégalités entre les groupes d'âge réduisent la pauvreté. Les jeunes pauvres au chômage vivent vraisemblablement dans des familles élargies avec des adultes. Ainsi, une augmentation des disparités favorisant les adultes donnerait accès aux jeunes aux mêmes ressources. Le panorama n'est pas exactement le même en Afrique du Sud. Les inégalités entre les groupes d'âge tendent à produire une diminution des revenus et une augmentation de la pauvreté. Le type de capital social qu'on trouve dans une société plus soudée et homogène comme le Cameroun est presque absent en Afrique du Sud, où le capital social s'est détérioré.

Compte tenu de ces résultats, quel type de politiques peut rendre les inégalités pour les plus riches plus favorables aux pauvres sans menacer la croissance ? Comment les pays peuvent-ils renforcer le potentiel de réduction de la pauvreté du fossé entre la classe moyenne et les pauvres sans polariser la classe moyenne ? Quelques observations peuvent aider à formuler une réponse :

- Les résultats suggèrent que les inégalités à l'intérieur des groupes (genre, revenus, ou groupes d'âge) sont moins négatives que les autres.
- L'émergence d'une classe moyenne est favorable aux pauvres. La relation entre la classe moyenne et les pauvres doit être considérée comme un élément crucial pour une réduction durable de la pauvreté.
- L'accès au capital est plus important que l'éducation pour la progression vers le haut des classes inférieures.
- Le développement de compétences au sein des classes inférieures et moyennes peut permettre aux classes supérieures de capturer les bénéfices de la croissance. Cela vaut dire qu'il faut un développement plus large des compétences des classes moyennes et l'utilisation du capital pour les petites entreprises en cours de création afin de réduire la pauvreté et développer la classe moyenne.

Deux approches complémentaires émergent. Les politiques visant à pousser vers le haut les plus défavorisés nécessitent une réduction des contraintes à l'accès au crédit pour l'investissement, tout en s'assurant que le capital humain ne se détériore pas. Toutefois, lorsque les politiques visent les inégalités par le bas, le développement de capital humain sera l'action principale.

Puisque le capital humain a besoin de temps pour se développer, les politiques de court terme devraient viser les contraintes de crédit, afin de réduire les inégalités extrêmes sur le long terme tout en misant sur le développement d'un capital humain équitablement redistribué. Le capital social peut réduire les effets néfastes des facteurs structurels inhérents aux inégalités. Les politiques de réduction de l'inégalité de genre requièrent aussi une double approche de renforcement du capital humain et de réduction des contraintes de crédit.

Dans la plupart des pays africains, les défis du renforcement des capacités dus aux inégalités sont liés à des problèmes de gouvernance, à des déficits en capacités humaines et au manque de ressources financières. La capacité de lutte contre la corruption – c'est-à-dire la bonne gouvernance de la relation entre l'État et les entreprises – est fondamentale. La question connexe des capacités étatiques de mobilisation des ressources est aussi importante, car l'inégalité produit

l'évasion fiscale et la fuite de capitaux. Ceci se répercute aussi sur la relation entre l'État et les grandes entreprises.

Il existe des diversités et des spécificités nationales importantes dans la façon dont les différentes inégalités affectent la croissance et la pauvreté. Les études de cas de l'Afrique du Sud et du Cameroun ont été utilisées pour montrer l'étendue de cette diversité. Le développement de la recherche (surtout sur la capacité de suivi, évaluation et de rapport des décideurs politiques et des universitaires dans plusieurs pays) sur la mise en œuvre des politiques de réduction des inégalités, dans le but d'anticiper les effets possibles des autres stratégies sur les inégalités reste fondamental.

CHAPITRE 1. INTRODUCTION

Les économies africaines ont enregistré une croissance économique soutenue depuis 2000 jusqu'à présent. Elle est estimée à 5 pourcent en moyenne par an (Martins 2013), nettement supérieure aux 2,9 pourcent du taux de croissance moyen de la population. Environ un tiers des économies africaines ont enregistré une croissance d'au moins 6 pourcent par an (World Bank 2013). Actuellement, 21 pays au sud du Sahara sont des pays à revenus intermédiaires, avec 10 autres censés devenir des pays à revenus intermédiaires d'ici 2025 (Devarajan et Fengler 2012). Le potentiel de croissance supplémentaire des économies africaines reste énorme. En effet, l'Afrique dispose de ressources naturelles productives importantes, parmi lesquelles l'abondance de terres, des dividendes démographiques importants, des économies d'agglomération découlant de l'urbanisation croissante et des revenus croissants attendus de l'exploitation des minerais (Christiaensen, Chuhan-Pole et Sanoh 2013).

L'incapacité de la croissance économique africaine à bénéficier toutes les composantes de la société reste un défi majeur. Il est ainsi inquiétant de constater que la croissance économique élevée n'a pas été bénéfique pour la plupart des Africains (McKay 2013). En Afrique subsaharienne, la croissance ne s'est pas traduite en une réduction proportionnelle des taux de pauvreté, malgré une nette amélioration des indicateurs de développement humain. La Banque mondiale pointe les inégalités importantes comme étant la principale raison du rythme lent de la réduction de la pauvreté, malgré la croissance économique soutenue des économies africaines (World Bank 2013).

L'analyse de l'inclusion de la croissance économique dans un certain nombre de pays africains conclut que la croissance est dans l'ensemble nécessaire, mais insuffisante à l'inclusion. L'étude prône des politiques favorables aux pauvres, qui consacrent les ressources aux secteurs avec un impact maximal sur la pauvreté, tout en assurant la participation des pauvres à la croissance (Adedeji, Du et Opoku-Afari 2013). Il est généralement admis que la réduction des inégalités rend la croissance plus bénéfique pour les pauvres (Ravallion 2009). Un nombre croissant d'acteurs (y compris la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, Oxfam, etc.) lancent un appel à l'action pour réduire les inégalités. La connaissance des effets de l'augmentation des inégalités et de la pauvreté est fondamentale pour la mise en œuvre des campagnes contre les inégalités et des politiques de redistribution.

La littérature empirique fait état de messages mitigés sur les effets des inégalités sur la réduction de la pauvreté. Sans prendre en compte les effets de l'inégalité sur la croissance, Dollar et Kraay (2002) montrent que la croissance est un atout pour tous les groupes sociaux, avec l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance n'étant pas affectée par la redistribution des revenus. Adams (2004) constate que, dans les pays en développement, la croissance réduit la pauvreté seulement lorsqu'elle est mesurée en revenus ou consommation moyenne. Ravallion (2001) souligne néanmoins les effets modérateurs des inégalités sur la capacité de réduction de la pauvreté de la croissance. En Afrique plus particulièrement, Ali et Thorbecke (2000) constatent que la pauvreté augmente lorsque les inégalités sont importantes, puisque les effets sur la distribution des revenus prédominent ceux de la croissance sur la pauvreté. Fosu (2009) remarque qu'en Afrique l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance diminue avec l'inégalité initiale. D'autres études récentes ont confirmé que la pauvreté a diminué en Afrique, mais que le taux de réduction

de la pauvreté reste bas par rapport aux autres pays en développement avec une croissance similaire (Sala-i-Martin et Pinkovskiy 2010 ; Young 2012).

Même si les hypothèses théoriques sur la relation inverse entre les inégalités et la croissance économique ont été vérifiées empiriquement à plusieurs reprises (Bourguignon 2004), le débat sur les effets de l'inégalité sur la croissance et la pauvreté n'est pas terminé. Dans l'analyse de Barro (2000), par exemple, l'inégalité augmente la croissance dans les pays riches et la réduit dans les pays pauvres. Deux théories fondamentales mettent en relation les inégalités importantes à la réduction de la croissance. La première est la théorie des effets contraignants du crédit (Aghion et Bolton 1997), et l'autre est la théorie des facteurs d'économie politique, selon laquelle des inégalités importantes peuvent engendrer une distorsion des réponses politiques, diminuant l'efficacité des réformes (Alesina et Rodrik 1994 ; Bardhan, Bowles et Ginitis 2000). Ngepah (2011a) fournit un panorama de ces approches théoriques.

La plupart des études sur le lien entre la croissance, la pauvreté et les inégalités présentent trois limites critiques. Elles considèrent principalement les effets directs sur la pauvreté, en analysant séparément la croissance et les inégalités ; l'inégalité moyenne est souvent utilisée ; et des données transversales ou en panel sont utilisées avec le PIB par habitant comme variable pour la croissance économique.

Cependant, dans le spectre des typologies des inégalités, le type particulier d'inégalité à réduire doit être identifié. La plupart des études ayant inspiré les différentes stratégies de réduction des inégalités ont généralement utilisé des moyennes de l'inégalité pour mesurer l'inégalité. Voitchovsky (2005) affirme par ailleurs que l'inégalité à des niveaux différents de l'échelle des revenus pourrait avoir des effets différents sur la croissance et le recours à une variable unique agrégée pourrait ne pas bien capturer ces différents effets. En utilisant des données de pays développés, Voitchovsky (2005) montre que les inégalités entre les plus défavorisés sont mauvaises pour la croissance, alors que celles parmi les revenus élevés peuvent encourager la croissance. Des effets similaires peuvent être insinués pour la pauvreté. Ce genre d'analyse n'aurait pas été possible il y a quelques années mais, avec la disponibilité croissante de données, elles peuvent être faites pour l'Afrique.

Ngepah (2011a) prouve aussi qu'en Afrique du Sud les inégalités entre les groupes et au sein de chaque groupe ont des effets différents sur la croissance économique. Une autre école de pensée a affirmé que l'étendue de la classe moyenne d'un pays pèse sur la croissance économique (Doepke et Zilibotti 2005).

Pour des interventions ciblées, il faut comprendre les effets des mesures désagrégées des inégalités sur la croissance et la pauvreté et connaître les voies par lesquelles ces effets peuvent se propager. Par exemple, est-ce que les inégalités entre les 20 pourcent les plus pauvres et les 20 pourcent les plus riches vont avoir un impact sur la croissance et la pauvreté similaires à celles entre les 20 pourcent moyens et les 20 pourcent supérieurs ? L'inégalité entre différents groupes d'âges équivaut-elle à l'inégalité de genre en ce qui concerne leurs effets sur la croissance et la pauvreté ? L'attention devrait-elle être portée sur les inégalités des inputs ou des outputs ? Telles sont les principales questions auxquelles cette étude tente de trouver des réponses. Une vraie analyse de ces questions à l'échelle microéconomique doit s'appuyer sur une enquête fiable et représentative des ménages à l'échelle nationale, avec de nombreuses données et informations sur les revenus et la consommation.

Cette étude vise à analyser les liens entre chaque type d'inégalité, la croissance et la pauvreté et en déduire un certain nombre de recommandations en matière de stratégies et de renforcement des capacités pour des politiques de redistribution ciblées pouvant avoir un impact optimal sur la croissance et la réduction de la pauvreté. L'étude utilise une approche comparative macro-micro sur une série de modèles pour évaluer la relation croissance-inégalité-pauvreté à l'aide de données d'enquête sur les ménages de pays africains. L'Afrique du Sud et le Cameroun font l'objet des études de cas microéconomiques. Les deux pays utilisés comme études de cas ont été sélectionnés par rapport à la disponibilité de données d'enquête sur les ménages avec de nombreuses variables sur les revenus et la consommation. Ces données d'enquête sur les ménages permettent des comparaisons entre les ménages à confronter aux analyses continentales. Les deux pays sont aussi culturellement et historiquement très différents de façon à se compléter l'un l'autre dans l'analyse microéconomique.

Les types d'inégalités analysés sont surtout les inégalités entre et au sein des différentes classes de revenus, les inégalités entre et au sein de chaque sexe et les inégalités entre et au sein de chaque groupe d'âge. Un exemple d'inégalité des inputs (le capital humain) est pris en compte pour l'analyse des inégalités à l'échelle continentale. On considère enfin les relations avec les modifications des revenus et de la pauvreté à l'aide d'un modèle économétrique endogène pour étudier ces questions.

La suite cette étude est ainsi organisée comme suit. La section 2 présente la croissance de l'Afrique par secteur et présence de ressources naturelles. Elle analyse aussi la relation entre la croissance par secteur d'un côté, et les inégalités et la pauvreté à l'échelle continentale, de l'autre. La section 3 expose les fondements théoriques, surtout par rapport à la relation réciproque entre la croissance et l'inégalité. La section présente aussi le cadre de croissance favorable aux pauvres, par lequel les effets sur la pauvreté peuvent être déduits de l'interaction entre la croissance et l'inégalité. La section 4 propose une approche méthodologique, avec une définition de la croissance et de l'inégalité et des modalités de calcul des effets sur la pauvreté. La section termine en présentant des cadres fonctionnels appropriés, les données nécessaires et les estimations techniques. La section 5 interprète et présente les résultats des analyses des inégalités entre les groupes de revenu, de genre et d'âge. La section 6 conclut avec des recommandations et les implications en matière de renforcement des capacités.

CHAPITRE 2. CROISSANCE, INÉGALITÉ ET PAUVRETÉ EN AFRIQUE

Les économies des pays africains ont enregistré une des plus longues et durables périodes de croissance de l'histoire économique africaine. Lorsque les pays développés arrivaient à atteindre des taux de croissance économique à peine positifs, la croissance des pays africains est restée dynamique. Même la crise financière, qui a affecté toutes les économies mondiales, n'a pas fait vaciller l'Afrique. Bien que les pays dotés de ressources aient mieux réussi par rapport à ceux qui en étaient dépourvus, tous les pays ont en général fait preuve de résilience.

Cette section explore la répartition du PIB et la contribution des principaux secteurs à la croissance économique de l'Afrique, y comprises les bénéfices tirées des ressources stratégiques (tableau 2.1). On y ajoute des corrélations simples entre la croissance dans différents secteurs et les inégalités avec des parts de revenus accrues pour différents segments du spectre de répartition des revenus et plusieurs indicateurs de pauvreté (tableau 2.2). L'Afrique subsaharienne et les pays d'Afrique du Nord ont été pris en compte.

Contributions des secteurs à la croissance

Depuis les années 1970, la structure du PIB n'a pas beaucoup changé en Afrique. La période comprise entre 1971 et 2000 peut être divisée en trois décennies et celle entre 2001 et 2012 en deux périodes de six ans—2001–2006 et 2007–2012. Le secteur des services est resté le plus dynamique en termes de contribution au PIB, avec 47,7 pourcent environ entre 1971 et 1980. Entre 2001 et 2012, il a représenté à peine plus que la moitié du PIB de l'Afrique, avec environ 53,2 pourcent du PIB pendant les derniers sept ans (tableau 2.1). La part de l'agriculture a diminué de 19,5 pourcent en 1971–1980 à 15,9 pourcent en 2007–2012. Le secteur industriel a aussi légèrement décliné de 33,1 pourcent à 30,1 pourcent en 1971–1980 et 2007–2012. Pour ce qui est de la contribution de l'industrie, le secteur manufacturier représentait 16,8 pourcent du PIB en 1971–1980. En 2007–2012, le pourcentage du secteur manufacturier a diminué à 11,2 pourcent. La tendance à la désindustrialisation a été constante pendant les périodes incluses dans le tableau.

Les contributions de ces secteurs à la croissance du PIB montrent des similarités. La croissance du secteur des services est la plus élevée, avec au début 4,1 pourcent pendant la première décennie (tableau 2.1). Même en diminuant un peu pendant les deux décennies suivantes, il a fortement rebondi à 5,3 pourcent pendant la dernière décennie. Pendant les périodes 2001–2006 et 2007–2012, la croissance du PIB africain a été la plus élevée et très durable. L'agriculture a été le deuxième secteur le plus important, mais est passée de 6,2 à 4,9 pourcent. Les services sont restés stables pendant les deux périodes, alors que l'industrie est passée de 5,1 à 3,3 pourcent. Le secteur manufacturier a aussi un peu diminué de 3,8 à 3,2 pourcent.

Tableau 2.1 Composition sectorielle du PIB et contributions à la croissance du PIB

	1971–1980	1981–1990	1991–2000	2001–2006	2007–2012
Composition du PIB					
Services	47,66	45,22	48,03	49,85	53,17
Industrie	33,13	34,12	32,09	31,60	30,09
Agriculture	19,47	20,83	19,90	18,24	15,92
Secteur manufacturier	16,83	15,73	13,85	12,79	11,16
Pourcentage de croissance moyenne annuelle					
Services	4,11	2,32	2,56	5,34	5,26
Agriculture		2,56	2,66	6,24	4,93
Industrie		1,63	1,08	5,07	3,25
Secteur manufacturier	4,01	1,78	1,09	3,83	3,21
PIB	3,65	1,50	2,05	5,65	4,55
PIB par habitant	0,87	-1,33	-0,66	2,91	1,80
Rentes des ressources naturelles (% du PIB)					
Total	12,41	12,66	11,13	16,82	20,33
Pétrole	7,80	7,05	6,35	11,61	13,11
Forêts	2,21	2,76	3,70	2,86	2,83
Minerais	1,91	1,82	0,65	0,85	2,37
Charbon	0,46	0,90	0,21	0,62	1,25
Gaz naturel	0,03	0,12	0,22	0,87	0,77

Source : le tableau a été réalisé par l’auteur utilisant les données de la Banque mondiale (World Bank 2015). Les données sont disponibles pour tous les pays africains, à l’exception des Etats fragiles comme la Somalie, pour lesquels les informations fiables sont rares.

Les rentes totales des ressources minérales ont constamment augmenté : de 12,4 pourcent en 1971–1980 à 20,3 pourcent en 2007–2012. Pour les économies africaines, la ressource avec les rentes les plus importantes reste le pétrole. Les rentes pétrolières ont été stable autour de 7 pourcent jusqu’en 2001 environ, lorsqu’elles ont beaucoup augmenté à 11,6 pourcent en 2001–2006, puis à 13,1 pourcent en 2007–2012. Les ressources forestières sont les autres ressources avec des rentes élevées, dont la part dans le PIB a significativement augmenté à 3,7 pourcent en 1991–2000. Les rentes pour les minerais, le charbon et le gaz naturel ont quelque peu augmenté, mais elles sont restées en dessous de 3 pourcent.

Pendant les deux dernières périodes (2001–2006 et 2007–2012), la croissance structurelle générale du PIB est restée à 5,7 et 4,6 pourcent, respectivement, et le PIB par habitant respectivement à 2,9 et 1,8 pourcent. La diminution des parts de l’agriculture et de l’industrie dans le PIB et la croissance modeste du secteur manufacturier sont par ailleurs préoccupants. La préoccupation se justifie d’autant plus si l’on considère le rôle de l’agriculture dans la réduction de la pauvreté et l’importance des manufactures dans la création d’emplois bien rémunérés et la croissance durable.

Croissance, pauvreté et inégalités par secteur

Les taux de croissance de l'agriculture et des services ont les effets négatifs les plus forts sur l'inégalité mesurée par le coefficient de Gini (tableau 2.2). Ceci est peut-être dû au fait que ces secteurs produisent des emplois avec des revenus modestes. Ce raisonnement est aussi confirmé par la corrélation forte entre la croissance dans ces secteurs et les pourcentages de revenus accrus pour les 10 et 20 pourcent inférieurs de la population. La croissance de l'agriculture et des services a donc un impact relativement négatif sur la pauvreté extrême, si on considère la pauvreté par habitant et l'écart de pauvreté à \$1,25 par personne par jour. La relation négative entre la croissance des revenus par habitant et la pauvreté et la corrélation positive entre inégalité et pauvreté confirment les théories sur la relation entre la croissance, l'inégalité et la pauvreté.

Tableau 2.2 Corrélation entre croissance, inégalité et pauvreté par quintiles de revenus

		Croissance par secteur					Inégalité
		Revenu par habitant	Agriculture	Fabrication	Industrie	Services	Gini
Inégalité	<i>Gini</i>	0,0295	-0,1144	-0,0006	-0,018	-0,1245	-
Part de croissance bénéfique à	<i>10% inférieur</i>	0,0497	0,0872	0,0128	0,0255	0,1703	-0,9146
	<i>20% inférieur</i>	0,0334	0,0961	0,0154	0,027	0,1641	-0,9474
	<i>deuxième 20%</i>	-0,0189	0,1089	0,0056	0,018	0,1365	-0,992
	<i>troisième 20%</i>	-0,0588	0,1153	-0,0052	0,0147	0,1057	-0,9846
	<i>quatrième 20%</i>	-0,1158	0,1156	-0,025	0,0086	0,0312	-0,8538
	<i>20% supérieur</i>	0,0438	-0,1154	0,0027	-0,0177	-0,1142	0,9964
	<i>10% supérieur</i>	0,063	-0,1191	0,01	-0,0131	-0,0924	0,9804
Pauvreté par habitant	<i>à \$1,25 p/j</i>	-0,1489	-0,0196	0,1473	0,2192	-0,0224	0,1136
	<i>à \$2,0 p/j</i>	-0,1343	0,0527	0,1603	0,2429	0,0901	0,0477
Écart de pauvreté	<i>à \$1,25 p/j</i>	-0,1603	-0,0008	0,1106	0,1807	-0,0662	0,1907
	<i>à \$2,0 p/j</i>	-0,1533	0,0198	0,1375	0,2135	0,001	0,1355

Source : Calculs de l'auteur utilisant les données Banque mondiale (World Bank 2015)¹

Le secteur manufacturier et l'industrie ont une corrélation positive avec la pauvreté. Ceci suggère que les taux de croissance enregistrés dans ces secteurs sont moins favorables aux pauvres et des mesures sont nécessaires afin de rendre ces secteurs favorables aux pauvres. La question soulevée dans l'interprétation du tableau 2.1, surtout celle de la diminution de la part de l'agriculture dans le PIB, est importante pour les perspectives de soutien d'une croissance favorable aux pauvres en Afrique, compte tenu des relations de cette corrélation.

Dans ce qui suit, on analyse ces relations dans un cadre analytique plus formel pour la croissance, l'inégalité et la pauvreté à l'échelle continentale, complété par deux études de cas à l'échelle nationale.

¹ Les données incluent tous les pays africains pour lesquels des indicateurs sont disponibles. Cf. tableau A.1 dans l'Annexe pour la liste des pays et des années.

CHAPITRE 3. FONDEMENTS THÉORIQUES ET EMPIRIQUES

La croissance économique favorable aux pauvres a attiré beaucoup d'attention parmi les chercheurs depuis la fin des années 1990 (Bourguignon 2004 ; Bruno et autres 1998 ; Dollar et Kraay 2002 ; Eastwood et Lipton 2001 ; Ravallion 2001 ; World Bank 2002). Les recherches ont montré que la croissance économique est bénéfique aux pauvres et que les pauvres souffrent également des ralentissements économiques. Bien que la conceptualisation de la croissance favorable aux pauvres engendre des divergences chez les chercheurs, tous conviennent sur le fait qu'une croissance constante est bénéfique aux pauvres. L'inégalité est un facteur déterminant pour le niveau de croissance économique et pour les effets de la croissance sur les pauvres. La croissance et l'inégalité sont néanmoins endogènes l'un l'autre. On en arrive ainsi à une première revue théorique et empirique de la relation entre la croissance et l'inégalité avant de présenter les effets sur la pauvreté dans un cadre conceptuel favorable aux pauvres.

Relation croissance-inégalité

Même si l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté dépend de l'évolution de l'inégalité, les processus qui engendrent la croissance et l'inégalité sont interdépendants. La formulation de la théorie de la croissance économique endogène a produit un regain d'intérêt pour la relation croissance-inégalité. Récemment l'attention se concentre plutôt sur une relation endogène équivalente entre croissance et inégalité, différente du processus unidirectionnel de Kuznets (1955). La finalité de cette revue est d'établir une relation bidirectionnelle à la base de l'approche du cadre conceptuel.

Impact de la croissance sur l'inégalité

Le travail de Kuznets (1955), qui soutient l'hypothèse selon laquelle dans les pays en développement au début de la croissance les inégalités augmentent et puis commencent à diminuer, a retenu un intérêt croissant de la part des chercheurs (Oshima 1970 ; Ahluwalia 1976a ; Robinson 1976). Kuznets suggère que les imperfections du marché du travail, les différentiels de productivité entre les secteurs économiques et le rôle changeant des secteurs dans l'économie sont les principaux canaux par lesquels la croissance produise un impact sur l'inégalité. Stiglitz (1969) a confirmé la même hypothèse dans un cadre néoclassique de croissance et de distribution, dans lequel le comportement d'accumulation individuelle et le changement des facteurs de récompense (en lien avec la diminution des rendements du capital) expliquent la forme en « U » de l'évolution de l'inégalité avec le développement. La croissance tend aussi à transformer de différentes manières les institutions, les relations sociales, la culture, etc.².

Les travaux empiriques qui corroborent cette hypothèse s'appuient sur des bases de données de plusieurs pays entre les années 1950 et 1970 (Adelman et Morris 1973 ; Ahluwalia 1976b ; Ram 1995). Ahluwalia (1976b) considère l'inégalité comme une fonction logarithmique du revenu par habitant et de son carré pour saisir l'impact quadratique sur les données en cross-sections et confirme l'existence d'une relation en forme de U inversé. Anand et Kanbur (1993a et 1993b)

² Les individus deviennent par exemple politiquement plus actifs, en produisant des changements dans la distribution du pouvoir politique et dans la transformation des institutions (Justman et Gradstein 1999). Le coût des transactions—qui entrave le changement institutionnel—peut aussi devenir plus accessible avec la croissance économique (North 1990). Bourguignon (2004) remarque que le processus d'urbanisation, qui accompagne le développement économique, se produit naturellement avec l'évolution des relations sociales.

proposent d'autres formes fonctionnelles et montrent que les estimations d'Ahluwalia's (1976) ne sont pas maintenues en la présence de variations de formes fonctionnelles. Cette relation a été vérifiée pour les années 1970, mais pas pour les périodes postérieures, même si plus de données de meilleure qualité sont désormais disponibles. Bruno et d'autres (1998) ont répété ces calculs et n'ont pas trouvé de preuve d'une forme en U inversée pour des données en cross-sections. Bourguignon et Morrisson (1998) utilisent des données de panel non compensé pour les pays en développement ont conclu que cette hypothèse n'est pas vérifiée. Deininger et Squire (1998) utilisent un panel non compensé avec des intervalles de 10 ans environ. Une régression simple du Gini par rapport aux revenus par habitant et son inverse donnent sans doute une forme en U inversée. Les différences décennales visant à prendre en compte seulement les changements dans le temps donnent néanmoins une courbure non significative. L'introduction des effets nationaux fixes fait complètement disparaître la forme en U.

Comme le souligne Bourguignon (2004), tout ce qui précède ne signifie pas que la croissance n'a pas d'impact significatif sur l'inégalité, mais plutôt la présence forte de facteurs nationaux spécifiques dans l'effet des inégalités. Ceci rend les études nationales plus intéressantes. Bourguignon, Lustig et Ferreira (2005) suggèrent que la croissance n'a aucun effet sur l'inégalité : un facteur central est plutôt la difficulté des ménages les plus pauvres à accéder au marché du travail lorsque la croissance est lente.

Impact de l'inégalité sur la croissance

Les trois modalités principales par lesquelles les inégalités ont un effet sur la croissance sont la dotation physique (les contraintes de crédit), la dotation en capital humain et l'économie politique. Sur le marché du crédit, si les taux d'intérêt des individus riches et pauvres sont respectivement de 10 et 50 pourcent (du fait de l'absence de garanties pour les pauvres), tous les projets avec des taux de rendement de 10 pourcent et plus seront entrepris par les riches, alors que seulement les projets avec des taux de rendement de 50 pourcent et plus seront entrepris par les pauvres. Mais si la redistribution des richesses entre les individus les plus riches et les plus pauvres existe, elle réduira le besoin de ces derniers d'emprunter, en leur permettant de mettre en place des projets avec des taux de rendements inférieurs à 50 pourcent. La redistribution produit de ce fait plus d'investissement et plus de rendement pour le capital (Bourguignon 2004).

D'autres modèles formels (Galor et Zeira 1993 ; Banerjee et Newman 1993 ; Aghion et Bolton 1997) mettent l'asymétrie d'information au centre des contraintes de crédit. Pour ces modèles, l'évolution des inégalités et des résultats est influencée par les choix limités des pauvres (et peut-être des classes moyennes) pour l'emploi et l'investissement, liés aux contraintes du crédit. Lorsque les pauvres ont des entraves si importantes par rapport aux investissements productifs (bénéfiques pour eux et pour la société), un processus de croissance lente et inégalitaire peut se produire. Ceci mis à part, dans une économie keynésienne avec des taux d'épargne minimales qui augmentent avec les revenus, ou avec une tendance plus importante à épargner sur le rendement du capital plus que sur celui du travail, ceux en haut de l'échelle constituent la principale source d'épargne (Voitchovsky 2005).

La dotation en capital humain (éducation, compétences et vie saine) est aussi importante pour les effets de la croissance sur les inégalités. Lorsque les capacités sont récompensées, c'est une incitation à faire plus d'efforts, à prendre des risques, à produire plus, ce qui augmente la croissance, mais avec une disparité de revenus plus importante. Dans ces cas, des individus compétents vont obtenir des rendements plus élevés pour leurs compétences. Il en découle une

concentration de talents et de compétences dans le secteur des technologies de pointe à revenus plus élevés qui devient favorable à plus d'innovation et de croissance (Hassler et Rodriguez-Mora 2000). Ces incitations peuvent susciter plus d'efforts à tous les niveaux de la répartition (Voitchovsky 2005). La frustration des groupes aux revenus inférieurs, due à l'injustice perçue, peut néanmoins neutraliser les gains produits par l'innovation (Akerlof et Yellen 1990).

Du point de vue de l'économie politique, des inégalités importantes encouragent l'adoption de politiques avec des distorsions, qui affectent négativement les investissements et génèrent une instabilité politique freinant ainsi la croissance (Persson et Tabellini 1994). Alesina et Perotti (1993) ont aussi affirmé que des inégalités importantes peuvent aussi se traduire en une instabilité politique élevée, avec une incertitude réduisant de fait le niveau d'investissement. Rodrik (1996) a confirmé que des sociétés divisées avec des institutions faibles ont aussi subi les chutes les plus fortes après la croissance des années 1975.

Empiriquement, plusieurs auteurs ont trouvé un impact négatif de l'inégalité initiale sur la croissance dans les pays développés (Persson et Tabellini 1994), les pays en développement (Clarke 1995) et dans les deux cas (Deininger et Squire 1998). Schwabish, Smeeding et Osberg (2003) constatent que l'inégalité entre les plus défavorisés (mesurée en pourcentage selon le rapport 90/50) a un impact négatif fort sur les dépenses sociales, alors que celle dans la partie inférieure (selon le rapport 50/10 en pourcentage) montrent un faible effet positif. Ils indiquent que l'inégalité par le haut réduit la solidarité sociale, puisque les riches cherchent à sortir des programmes financés par le public, comme la santé et l'éducation, en préférant des services privés.

Cadre analytique de la croissance favorable aux pauvres et effets sur la pauvreté

Dans une analyse de la relation pauvreté-croissance-inégalité de Bourguignon (2004) et Son (2004), l'impact de la croissance sur la pauvreté est une fonction décroissante de l'inégalité. Kakwani et Pernia (2000) ont développé un cadre opérationnel pour les plus défavorisés qui a été ensuite mis à jour par Son et Kakwani (2008). Le niveau de pauvreté P mesuré par la privation moyenne (en termes de seuil de pauvreté (z) et de revenus (x)) est :

$$P = \int_0^z p(z, x) f(x) dx \quad (1)$$

où $p(z, x)$ est une batterie d'indices de pauvreté additifs comme ceux de Foster, Greer et Thorbecke (1984) et $f(x)$ est une fonction de densité de probabilité. $L(p)$ est la part en pourcentage de revenu de la population la moins aisée p pourcent. Si le revenu moyen de la société $= \int_0^1 x(q) dq$, alors :

$$L(p) = \frac{1}{\mu} \int_0^p x(q) dq \quad (2)$$

où $L(p) = 0$ lorsque $p = 0$; $L(p) = 1$ si $p = 1$; $L(p) \leq 0$ pour $0 \leq p \leq 1$; et $\frac{dL(p)}{dp} =$

$\frac{x(p)}{\mu} > 0$ et $\frac{d^2L(p)}{dp^2} > 0$: $L(p) = p$ fournit une égalité exacte de la distribution des revenus.

Sur la base de la relation d'Atkinson's (1987) entre la prédominance du deuxième niveau et la réduction de la pauvreté, si $\Delta(\mu L(p)) \geq 0$ pour tous les p , la modification de la pauvreté est alors négative, alors que $\Delta P \leq 0$ pour tous les niveaux de pauvreté et pour tous les types de mesure de la pauvreté en (1). Selon la définition de la courbe de Lorenz avec le revenu moyen du p pourcent inférieur de la population étant : $\mu_p = \frac{1}{p} \int_0^1 x(q) dq$, (2) peut s'écrire:

$$L(p) = \frac{\mu_p p}{\mu} \quad (3)$$

En log-linéarisant (3), on a :

$$\ln(\mu_p) = \ln(\mu L(p)) - \ln(p) \quad (4)$$

En utilisant la première différence de (4), on a :

$$g(p) = \Delta \ln(\mu L(p)) \quad (5)$$

où $g(p) = \Delta \ln(\mu_p)$ est le taux de croissance du revenu moyen de la population du p pourcent inférieur, lorsque les individus sont classés selon leur revenu par habitant, également appelé courbe de croissance de la pauvreté (Son 2004). Son et Kakwani (2008) montrent que si $g(p) > 0$ (< 0), pour tous les p , alors la pauvreté a certainement diminué (augmenté) entre deux périodes. Ils suggèrent un degré de croissance favorable aux pauvres (γ^*) en terme de zone sous la courbe pauvreté-croissance :

$$\gamma^* = \int_0^1 g(p) dp = \int_0^1 \Delta \ln(\mu L(p)) dp \text{ ou } \gamma^* = \gamma - \Delta \ln(G^*) \quad (6)$$

où γ est le degré de croissance du revenu social moyen et $\Delta \ln(G^*)$ est le degré d'inégalité du changement. Si l'inégalité diminue (augmente) pendant une période donnée, le degré de croissance favorable aux pauvres est supérieur (inférieur) au degré de croissance réel pour la période. L'équation 6 est donc à la base du cadre empirique d'analyse de la pauvreté.

CHAPITRE 4. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

La méthodologie de cette étude est divisée en deux parties. La première est à l'échelle continentale, avec une régression de la croissance par rapport aux inégalités et à d'autres facteurs déterminants conventionnels de la croissance, en même temps qu'un modèle de l'inégalité utilisant les données d'un panel non compensé. Sur cette base, les effets de la pauvreté sont déduits du modèle de croissance favorable aux pauvres ci-dessus. La deuxième est une étude de cas sur les ménages pour deux pays, avec une régression sur trois modèles simultanés d'équations sur les revenus, un indicateur approprié de l'inégalité et de la pauvreté.

Analyse de la croissance, de l'inégalité et de la pauvreté au niveau continental

Modèle de croissance

En suivant Voitchovsky (2005), on utilise un modèle de croissance sur des données de panel sur cinq ans en moyenne. Plus précisément, le modèle quinquennal de croissance basé sur la forme suivante :

$$y_{it} - y_{it-1} = \alpha_1 y_{it-1} + \alpha_2 G_{it} + \omega' X_{it} + u_{it} \quad (7)$$

où y est le PIB par habitant, t et $t - 1$ sont les périodes temporelles correspondantes aux observations à des intervalles de cinq ans, X est un vecteur de variables de contrôle, i est un index pour le pays, ω' est un vecteur de coefficients, G est une mesure de l'inégalité, α sont les coefficients et u_{it} est un facteur composite qui rend compte d'un impact national spécifique non observé, d'un effet à un temps donné ou d'une erreur.

Selon Barro (2000), le modèle néoclassique inspirant l'équation (7) montre un niveau de revenu à l'état stationnaire sur le long terme. De ce fait, un changement prolongé de l'inégalité (et des autres déterminants de la croissance) va avoir des conséquences sur les taux de croissance sur le court terme. Ceci a lieu lorsque l'économie est encore sur la voie d'une convergence vers un nouvel équilibre. Puisque l'économie a généralement besoin d'un certain temps pour atteindre un nouvel état stable après un changement d'un de ses facteurs déterminants, l'effet de court terme de l'inégalité sur la croissance peut durer un certain temps.

Les variables du modèle de croissance sont des moyennes sur cinq ans, en commençant par la première année avec des données sur l'inégalité³. Cela signifie que, si l'inégalité observée équivaut à t , toutes les autres variables ont une moyenne entre t et $t + 5$. Cette approche prend en compte la relation endogène entre la croissance et l'inégalité, que la relation inverse entre la croissance et l'inégalité aurait éliminée.

³ Dans la littérature, les moyennes décennales sont répandues (Bourguignon 2004). Cependant, en l'absence de données adaptées comme dans ce cas, avec un nombre limité de séries temporelles d'inégalités, on utilise normalement des moyennes sur cinq ans pour assurer un degré de liberté (Voitchovsky 2005).

Modèle d'inégalité

Comme pour ce qui précède, les moyennes quinquennales des données de panel sont utilisées pour calculer l'inégalité. La forme fonctionnelle suit Lopez (2003). Plus précisément, le modèle de croissance quinquennal est conforme à la formule suivante :

$$G_{it} = \beta_0 + \beta_1 G_{it-1} + \beta_2 \Delta y_{it-1} + \varphi' X_{it} + \vartheta_{it} \quad (8)$$

où G est une inégalité, t et $t - 1$ sont les périodes temporelles correspondantes aux observations avec des intervalles de cinq ans, X est un vecteur de variables de contrôle, i est un index pour les pays, φ' est un vecteur de coefficients, Δy est la croissance réelle du PIB par habitant, β sont les coefficients et ϑ_{it} est une variable composite rendant compte d'un impact-pays spécifique non observé, d'un effet temporel spécifique et d'une erreur. À l'inverse de l'équation de la croissance, la mesure de l'inégalité dans l'équation de l'inégalité est relative à la fin de la période d'observation de l'inégalité. On introduit ainsi les différentes mesures de l'inégalité (présentées ci-dessous).

Aspects spécifiques de la pauvreté

En s'appuyant sur le cadre de croissance favorable aux pauvres, celui qui suit est un modèle simple de pauvreté estimée par rapport à la croissance et à l'inégalité :

$$P_{it} = \delta_0 + \delta_1 G_{it} + \delta_2 \Delta y_{it-1} + \sigma_{it} \quad (9)$$

où P est la mesure Foster-Greer-Thorbecke (FGT) de la pauvreté, G est une inégalité, t et $t - 1$ sont des périodes temporelles correspondantes aux observations avec des intervalles de cinq ans, i est un indice pays, Δy est la croissance réelle du PIB par habitant, δ sont des coefficients et σ_{it} est un facteur composite, incluant un effet spécifique à un pays et non observé, un effet temporel spécifique et un facteur d'erreur⁴. On garde l'ordre comme une équation d'inégalité, pour laquelle on considère la mesure de l'inégalité à la fin de la période avec la mesure de la pauvreté, alors que la variable de croissance est une moyenne sur cinq ans pour la période qui se termine avec l'observation de la pauvreté. Les différentes mesures de l'inégalité décrites ci-dessous sont prises en compte pour inclure les différents impacts possibles de la pauvreté.

Variables et données

La mesure du taux de croissance ($y_{it} - y_{it-1}$) est la croissance réelle du PIB par habitant utilisant la base de données des indicateurs du développement dans le monde (WDI) de la Banque mondiale (World Bank 2015). La variable décalée (y_{it-1}) est la moyenne du PIB réel par habitant pendant les cinq ans qui précèdent la période de cinq ans prise en compte pour les autres variables.

⁴ FGT est une famille de mesures cumulativement décomposables. La famille a trois composantes : l'incidence de la pauvreté (pourcentage des individus en dessous du seuil de pauvreté), l'intensité de la pauvreté (la différence moyenne normalisée entre le seuil de pauvreté et le niveau de pauvreté dans l'échelle de revenus pour les pauvres) et la profondeur de la pauvreté, l'intensité de la pauvreté au carré, conçue pour prendre en compte le poids des très pauvres.

En ce qui concerne la variable « inégalité », on prend en compte plusieurs indicateurs d'inégalité disponibles sur la base de données de la Banque mondiale (WDI). La première mesure de l'inégalité est l'indice de Gini, la seule mesure synthétique de l'inégalité directement fournie par la base de données WDI. La base de données offre aussi des données de distribution groupées par quintiles (Q1 à Q5) et inclut les deux déciles extrêmes (D1 et D10). On utilise cette information pour calculer les autres indices possibles. La principale finalité est de tenter de saisir les différentes disparités pour tous les niveaux de revenus. On adopte par conséquent une division des revenus entre les pauvres (Q1), la classe moyenne (Q3) et les riches (Q4). Cette étude analyse les inégalités entre et au sein de ces trois catégories de l'échelle des revenus.

La plupart des études de la relation entre la croissance et l'inégalité utilisent généralement le coefficient de Gini pour mesurer l'inégalité (Ravallion 2009). Voitchovsky (2005), dans une étude utilisant des données sur les pays développés, affirme que le recours à l'inégalité moyenne, comme le coefficient de Gini pourrait ne pas bien capturer l'impact réel. Elle utilise donc un indicateur d'inégalité pour le groupe avec les revenus les plus élevés (90/75) et un autre pour le groupe inférieur de l'échelle (50/10). Elle conclut que l'inégalité est nuisible à la croissance pour les plus démunis, alors que l'inégalité parmi les plus riches est propice à la croissance.

Une partie de la littérature a souligné l'importance de la classe moyenne pour la croissance économique. Sa contribution est censée être liée à plusieurs facteurs : l'encouragement de l'entrepreneuriat (Acemoglu et Zilibotti 1997 ; Doepke et Zilibotti 2005) ; la composition changeante de la demande des consommateurs (Murphy, Schleifer et Vishny 1989) et la réalisabilité de politiques et de changements institutionnels favorables à la croissance (Birdsall, Graham et Pettinato 2000). La classe moyenne pourrait non seulement employer la plupart des pauvres dans les pays en développement, mais ses membres pourraient aussi être les acteurs soutenant les réformes pour les pauvres dans les mêmes pays.

Cette étude utilise donc un indice d'inégalité entre la classe moyenne et les pauvres tels que $Q3/Q1$ et $Q3/D1$. La mesure de l'inégalité entre les pauvres est $Q2/D1$. Elle prend en compte aussi l'inégalité au sein de la classe moyenne $Q4/Q3$ et analyse aussi l'inégalité entre les riches ($Q4/D10$). L'inégalité entre les riches et la classe moyenne est saisie à travers $D10/Q3$. Enfin, l'inégalité extrême est appréhendée par $Q5/Q1$. Ces mesures de l'inégalité peuvent être groupées entre et au sein des groupes : entre les riches, au sein de la classe moyenne, entre les pauvres, entre riches et pauvres, entre riches et classe moyenne et entre les pauvres et la classe moyenne. Cette étude prend enfin en compte, selon la disponibilité des données, un autre type d'inégalité, l'inégalité de genre par rapport à l'éducation (taux de réussite au primaire et secondaire et inscription au supérieur). Ces indicateurs d'inégalités des conditions initiales pour la production de revenus (le capital humain) introduisent une perspective de genre. Cette inégalité de genre sera analysée en détail dans les études de cas par la suite.

Pour les variables en ce qui concerne la pauvreté, deux types de mesures de la pauvreté Foster-Greer-Thorbecke (FGT) sont disponibles dans la base de données WDI. Il s'agit du taux de pauvreté par personne et de l'indice d'écart de pauvreté. Chaque indicateur est mesuré au niveau de pauvreté inférieur de \$1.25 par jour (prix internationaux de 2005) et au niveau supérieur de \$2 par jour (prix internationaux de 2005). Ceci permet d'inclure quatre possibles indicateurs de pauvreté un après l'autre dans une approche en régression par la méthode des triples moindres carrés (3SLS).

En ce qui concerne les autres variables de contrôle, à l'exclusion de la variable retardée du revenu du modèle (7), les autres variables qui comptent pour que l'estimation du modèle soit efficace sont l'investissement et le capital humain (Fagini 1999 ; Voitchovsky 2005). Fagini (1999) a conduit le test des variables explicatives et n'a trouvé aucune preuve significative de l'omission de variables, lorsque ces variables sont les seuls déterminants inclus dans la régression de la croissance pour déterminer l'impact de l'inégalité. Pour tenter d'équilibrer le risque entre les biais de multicollinéarité et des variables omises, cette étude se conforme au modèle de base, incluant uniquement l'investissement et le capital humain.

La variable pour l'investissement est mesurée par la moyenne de la formation brute de capital fixe par rapport au PIB. Il s'agit de la moyenne sur cinq ans à partir de l'année où une inégalité est observée. Les données proviennent de la base de données WDI.

Les variables pour le capital humain mesurées par l'éducation offrent deux options. La première est l'utilisation du taux d'inscription. Celui-ci est néanmoins un indicateur d'investissement dans l'éducation plutôt qu'un résultat de l'éducation. La variable de résultat, généralement utilisée dans les recherches de ce genre, est le nombre moyen d'années de scolarisation de la population. Une variable provient de la base de données fournie par Barro and Lee (2000). Cette base de données remonte seulement à 1995 et n'est pas utile dans cette analyse de la relation entre croissance et inégalité. Cette étude a donc recours à l'utilisation des taux de réussite scolaire primaire et secondaire. En l'absence du taux de réussite de l'enseignement supérieur, l'inscription au lycée au début de la période quinquennale est utilisée pour mesurer l'inégalité. Le tableau 4.1 présente un récapitulatif des principales variables pour l'analyse à l'échelle continentale.

Table 4.1 Variables, signification et source

Variable	Signification	Source
Inégalité entre les groupes		
Riches-pauvres	Rapport entre les revenus qui augmentent pour le 5 ^{ème} et 1 ^{er} quintiles et pour le 10 ^{ème} décile et 1 ^{er} quintile	WDI
Riches-classe moyenne	Rapport des revenus du 10 ^{ème} décile et du 3 ^{ème} quintile.	WDI
Classe moyenne-pauvre	Rapport des revenus du 3 ^{ème} au 1 ^{er} quintiles et du 3 ^{ème} quintile au 1 ^{er} décile	WDI
Genre	Rapport entre les taux de réussite des hommes et des femmes au primaire	WDI
Inégalité dans le groupe		
Pauvres	Rapport des revenus du 2 ^{ème} quintile et du 1 ^{er} décile	WDI
Classe moyenne	Rapport des revenus du 4 ^{ème} quintile et du 3 ^{ème} quintile	WDI
Riches	Rapport des revenus du 5 ^{ème} quintile au 10 ^{ème} décile et du 5 ^{ème} au 4 ^{ème} quintile	WDI
Pauvreté		
Par habitant	Pourcentage de la population en dessous de \$1,25 et \$2 par personne par jour	WDI
Écart de pauvreté	Écart de revenu moyen entre les pauvres et \$1,25 et \$2	WDI
Autres variables		
Revenu initial	PIB réel par personne au début de la période	WDI
Croissance	Croissance du PIB par habitant	WDI
Capital humain	Taux de réussite au premier cycle du secondaire	WDI
Investissement	Proportion de la formation brute de capital fixe dans le PIB	WDI

Source : auteur

Estimation technique pour les modèles pour plusieurs pays

La technique de la première différence de la méthode des moments généralisée, développée par Arellano and Bond (1991), est généralement utilisée pour les estimations des données en panels afin de remédier aux problèmes des variables omises et à l'endogénéité (Forbes 2000 ; Panizza 2002). La différenciation du modèle supprime les effets invariants dans le temps, mais engendre une perte significative d'information. Il a été montré que la plupart des variations des revenus et des inégalités de revenus sont surtout dues à des variations entre les groupes (Li, Squire et Zou 1998 ; Barro 2000 ; Dollar et Kraay 2002). Dollar et Kraay (2002) expliquent que le recours à des variations de données sur des séries temporelles limitées comme dans ce cas peut produire des estimations imprécises. En estimant un modèle tel que dans l'équation (7), compte tenu de la disponibilité des données, la chose la plus importante est donc de préserver le degré de liberté. Pour ce faire, l'approche la plus pertinente pourrait être de considérer les variables à niveau après avoir contrôlé l'endogénéité, en considérant l'inégalité seulement au début de la période quinquennale.

Un autre problème à prendre en compte est que la plupart des données en panel utilisées dans la régression inégalité-croissance ne sont pas compensées, puisque la collecte des données à partir desquelles les indices d'inégalité sont calculés a lieu à différents moments selon les pays. La nature non compensée des données est même plus grave pour les pays africains. Ces pays souffrent d'un manque de recherches sur les inégalités et la croissance entre les pays.

Baltagi, Song et Jung (2002) ont montré que là où la tendance à une non-compensation est importante, un estimateur du maximum de vraisemblance (MLE) est plus approprié. Les simulations de Monte Carlo ont aussi montré que le MLE donne de bons résultats pour des panels non compensés dans des situations où les observations sur les données manquent de façon arbitraire. Dans ces cas, le manque d'observations affecte surtout la racine relative de l'erreur quadratique moyenne, avec des tests t sur les paramètres de pente étant aussi appropriés que la contrepartie du panel balancé, la conclusion est donc fiable (Pfaffermayr 2009).

En accord avec ces considérations, le premier choix pour le type de données est l'estimateur des effets aléatoires du maximum de vraisemblance. Le modèle est le plus adapté à une estimation sur un panel non compensé comme celui utilisé dans cette recherche. Cette étude compare le MLE avec une version de la régression robuste du modèle combiné des moindres carrés ordinaires (OLS) et des estimations 3SLS à expliquer par la suite. Cette méthode est appliquée séparément et en même temps pour le 3SLS aux équations de croissance, d'inégalité et de pauvreté.

Les équations pour la croissance et l'inégalité sont combinées avec la spécification de la pauvreté dans un cadre de croissance favorable aux pauvres, qui produit le modèle (10).

$$\begin{cases} \Delta y_{it} = \alpha_1 y_{it-1} + \alpha_2 G_{it} + \omega' X_{it} + u_{it} \\ G_{it} = \beta_0 + \beta_1 G_{it-1} + \beta_2 \Delta y_{it-1} + \varphi' X_{it} + \vartheta_{it} \\ P_{it} = \delta_0 + \delta_1 G_{it} + \delta_2 \Delta y_{it} + \sigma_{it} \end{cases} \quad (10)$$

Le taux moyen d'augmentation du revenu par habitant à un intervalle t de cinq ans pour un pays i est Δy_{it} . Pour déduire les effets de la croissance et de l'inégalité sur la pauvreté, pour plusieurs types de spécifications, on peut avoir recours à deux techniques de régression pour le modèle (10). Il s'agit de la technique des moindres carrés à deux phases (2SLS) et celle à trois étapes (3SLS). La première a été considérée comme plus efficace que le 3SLS pour des petits échantillons, surtout lorsque les covariances entre équations sont minimales. Dans les cas de covariance importante, la méthode du 3SLS va avoir un avantage même si l'échantillon est limité (Ngepah 2011b). Puisque la taille de l'échantillon pour cette étude arrive jusqu'à 132 observations (voir le tableau A.1 de l'Annexe pour les pays et les années pris en compte), l'article cherche à obtenir le plus de bénéfices possibles du système de calcul à plusieurs équations en utilisant une approche 3SLS.

Etudes de cas

Les études de cas sont conçues pour accroître la compréhension de la relation entre les éléments de la croissance, de l'inégalité et de la pauvreté à l'échelle des ménages, analysés à l'échelle nationale et continentale. Pour ce faire, cette étude utilise les enquêtes sur les ménages de deux pays africains : l'Afrique du Sud, la première économie africaine en termes de PIB par habitant, et le Cameroun, un pays à revenus intermédiaires faibles. Chacun des deux pays représente une des deux principales traditions de l'histoire coloniale africaine, l'anglaise et la française. Les pays ont été principalement choisis sur la base de la disponibilité de bases de données immédiatement disponibles, riches en typologies de variables utiles. Ils se prêtent bien au type de travail de cette analyse. On s'attardera sur les deux pays dans la section dédiée à la présentation du contexte.

À la suite, on commence par donner une présentation succincte de la structure économique, de l'inégalité et de la pauvreté des pays étudiés. On continue ensuite avec le cadre micro-conceptuel, la méthodologie, les variables, les données et les techniques d'estimation.

Contextes des études de cas nationales

Cameroun

Le Cameroun est coïncé entre l'Afrique centrale et occidentale. Il est principalement francophone, avec des communautés anglophones (20 pourcent environ de ses 10 provinces). Fambon et al. (2014) estime que sa population compte en 2013 22,5 millions d'habitants, sur une superficie de 475 440 kilomètres carrés, avec une densité de population de 39,7 habitants par kilomètre carré. Le tableau 4.2 présente un certain nombre d'indicateurs socioéconomiques du Cameroun.

Le PIB réel du Cameroun était d'environ \$825,7 (prix de 2005) entre 1971 et 1980. Sa valeur est passée à \$1190,9 pendant la décennie suivante, il a ensuite diminué à \$942 en moyenne en 2007–2013. Pendant la même période, le PIB a diminué de 2,9 à 2 pourcent par an. La diminution des indicateurs économiques pendant cette période peut être attribuée à la détérioration de la balance commerciale du pays et aux chocs des prix de l'alimentation et de l'énergie ; elle est aussi partiellement liée aux crises financières internationales. Les secteurs apportant la contribution la plus importante au PIB camerounais sont les services et l'agriculture. Au début de la période analysée, le secteur des services constituait 50 pourcent environ du PIB et la part de l'agriculture était de 30,7 pourcent. La part des services a diminué à 42,8 pourcent et a augmenté jusqu'à 47 pourcent environ pendant la décennie précédente.

Tableau 4.2 Principales données socioéconomiques du Cameroun

Indicateurs	1971-80	1981-90	1991-2000	2001-06	2007-13
Pourcentage du PIB					
Agriculture	30,71	25,02	24,02	21,35	23,26
Industrie	19,24	32,20	30,87	31,85	29,75
Secteur manufacturier	9,65	12,59	19,63	19,58	15,14
Services	50,05	42,77	45,11	46,80	46,98
PIB réel par habitant	\$825,74	\$1190,95	\$837,05	\$906,55	\$942,52
Taux de croissance					
Agriculture	3,87	2,69	4,85	3,49	4,21
Industries	11,09	7,10	-0,78	0,50	1,42
Secteur manufacturier	7,35	7,38	2,62	2,10	2,38
Services	12,10	2,22	0,16	6,04	4,56
PIB	6,78	3,59	1,47	3,63	3,66
PIB par habitant	3,86	0,52	-1,30	0,97	1,05
Rentes des ressources naturelles					
Total	6,37	14,69	10,29	10,84	11,01
Pétrole	2,76	12,05	6,29	8,18	7,52
Forêts	4,16	2,64	4,01	2,62	3,28
Charbon	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Minerais	0,00	0,00	0,00	0,02	0,16
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,05
Distribution des revenus					
Gini			44,57	42,13	40,72
Part des revenus détenus par les 10% les plus riches			36,53	33,77	31,76
Part des revenus détenus par les 20% les plus riches			51,56	48,90	47,69
Part des revenus détenus par les quatrièmes 20%			19,75	20,71	21,43
Part des revenus détenus par les troisièmes 20%			13,24	14,27	14,50
Part des revenus détenus par les seconds 20%			9,25	9,95	10,03
Part des revenus détenus par les 20% les plus pauvres			6,20	6,17	6,35
Part des revenus détenus par les 10% les plus pauvres			2,75	2,62	2,74
Pauvreté pour une parité du pouvoir d'achat de 1 \$/jour					
Proportion de la population sous le seuil de \$1.25			47,43	24,86	27,61
Proportion de la population sous le seuil de \$2			71,50	50,69	53,15
Écart de pauvreté à \$1.25			15,86	6,69	7,24
Écart de pauvreté à \$2			32,78	18,50	19,97
Investissement					
Formation brute de capital fixe (% du PIB)	29,83	20,85	14,39	18,46	18,72
Formation brute de capital (% de croissance annuelle)	12,94	0,78	0,30	5,92	6,28
Capital humain					
Taux de réussite au secondaire, femmes	4,94	10,38	17,63	18,56	25,37
Taux de réussite au secondaire, hommes	11,74	18,97	24,65	21,88	29,36
Taux de réussite au secondaire, total	8,34	14,68	21,15	20,23	27,38
Taux de réussite au primaire, femmes	42,38	47,39	46,38	49,51	61,25
Taux de réussite au primaire, hommes	58,46	56,62	54,11	58,39	72,02
Taux de réussite au primaire, total	50,44	52,01	50,27	53,98	66,67
Chômage					
Chômage, total			6,14	5,17	4,09

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de la Banque mondiale (World Bank, 2015).

La part de l'agriculture a diminué sensiblement de 21,4 pourcent en 2001–2006 alors qu'elle était de 23,3 pourcent en 2007–2013. La part de l'industrie a augmenté de 19,2 percent au début de la période du tableau 4.2 à plus de 30 pourcent, le pétrole étant le principal facteur de cette croissance. La part de la production a aussi augmenté de 9,7 à 12 pourcent pendant les premières décennies et a ensuite fluctué entre 19,6 et 15,1 pourcent.

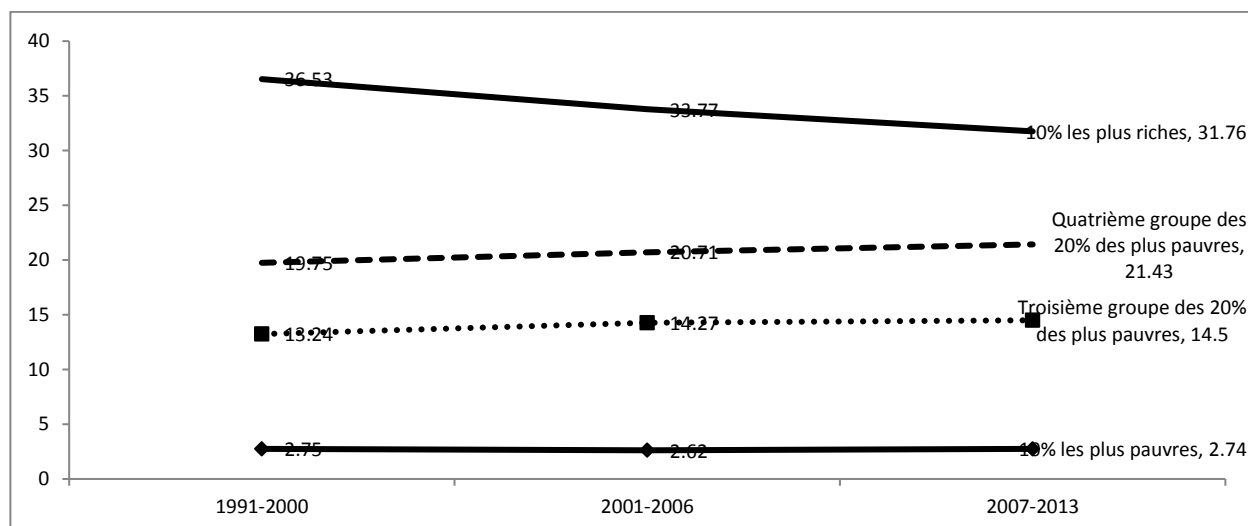
La croissance de l'agriculture a été stable au fil des ans, avec une variation entre 2,7 et 4,8 pourcent. Bien que, dans l'ensemble et par secteur, la croissance économique camerounaise ait montré une reprise significative pendant la dernière décennie, les taux demeurent encore plus faibles que ceux des deux décennies passées. Les principaux secteurs contribuant à la reprise récente du Cameroun sont les services, l'agriculture et la production.

Son économie dépend aussi significativement des rentes des ressources naturelles, avec leurs pourcentages augmentant de 6,4 pourcent du PIB en 1971–1980, juste au début de l'exploitation pétrolière en 1978, à plus de 10 pourcent pendant les autres périodes. Ce taux a atteint 11 pourcent environ pendant la dernière décennie. La rente pétrolière est donc la plus importante parmi les rentes des ressources naturelles camerounaises, passant de 2,8 pourcent au début à une moyenne d'environ 7,5 pourcent pendant la dernière décennie. Un autre domaine important pour les rentes des ressources naturelles est le secteur forestier, bien que son importance ait légèrement diminué de 4,2 à 3,2 pourcent environ actuellement.

Les investissements, représentés par la formation brute de capital fixe, comme la plupart des autres indicateurs, ont diminué entre 1971–1980 (29,8 pourcent du PIB) et 1991–2000 (14,4 pourcent du PIB). Ils ont présenté aussi une tendance similaire à la reprise, jusqu'à 18,7 pourcent du PIB en 2007–2013. La croissance en formation brute de capital a été similaire, diminuant de 12,9 pourcent au début à 0,3 pourcent en 1991–2000. Elle a maintenant augmenté mais seulement à la moitié environ de sa valeur en 1971–1980.

La structure de la répartition des revenus, selon le coefficient de Gini, diminue de 44,6 en 1991–2000 à 40,7 en 2007–2013. Les parts accrues de revenus pour les 10 pourcent les plus pauvres et les 20 pourcent les plus pauvres sont restés stables pendant les trois périodes, respectivement à 2,7 et 6,2 pourcent environ (figure 4.1). La part de revenus des plus riches a diminué sensiblement, avec les 10 pourcent les plus riches passant de 36,5 à 31,8 pourcent et celle des 20 pourcent en haut de l'échelle passant de 51,6 à 47,7 pourcent. Les classes moyennes sont donc celles qui ont principalement bénéficié de la reprise camerounaise, avec la part du troisième 20 pourcent de la population augmentant de 13,2 à 14,5 pourcent et celle du quatrième 20 pourcent augmentant de 19,7 à 21,4 pourcent.

Figure 4.1 Variations des parts de revenus des différentes classes camerounaises

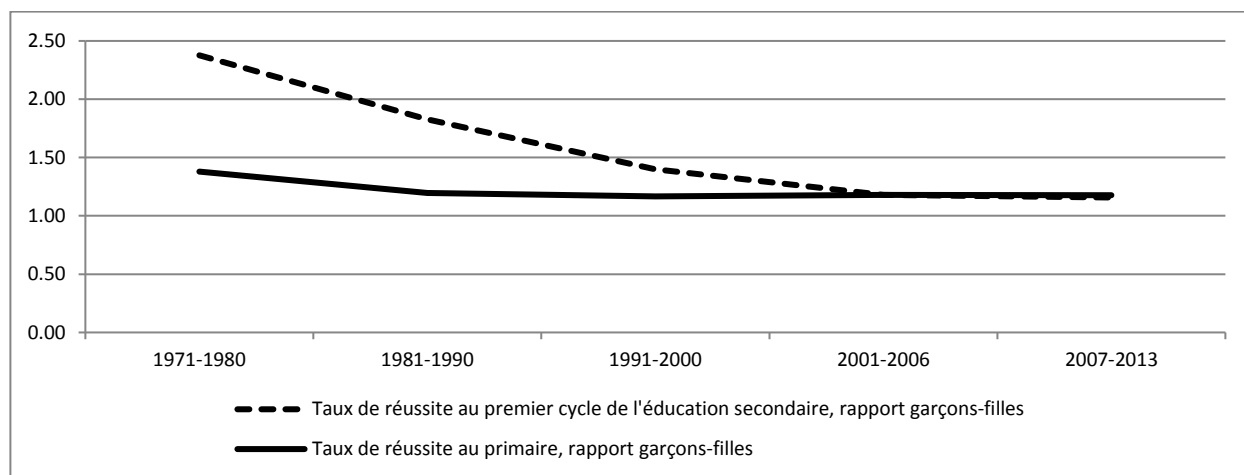


Source : calculs de l'auteur utilisant les données de la Banque mondiale (World Bank 2015)

La pauvreté a sensiblement diminué entre 1991–2000 et la dernière décennie pour toutes les indicateurs de pauvreté. L'écart de pauvreté à \$1,25 a diminué de moitié depuis les années 1990. Le rapport sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) 2015 affirme qu'entre 1990 et 2010, la pauvreté a diminué seulement de 8% en Afrique subsaharienne, ce qui n'est certainement pas proportionnel avec la croissance moyenne de 5%. La reprise de la croissance a donc été moins favorable pour les pauvres qu'elle aurait dû l'être.

Le taux de réussite au primaire a augmenté, en passant de 50,4 pourcent en 1971–1980 à 66,7 pourcent en 2007–2013. Le taux de réussite au secondaire a augmenté de 8,3 à 27,4 pourcent pendant la même période. La figure 4.2 montre l'inégalité hommes-femmes pour ce qui est des taux de réussite au primaire et secondaire.

Figure 4.2 Ratio hommes-femmes du taux de réussite au primaire et au secondaire, Cameroun



Source : calculs de l'auteur en utilisant les données Banque mondiale (World Bank 2015)

Même si l'inégalité hommes-femmes de ces indicateurs de capital humain a diminué, cet écart reste encore supérieur à la parité, en défaveur des filles. En 1971–1980, l'écart était de 1,38 pour le taux de réussite au primaire et de 2,38 pour le secondaire. Jusqu'en 2007–2013, ces taux montrent une amélioration moyenne respective de 1,18 et 1,16. Le taux de chômage a aussi diminué sensiblement de 6,1 pourcent en 1991–2000 à 4,1 pourcent en 2007–2013.

Afrique du Sud

Une présentation synthétique du contexte historique de la situation socioéconomique de l'Afrique du Sud, tirée de Ngepah et Mhlaba (2013), est importante, compte tenu du fait que la plupart des inégalités et des troubles sociaux sont hérités de la période de l'apartheid.

Pendant les cent cinquante dernières années, la croissance économique de l'Afrique du Sud a été dominée par les mines. Pendant la période entre 1948 et 1973 le taux de croissance moyenne du PIB réel a été supérieur à 7 pourcent par an, avec une croissance moyenne du taux d'emploi de 4,3 pourcent. Entre les années 1970 et la moitié des années 1990, il y a néanmoins eu un fort recul, dû aux effets des sanctions extérieures contre le régime de l'apartheid et les soulèvements internes contre les discriminations du régime.

La structure de l'économie sud-africaine a été relativement stable par rapport aux pourcentages sectoriels du PIB (tableau 4.3). L'agriculture est le seul secteur dont l'apport a lourdement diminué de 7,2 pourcent à 2,7 pourcent pendant les périodes en question. La part de l'industrie, malgré la diminution de 42 à 30,2 pourcent, reste élevée. Le secteur des services a vu augmenter son pourcentage de 51,4 à 67,1 pendant les périodes. Les rentes des ressources, surtout les minerais et le charbon, ont été importantes, même si inférieures à celles du Cameroun. Les rentes totales ont augmenté de 4,2 à 7,7 pourcent depuis la première période jusqu'à la dernière, en fluctuant entre-temps.

En 1971–1980, les taux de croissance du PIB et du PIB par habitant étaient respectivement de 3,4 et de 1,1 pourcent. Les secteurs ayant contribué le plus à la croissance du PIB pendant la première décennie du tableau 4.3 sont le secteur manufacturier, l'agriculture et les services, respectivement 5,3, 4,8 et 4 pourcent en moyenne. À partir de là, il y a eu un déclin rapide et important des taux de croissance de tous les secteurs économiques.

À la fin des années 1990, après le changement de régime pour un gouvernement démocratique, les rapports capital-travail étaient élevés, car les employeurs avaient tendance à remplacer le capital avec la main d'œuvre. Le manque de personnel qualifié conduit à des salaires plus élevés pour les travailleurs dotés de compétences. Puisque la plupart de la population manquait de compétences, cela devint un facteur intrinsèque d'inégalité structurelle. Les taux de croissance économique remontèrent sensiblement en 2001–2006. Les services, le secteur manufacturier et l'industrie arrivèrent respectivement à 4,4, 3,7 et 3,0 pourcent en moyenne.

Tableau 4.3 Principales données socioéconomiques sud-africaines

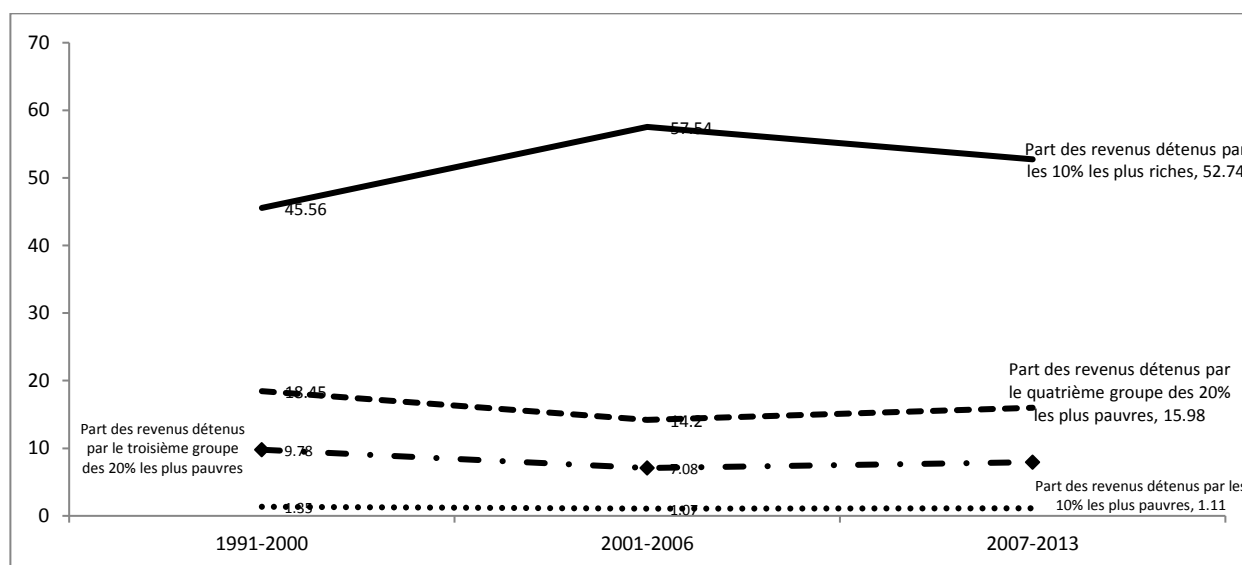
Indicateurs	1971-1980	1981-1990	1991-2000	2001-2006	2007-2013
Pourcentage du PIB					
Agriculture	7,17	5,30	3,99	3,15	2,71
Industrie	41,43	42,94	34,23	30,93	30,16
Secteur manufacturier	21,71	23,04	20,64	18,47	14,45
Services	51,41	51,76	61,79	65,92	67,13
PIB réel par habitant	\$5.273,50	\$5.295,53	\$4.789,38	\$5.218,52	\$5.967,69
Taux de croissance					
Agriculture	4,84	2,59	1,97	0,35	3,38
Industrie	2,40	0,76	0,50	3,02	0,92
Secteur manufacturier	5,26	1,37	1,38	3,67	1,21
Services	3,96	1,80	2,17	4,43	3,27
PIB	3,39	1,54	1,84	4,13	2,53
PIB par habitant	1,12	-0,91	-0,41	2,63	1,04
Rentes des ressources naturelles					
Total	4,16	5,64	1,84	3,19	7,69
Pétrole	0,00	0,00	0,03	0,18	0,06
Forêts	0,84	0,87	0,94	0,86	0,63
Charbon	0,93	1,45	0,03	0,87	3,34
Minerais	2,40	3,31	0,75	1,11	3,57
Autres	0,00	0,01	0,09	0,16	0,08
Répartition des revenus					
Gini			57,90	67,40	64,08
Part des revenus détenus par les 10% les plus riches			45,56	57,54	52,74
Part des revenus détenus par les 20% les plus riches			62,94	72,21	69,07
Part des revenus détenus par le 4 ^e groupe des 20% les plus pauvres			18,45	14,20	15,98
Part des revenus détenus par le 3 ^e groupe des 20% les plus pauvres			9,78	7,08	7,93
Part des revenus détenus par le 2 ^e groupe des 20% les plus pauvres			5,64	4,06	4,46
Part des revenus détenus par les 20% les plus pauvres			3,19	2,45	2,58
Part des revenus détenus par les 10% les plus pauvres			1,35	1,07	1,11
Pauvreté pour une parité de pouvoir d'achat de 1 \$ par jour (PPP)					
Proportion de la population sous le seuil de \$1.25			23,98	16,72	11,55
Proportion de la population sous le seuil de \$2			41,30	35,15	28,71
Écart de pauvreté à \$1.25			6,77	3,06	1,73
Écart de pauvreté à \$2			16,72	11,95	8,88
Investissements					
Formation brute de capital fixe (% du PIB)	26,56	22,40	16,63	16,55	20,36
Formation brute de capital (croissance)	5,17	-3,01	3,70	9,55	3,67
Capital humain					
Taux de réussite au secondaire, femmes			68,98	87,33	
Taux de réussite au secondaire, hommes			60,25	81,53	
Taux de réussite au secondaire, total			68,85	84,43	
Taux de réussite au primaire, femmes			86,85	95,59	
Taux de réussite au primaire, hommes			81,57	93,92	
Taux de réussite au primaire, total			84,20	94,75	
Chômage					
Chômage total des jeunes			45,13	50,47	48,65
Chômage total			23,16	25,13	24,00

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de la Banque mondiale (World Bank 2015)

Même si significative, il faut remarquer qu'avec l'augmentation des primes de qualification dues à l'augmentation du rapport capital-travail, la reprise a été connotée par une aggravation du chômage. Lorsque les indicateurs de croissance étaient au plus bas (1991–2000), le chômage était à 23,2 pourcent, dont 45,1 pourcent de jeunes chômeurs. Après la reprise (2001–2006), le chômage a augmenté à 25,1 pourcent et 50,5 pourcent étaient des jeunes. En 2007–2013, les taux de croissance économique ont diminué dans l'ensemble et surtout dans l'industrie, la manufacture et les services. Ce fut la conséquence des mouvements sociaux, des grèves dans les mines et des écarts sociaux persistants. Seule l'agriculture parvint à croître de 0,4 à 3,4 pourcent entre 2001–2006 et 2007–2013. Le chômage resta en même temps élevé à 24 pourcent, avec 48,7 pourcent de jeunes.

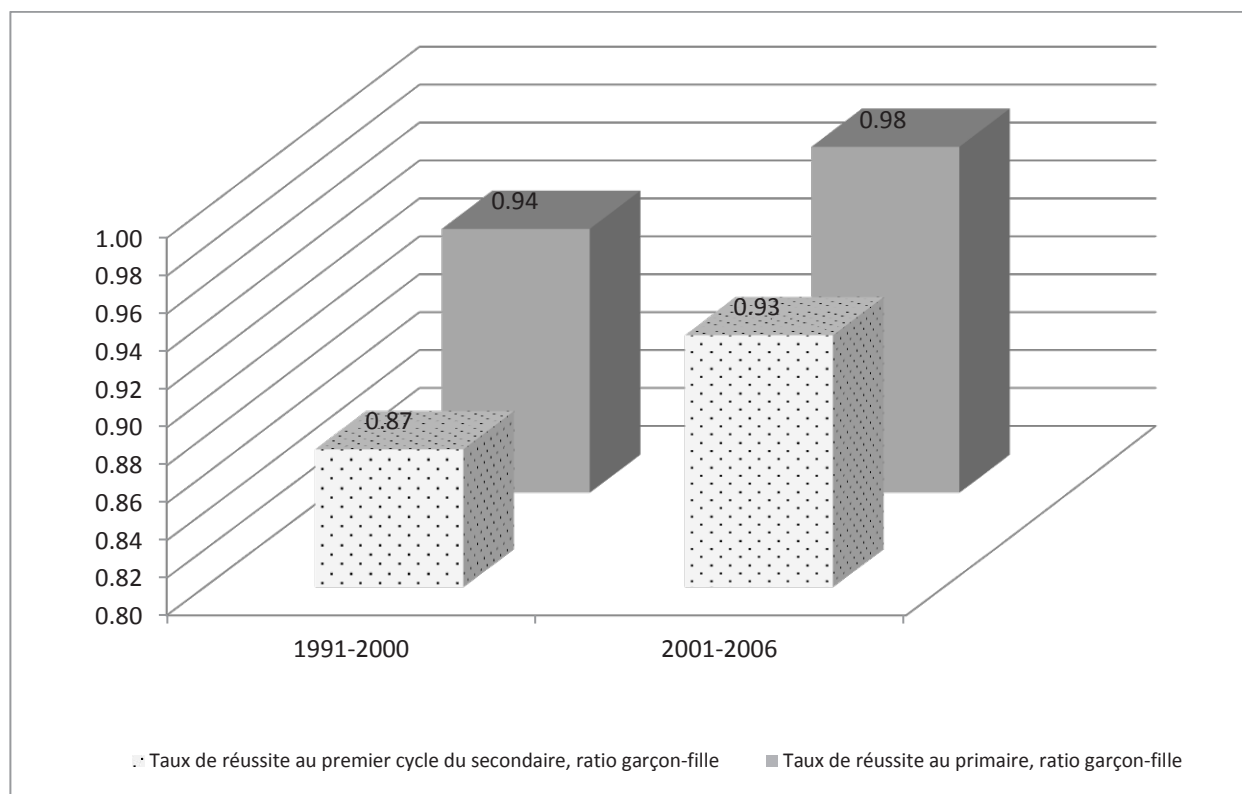
La plupart des politiques à l'époque de l'apartheid répondaient aux besoins de la minorité blanche, en délaissant les noirs et les autres races. Malgré plus de 20 ans de pouvoir démocratique noir, l'écart dans l'accès aux infrastructures et aux services sociaux persiste encore, surtout du fait des limites de la gouvernance, notamment pour les gouvernements locaux (Chitiga, Ngepah et Sekyere à paraître). La répartition des revenus s'est empirée : le Gini est passé de 57,9 pourcent en 1991–2000 à plus de 65 pourcent pendant la dernière décennie. Les parts croissantes de revenus pour les 10 pourcent et les 20 pourcent les plus pauvres ont aussi diminué sensiblement, malgré le nombre grandissant d'interventions de la part du gouvernement à travers des aides sociales (figure 4.3). Les pourcentages respectifs ont diminué de 1,3 et 3,2 pourcent en 1991–2000, à 1,1 et 2,6 pourcent en 2007–2013. La figure 4.3 montre que la perte de revenus des classes inférieures a été acquise par les 10 pourcent et les 20 pourcent supérieurs de la répartition, avec une augmentation de leurs pourcentages respectifs de 45,6 et 63 pourcent à 52,7 et 69,1 pourcent. Même si la pauvreté a diminué presque de moitié pendant les mêmes périodes, une vue d'ensemble de la répartition des revenus suggère une polarisation importante de l'économie sud-africaine.

Figure 4.3 Tendances dans l'évolution des parts de revenu des différentes classes sud-africaines



Source : calculs de l'auteur utilisant les données de la Banque mondiale (World Bank 2015)

Figure 4.4 Écart de capital humain entre les hommes et les femmes



Source : calculs de l'auteur utilisant les données de la Banque mondiale (World Bank 2015)

Les taux de réussite au primaire et au secondaire ont été élevés et en augmentation. Le portrait de l'écart de capital humain entre les hommes et les femmes montre qu'il y a plus de femmes qui terminent l'école primaire et secondaire que d'hommes, à l'inverse de ce qui se passe au Cameroun. Même si la figure 4.4 montre que l'écart a diminué, il y a encore un écart entre 0,12 et 0,17 entre les taux de réussite au primaire et au secondaire en 2001-2006.

Cet aperçu du contexte des deux pays reste important pour interpréter les résultats des analyses économétriques des études de cas qui vont suivre.

Cadre micro-conceptuel

L'approche conceptuelle adaptée à l'analyse des revenus, de l'inégalité et de la pauvreté est fondée sur les approches utilisées dans les études des déterminants du bien-être. Cette étude adopte un modèle conceptuel semblable à celui utilisé par Muherjee and Benson (2003), qui s'écrit de la façon suivante :

$$\ln y_i = \alpha x_i + \varepsilon_i \quad (11)$$

où $\ln y_i$ est le logarithme naturel de l'indicateur de bien-être pour le ménage i , x_i est un ensemble de variables dépendantes exogènes, α est un vecteur de coefficients et ε_i est une erreur arbitraire.

Équation des revenus

Pour préciser l'équation des revenus, cette étude utilise l'équation (11) en y ajoutant une mesure de l'inégalité, saisie à l'aide d'un bien-être relatif à l'échelle du ménage de la façon suivante :

$$\ln y_i = \rho \theta_i + \alpha x_i + \varepsilon_i \quad (12)$$

où θ_i est une mesure de l'inégalité dans le ménage i par rapport à un groupe de référence c'est-à-dire en bien-être et ρ est un coefficient de l'inégalité, alors que tout le reste est comme dans (11).

La plupart des études sur la pauvreté utilisent une approche du bien-être matériel pour les individus et les ménages, mesuré soit à l'aide des revenus ou par les dépenses de consommation (Wagle 2007). Il y a un débat sur l'utilisation des revenus ou de la consommation dans l'analyse du bien-être. Ravallion (1992) suggère que les revenus sont plus adaptés aux applications empiriques pour les pays développés, alors que la consommation doit être préférée pour les pays en développement, surtout du fait que les revenus ont tendance à être sensiblement sous-estimés dans ce second cas. De ce fait, la consommation a été choisie pour évaluer la pauvreté et le revenu est un indicateur d'activité économique à l'échelle des ménages comparable au PIB à l'échelle nationale. Le revenu est utilisé pour saisir l'activité économique à l'échelle du ménage plutôt que le bien-être.

Equation de l'inégalité

L'inégalité est surtout engendrée par les processus sous-jacents de production de revenus. De ce fait, l'inégalité peut être spécifiée comme une fonction des revenus et d'autres variables exogènes, comme pour l'équation des revenus. Ce cadre devient plausible pour estimer l'inégalité à l'échelle du ménage :

$$\ln \theta_i = \gamma y_i + \beta x_i + \vartheta_i \quad (13)$$

Toutes les variables sont définies comme dans les équations précédentes, $\ln$ étant le logarithme naturel, γ le coefficient de revenu, β un vecteur de coefficients pour les autres déterminants et ϑ une erreur arbitraire.

Cadre pour la pauvreté

Cette étude développe un cadre d'estimation de la pauvreté similaire à l'équation (9). En plus du niveau national de la pauvreté, il introduit aussi les autres variables exogènes des équations des revenus et de l'inégalité. Le modèle de base pour la pauvreté suit donc le cadre de croissance favorable aux pauvres et peut s'écrire de la façon suivante :

$$\ln P_i = \delta_0 + \delta_1 \theta_i + \delta_2 y_i + \omega x_i + \sigma_i \quad (14)$$

Toutes les variables sont analogues à celles précédemment définies, $\ln$ est un logarithme naturel, δ les coefficients du revenu et de l'inégalité, ω un vecteur de coefficients pour d'autres déterminants et σ une erreur arbitraire.

Variables et données

Le revenu est mesuré à l'aide de l'addition des revenus individuels mensuels de toutes les sources. Même si le recours au revenu vise à saisir les dynamiques de production des ménages et les processus de production de revenus, il est pertinent de prendre en compte les effets de nivellement des dépenses de consommation lorsque l'on calcule la pauvreté et l'inégalité. La logique est que le niveau de consommation d'un individu est moins dépendant du revenu que de

la richesse, compte tenu du rôle de nivellement de la consommation des ménages le long du cycle de vie. Même si l'équation du revenu utilise le revenu du ménage comme une variable dépendante, les mesures de l'inégalité et la pauvreté vont utiliser la consommation (qui inclut les facteurs liés à la richesse) et le bien-être pour calculer les indices pertinents de la pauvreté et de l'inégalité.

Indices d'inégalité

La méthode étudiée pour obtenir les indicateurs d'inégalité à l'échelle du ménage utilise le concept de polarisation. La polarisation intervient lorsque les observations s'éloignent de la moyenne de la répartition à gauche ou à droite (Holzner 2012). Même si la polarisation ne coïncide pas avec l'inégalité (Yitzhaki 2010), son raisonnement sous-jacent peut aider à obtenir des calculs de l'inégalité à l'échelle du ménage.

Cette étude adapte ce concept au calcul de plusieurs types d'inégalités du bien-être des ménages pour différents groupes de référence. Elle utilise cette méthode pour obtenir des indicateurs de disparité des revenus entre et au sein des groupes et dans les groupes d'âge et de genre. La notion de polarisation est fondée sur une différence absolue de localisation, comme par rapport à la répartition de la richesse (Duclos, Esteban et Ray 2004). On utilise la même notion, qui peut être transformée par le logarithme en différence dans le rapport. Pour la consommation C du ménage i par rapport à la moyenne de consommation $\bar{C}$ d'un groupe de référence j , on propose ci-dessous un indicateur de base de la disparité de richesse dans un ménage i par rapport à un groupe de référence :

$$\theta_i = C_i^I / \left(\frac{1}{n_j} \sum_{j=1}^J C_j^J \right) \quad (15)$$

Le ménage i appartient à son propre sous-groupe I , qui peut être un quintile donné, un groupe d'âge, de genre ou un groupe ethnique ou une localité géographique ; n_j est la population du sous-groupe J .

Lorsque $I = J$, la mesure peut représenter l'inégalité au sein du sous-groupe. L'identification d'un individu au groupe dépend de la densité de bien-être correspondante au niveau du groupe par rapport au spectre de répartition du bien-être (Duclos, Esteban et Ray 2004). Mais la cohésion au sein du groupe peut aussi dépendre de la dispersion de la répartition du bien-être à ce niveau. Compte tenu des autres liens pouvant tenir ensemble les individus d'un même groupe, mais dont les caractéristiques peuvent être similaires à bien des égards au revenu (par exemple l'ethnicité), un altruisme important ou le capital social au sein du groupe peuvent minimiser ou même inverser l'impact de la disparité de bien-être sur la productivité (Ngepah 2011b).

Lorsque $I \neq J$, la mesure peut être une inégalité entre les groupes. Comme on l'a montré dans les analyses à l'échelle continentale, l'inégalité entre les groupes peut avoir des effets différents sur le revenu (la production) selon les groupes comparés. L'inégalité entre les groupes éloignés dans le spectre de répartition du bien-être pourrait ne pas avoir le même effet sur la production de revenus, comme dans l'équation entre groupes relativement proches dans la courbe de répartition. On peut citer comme exemple la relation entre la classe moyenne et les pauvres (Ravallion 2009). Les différentes mesures de l'inégalité seraient celles qui suivent.

Inégalités entre la classe moyenne et les pauvres

L'inégalité entre la classe moyenne et les pauvres ($\theta_{(mc-p)i}$) est le rapport de la consommation moyenne par habitant du troisième quintile (Q3) et de la consommation par habitant d'un ménage du premier quintile (Q1).

$$\theta_{(mc-p)i} = \frac{C_{i \in Q1}^{Q1}}{\left(\frac{1}{n_{Q3}} \sum_{j=1}^{Q3} C_j^{Q3} \right)} \quad (16)$$

Inégalité entre les riches et les pauvres

L'inégalité entre les riches et les pauvres ($\theta_{(r-p)i}$) est le rapport entre la consommation moyenne par habitant du cinquième quintile (Q5) et de la consommation par habitant d'un ménage du premier quintile (Q1).

$$\theta_{(r-p)i} = \frac{C_{i \in Q1}^{Q1}}{\left(\frac{1}{n_{Q5}} \sum_{j=1}^{Q5} C_j^{Q5} \right)} \quad (17)$$

Inégalité entre les riches et la classe moyenne

L'inégalité entre les riches et la classe moyenne ($\theta_{(r-mc)i}$) est le rapport entre la consommation moyenne par habitant du cinquième quintile (Q5) et la consommation par habitant d'un ménage du troisième quintile (Q3).

$$\theta_{(r-p)i} = \frac{C_{i \in Q1}^{Q1}}{\left(\frac{1}{n_{Q5}} \sum_{j=1}^{Q5} C_j^{Q5} \right)} \quad (18)$$

Inégalités au sein d'un groupe

L'inégalité au sein d'un groupe est calculée comme la position relative d'un ménage donné dans le groupe par rapport au bien-être moyen de ce groupe :

$$\theta_{(r-p)i} = \frac{C_i^I}{\left(\frac{1}{n_I} \sum_{i=1}^I C_i^I \right)} \quad (19)$$

Les inégalités au sein d'un groupe sont pour les pauvres (en Q1), pour la classe moyenne (en Q3) et pour les riches (en Q5) tels que $I = Q1; Q3 \text{ or } Q5$.

Cette étude utilise le même raisonnement pour définir les inégalités de bien-être pour les groupes de genre et d'âge. Pour l'inégalité de genre, on prend en compte le rapport entre la consommation des femmes et la moyenne pour les hommes et celle des hommes par rapport à la moyenne pour les femmes. Cela croise les deux mesures en une pour obtenir ce que l'on appelle l'inégalité au sein du même sexe. L'idée est de considérer l'inégalité au sein du même sexe comme la combinaison des écarts de bien-être du point de vue des femmes par rapport aux hommes et puis des hommes par rapport aux femmes. Au sein du groupe il s'agit de l'écart entre la consommation des femmes et la moyenne pour le groupe des femmes et le même vaut pour les hommes.

L'inégalité entre les groupes d'âge vise surtout à comprendre l'augmentation de la marginalisation des jeunes et les effets sur la pauvreté. Cette étude inclut deux définitions de la jeunesse. Une définition plus large est celle proposée par la Charte africaine de la jeunesse : de 15 à 35 ans.

L'autre est la définition traditionnelle des Nations unies par rapport au marché du travail : 15–25 ans.

Indicateurs de pauvreté

Cette étude calcule l'écart normalisé de la consommation par habitant du ménage par rapport au niveau de pauvreté approprié. Pour un niveau de pauvreté z , l'écart de consommation normalisé g_i pour le ménage i , pour les niveaux de consommation censurée C_i est :

$$g_i = \begin{cases} \frac{z - C_i}{z}, & \text{for } C_i < z \\ 0 & \text{for } C_i \geq z \end{cases} \quad (20)$$

C'est la mesure de la pauvreté qui sera utilisée à l'échelle du ménage. La répartition est censurée du fait que pour un niveau de pauvreté donné, elle est définie seulement pour les ménages pauvres. La valeur de la fonction est zéro pour les ménages qui ne sont pas pauvres.

Le niveau de pauvreté est défini au PPP à \$1,25 et \$2 par personne par jour. Cette étude a fait référence aux devises nationales de chaque pays, en multipliant le seuil de pauvreté international par la devise nationale/\$ américain PPP, en utilisant les taux de l'année de collecte des données des ménages et en corrigeant l'écart de l'indice des prix entre les années.

Variables exogènes

La sélection des variables à utiliser en tant que déterminants exogènes a été inspirée par la littérature (Mansour 2012). Puisque la première finalité n'est pas l'étude des déterminants du bien-être, mais la compréhension du fonctionnement de la relation entre revenu/production, inégalité et pauvreté à l'échelle du ménage, l'analyse cherche à être aussi parcimonieuse que possible. Cette étude fait aussi attention à inclure les principaux déterminants, de façon à ne pas encourir le risque de négliger des déterminants fondamentaux.

Les variables exogènes sont divisées en quatre groupes : la démographie des ménages, les caractéristiques du chef du ménage, les actifs du ménage, et certaines caractéristiques communautaires.

- La démographie des ménages : ce groupe de variables rend compte de la composition et de la taille du ménage. Il inclut la taille et le carré de la taille du ménage.
- Les caractéristiques du chef du ménage : ce groupe inclut l'âge, le carré de l'âge, le sexe, l'éducation (années), la condition professionnelle et l'ethnicité du chef du ménage.
- Les actifs du ménage : ce groupe inclut les actifs productifs critiques tels que la terre et les moyens d'accès à l'information, comme la radio et la télévision. Il inclut aussi des moyens de communication, surtout les téléphones portables.
- Les caractéristiques communautaires : la principale variable est l'infrastructure dans la communauté. Elle est presque toujours absente des enquêtes des ménages. On considère aussi que pour les ménages l'eau courante peut être une bonne approximation du développement des infrastructures dans la communauté. Cette étude fait une agrégation du nombre de ménages ayant l'eau courante dans l'habitation au niveau des unités du premier échantillon pour avoir une idée du niveau de développement des infrastructures de la communauté.

Cette étude inclut aussi la localisation, surtout rurale ou urbaine au Cameroun et la race en Afrique du Sud.

Tableau 4.4 Variables des modèles microéconomiques des études de cas

Variable	Signification	Source
Inégalité entre les groupes		
Riches-pauvres	Rapport entre la consommation des ménages du 1 ^{er} quintile et la moyenne du 5 ^{ème} quintile et la consommation des ménages du 5 ^{ème} quintile par rapport à la moyenne du 1 ^{er} .	Calculs en utilisant l'enquête des ménages de 2007 pour le Cameroun et l'enquête sur les revenus et les dépenses de 2010 pour l'Afrique du Sud.
Riches-classe moyenne	Rapport entre la consommation des ménages du 3 ^{ème} quintile et la moyenne du 5 ^{ème} quintile et la consommation des ménages du 5 ^{ème} quintile par rapport à la moyenne du 3 ^{ème} .	
Classe moyenne-pauvre	Rapport entre la consommation des ménages du 1 ^{er} quintile et la moyenne du 3 ^{ème} quintile et la consommation des ménages du 1 ^{er} quintile par rapport à la moyenne du 3 ^{ème} .	
Genre	Rapport entre la consommation des ménages féminins par rapport à la moyenne du groupe des hommes et entre la consommation des ménages masculins et la moyenne du groupe des femmes.	
Inégalité au sein du groupe		
Pauvres	Rapport entre la consommation des ménages du 1 ^{er} quintile par rapport à la moyenne du 1 ^{er} quintile.	Cf. ci-dessus
Classe moyenne	Rapport entre la consommation des ménages du 3 ^{ème} quintile par rapport à la moyenne du 3 ^{ème} quintile.	
Riches	Rapport entre la consommation des ménages du 5 ^{ème} quintile par rapport à la moyenne du 5 ^{ème} quintile.	
Pauvreté		
Écart de pauvreté	L'écart entre les revenus des pauvres avec le PPP à \$1,25 par personne par jour et le niveau de pauvreté, normalisé par le niveau de pauvreté.	Cf. ci-dessus
Variables exogènes	Revenu par habitant du ménage ; taille du ménage ; taille du ménage au carré ; âge du ménage au carré ; genre du chef ; éducation ; condition professionnelle ; race ; possession des atouts (terre, radio, TV, DSTV, téléphone portable, téléphone fixe, Internet, ordinateur) ; infrastructure (pourcentage des ménages avec l'eau courante dans la communauté) ; localisation rurale/urbaine.	Cf. ci-dessus

Source : auteur.

Données

Les deux études de cas nationales de cette recherche ont été choisies en raison de la disponibilité de données fiables collectées pour l'analyse du bien-être à l'échelle nationale. Les données de ces études de cas nationales proviennent des enquêtes respectives représentatives des ménages de chaque pays. Cette étude présente ci-dessous chacune des bases de données.

Cameroun

Le Cameroun a mené jusqu'à présent quatre enquêtes nationales représentatives des ménages par le biais de son Institut National de la Statistique. Il s'agit du Budget de consommation des ménages (HCB) en 1983/84 et des enquêtes camerounaises auprès des ménages (CHSs) 1, 2 et 3 respectivement en 1996, 2001 et 2007. La quatrième a été récemment complétée, mais elle n'a pas été rendue publique au moment de la rédaction de ce Rapport. Les enquêtes auprès des ménages visent à comprendre les conditions de vie des ménages et les motivations sous-jacentes.

Le HCB a initialement retenu un échantillon de 6.000 ménages, mais en interviewant réellement seulement 5.474. Son unité d'échantillon originaire était le district administratif. La CHS 1 a étudié les effets des politiques d'ajustement structurel sur les conditions de vie des individus. Elle a sélectionné et interviewé 1.700 ménages. La CHS 2 a présenté la pauvreté nationale et provinciale. Elle a sélectionné 12.000 ménages et en a réellement interrogés 10.992. La volonté de mettre à jour les profils de pauvreté de la CHS 2 et de documenter l'évolution de la réduction de la pauvreté et la mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement ont justifié la CHS 3. Elle a aussi sélectionné 12.000 ménages, mais seulement 11.392 ont été interrogés. La principale différence entre le HCB et les CHSs est que le HCB a utilisé le premier Recensement général de la population et de l'habitat mené en 1976 comme cadre pour le choix des échantillons, alors que les CHSs ont utilisé le deuxième Recensement général de la population et de l'habitat mené en 1987. Puisque le but n'est pas d'étudier l'évolution des revenus, de la pauvreté et de l'inégalité, mais plutôt d'analyser la relation entre les revenus, l'inégalité et la pauvreté à l'échelle des ménages, cette étude utilise la base de données la plus récente, celle de 2007.

Afrique du Sud

Le gouvernement sud-africain a jusqu'à présent entrepris cinq enquêtes officielles des ménages pour documenter les revenus et les dépenses des ménages. La plupart des enquêtes sur les ménages, comme l'Enquête générale sur les ménages, ne fournissent pas d'informations détaillées sur les revenus et les dépenses. La première tentative de collecte de données sur les revenus et les dépenses des ménages sud-africains a eu lieu en 1990, avec l'Enquête sur les dépenses des ménages des Statistiques centrales, devenues ensuite les Statistiques d'Afrique du Sud. Cette première tentative s'est néanmoins concentrée sur 12 aires urbaines sud-africaines. La faiblesse de la base de données est qu'elle n'est pas représentative du pays. La différence entre les espaces urbains et ruraux devrait être prise en compte en tant que source importante de variabilité dans la relation entre les revenus, l'inégalité et la pauvreté. Le deuxième aspect est que les ménages métisses et indiens étaient généralement sous-représentés dans l'échantillon (Statistiques centrales 1997). Cette étude utilise donc seulement les Enquêtes sur les revenus et les dépenses (IESs) qui ont commencé en 1995.

L'IES de 1995 est la première enquête représentative du pays, qui fournit des informations détaillées sur les revenus et les dépenses des ménages. Son échelle la plus fine est celle du district magistral. L'IES de 1995 a sélectionné et interrogé 30.000 ménages, en utilisant le recensement de la population de 1991 comme cadre d'échantillonnage. Toutes les statistiques officielles entre 1970 et 1994 ont exclus les anciens « États indépendants » de Transkei, Bophutatswana, Venda et Ciskei (Woolard et Leibbrandt 1999). Il s'agit d'une autre des principales faiblesses de l'Enquête sur les dépenses des ménages de 1990. Le recensement de 1991 ne pouvait pas inclure ces États

et l'importance de leur population a dû être estimée pour pouvoir l'inclure dans le cadre d'échantillonnage.

L'IES de 2000 utilisa aussi un échantillon de 30.000 ménages. Il s'appuya sur le même cadre de l'IES de 1995. En 2005, la taille de l'échantillon a été réduite à 24.000 ménages appartenant à 3.000 unités principales d'échantillonnage, avec peu de différences méthodologiques. Un croisement plus rigoureux des approches par la mémorisation et la prise de notes a été introduit, par rapport à la seule mémorisation des années précédentes. Il a fallu une année entière pour compléter l'enquête. La double méthodologie de la mémorisation et de la prise de note a aussi été utilisée pour l'IES de 2010. Ce cycle sélectionna 31.419 ménages, mais en considéra réellement 27.665. Il y avait 3.254 unités d'échantillonnage principales. Les cycles de 2005 et 2010 ont utilisé comme cadre d'échantillonnage le recensement de la population de 2001. Cette étude utilise l'IES de 2010 comme base de données de l'étude de cas sud-africaine. Le but est d'utiliser la version la plus récente de la base de données, mais avec la précaution qu'elle ne soit pas entachée d'irrégularités. On a donc passé en revue toutes les bases de données avant de décider.

Estimation technique

On utilise un système d'équations semblables à (10). Le détail de la relation entre le revenu, l'inégalité et la pauvreté est présenté dans le modèle (21) ci-dessous.

$$\begin{cases} \ln y_i = \rho \theta_i + \alpha x_i + \varepsilon_i \\ \ln \theta_i = \gamma y_i + \beta x_i + \vartheta_i \\ \ln P_i = \delta_0 + \delta_1 \theta_i + \delta_2 y_i + \omega x_i + \sigma_i \end{cases} \quad (21)$$

Toutes les variables et les annotations sont identiques à celles présentées plus haut. Pour comprendre les effets sur la pauvreté du revenu et de l'inégalité pour les différents types d'inégalités précédemment décrits, deux techniques de régressions peuvent être utilisées pour le modèle (21). Il s'agit des techniques 2SLS et 3SLS. Comme indiqué, 2SLS est jugée plus efficace que 3SLS pour les petits échantillons, surtout lorsque les covariantes entre les équations sont réduites. Dans le cas en question, les analyses portent sur un échantillon plus large et 3SLS sera donc mieux adapté pour les estimations du modèle (21).

CHAPITRE 5. RÉSULTATS ET INTERPRÉTATIONS

Dans cette section, on présente et on interprète les résultats des analyses économétriques. On présente d'abord les résultats et les interprétations des analyses à l'échelle continentale en 5.1. Les résultats continentaux sont ensuite comparés aux études de cas de l'Afrique du Sud et du Cameroun en 5.2.

Régression sur la croissance et l'inégalité au niveau continental

Cette sous-section présente les résultats de la régression au niveau continental. La présentation commence par les statistiques descriptives pour ensuite terminer avec les résultats pour l'inégalité moyenne, l'inégalité par classe de revenu et l'inégalité de genre.

Statistiques descriptives

Le tableau 5.1 présente les statistiques descriptives, dans un panel non compensé de 132 observations. Le revenu moyen initial par habitant est de 1311,9 dollars réels, avec des variations importantes entre 123,8 and 10920,5. Le coefficient de Gini est 44 pourcent en moyenne et varie entre 29,8 et 74,3. Le pays le plus inégal d'Afrique est l'Afrique du Sud, retenu comme une des études de cas à l'échelle des ménages dans la prochaine section. Parmi les classes de revenus, l'inégalité moyenne la plus élevée est le rapport entre les revenus des riches et des pauvres : 11,2 lorsque la pauvreté est mesurée par Q1 et 28,8 lorsque la pauvreté est mesurée par D1. L'écart le moins important est celui entre la classe moyenne et les pauvres.

Au sein des classes, l'inégalité est beaucoup plus importante entre les pauvres, avec un rapport moyen de 4,4 et des variations importantes entre 2,9 et 12,9. Au sein de la classe moyenne, l'inégalité est au minimum : 1,5 en moyenne. L'inégalité entre les riches est aussi réduite de 2,6.

Tableau 5.1 Statistiques descriptives pour tous les pays

Variable	Observations	Moyenne	Écart type	Min	Max
Revenu initial par habitant	131	1.311,857	1.771,598	123,810	10.920,470
Croissance en revenu réel par habitant	131	1,424	2,619	-6,184	13,294
Gini	131	44,564	8,937	29,830	74,330
Entre les groupes					
Classe moyenne et pauvres (Q1)	131	2,638	0,731	1,722	6,081
Classe moyenne et pauvres (D1)	131	6,692	2,817	3,727	24,040
Riches et pauvres (Q1)	131	11,216	7,824	4,256	52,872
Riches et pauvres (D1)	131	28,787	23,175	9,731	144,739
Riches et classe moyenne (D10)	131	2,835	1,491	1,521	11,905
Riches et classe moyenne (Q5)	131	3,996	1,743	2,349	14,332
Au sein d'un groupe					
Entre les pauvres	131	4,385	1,281	2,865	12,940
Au sein de la classe moyenne	131	1,515	0,172	1,271	2,194
Entre les riches (Q5/Q4)	131	2,568	0,756	1,831	6,532
Entre les riches (D10/Q4)	131	1,811	0,688	1,150	5,426
Investissement (%du PIB)	128	21,372	9,434	6,926	65,931
Achèvement au premier cycle du secondaire	131	29,684	23,478	3,053	110,800
Achèvement du primaire (femmes)	127	51,866	27,171	4,156	112,995
Achèvement du primaire (hommes)	127	59,014	22,493	8,713	111,853
Achèvement du primaire (total)	127	55,441	24,149	6,426	112,407
Nombre de pauvres à \$1.25	131	42,626	24,925	0,000	93,740
Nombre de pauvres à \$2	131	61,904	25,929	0,000	98,980
Écart de pauvreté à \$1.25	131	18,069	14,210	0,000	65,360
Écart de pauvreté à \$2	131	31,240	18,109	0,000	77,200

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de la Banque mondiale (2015)⁵.

La mesure du capital humain finalement retenue pour ce modèle est le de réussite au premier cycle de l'école secondaire. La raison est qu'il y avait plus d'observations pour cette variable que pour les autres options. Il n'était cependant pas possible d'obtenir une distinction entre les hommes et les femmes, d'où l'utilisation du taux de réussite au primaire pour le calcul de l'inégalité de genre pour le capital humain. La mesure du taux de réussite au primaire est en moyenne sensiblement biaisée, en faveur des élèves males. Le taux moyen d'achèvement de l'école primaire est 59 pourcent pour les hommes par rapport à 52 pourcent pour les femmes.

⁵ Cf. Annexe A.1 pour les pays et les années.

Inégalité le long du spectre de répartition des revenus

Inégalité moyenne

Les résultats du modèle OLS combiné et cohérent avec l'hétéroscédasticité, de la régression en panel pour le maximum de vraisemblance et du modèle 3SLS sont représentés dans le tableau 5.2 pour le coefficient de Gini. En jugeant par rapport aux paramètres du modèle, les performances du modèle sont relativement acceptables. La variable décalée pour PIB par habitant, qui rend compte des conditions initiales, a les effets négatifs attendus sur tous les modèles. Ceci est cohérent pour toutes les régressions sur les différents types d'inégalité. Dans les modèles, l'inégalité augmente quelque peu la croissance, mais pas de façon significative. L'impact est fort et significatif dans le modèle 3SLS.

Tableau 5.2 Résultats de la régression pour une inégalité moyenne (Gini)

	OLS cohérent avec l'hétéroscédasticité		MLE (effet aléatoire)		3SLS	
Équation de la croissance						
	Coefficient	Erreur-type	Coefficient	Erreur- type	Coefficient	Erreur-type
PIB par hab. décalé	-0,0003*	0,0002	-0,0003*	0,0002		
Inégalité	0,0304	0,0215	0,0186	0,0256	0,4040***	0,0415
Capital humain	0,0308**	0,0111	0,0200	0,0136		
Investissement	0,0704***	0,0194	0,0805***	0,0225		
Constante	-1,9451*	1,0049	-0,9842	1,2885	-16,5833***	1,8768
Observations	132		132		127	
Valeur-P	0,0000		0,0033		0,000	
ρ			0,354			
Chi2					94,93	
Équation de l'inégalité						
Croissance du PIB/hab.	0,0751	0,3235	0,4348*	0,2585	2,4706***	0,2402
Capital humain	0,0576*	0,0342	0,0251*	0,0410		
Investissement	0,1277*	0,0891	0,0523	0,0761		
Constante	38,7848***	2,0710	43,5004***	2,4060	41,0585***	0,9393
Observations	128		128		127	
Valeur-P	0,0743		0,3862		0,000	
ρ			0,734			
Chi2					105,77	
Équation de la pauvreté						
Croissance du PIB par hab.	-0,2438*	0,4819	-0,3923*	0,3690	-7,4775***	1,0935
Inégalité	0,3862**	0,1417	0,6855***	0,1351	12,5590***	3,1352
Constante	0,5613	6,4015	-12,0884*	6,4494	32,8527***	5,2831
Observations	131		131		127	
Valeur-P	0,0264		0,0000		0,000	
ρ			0,725			
Chi2					54,74	

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de la Banque mondiale (World Bank 2015).

Note : dans le modèle 3SLS, les variables endogènes sont la croissance, l'inégalité et la pauvreté. Pour ce modèle, ces variables sont considérées comme des moyennes sur cinq ans sur les mêmes périodes. Les variables exogènes de l'investissement et du capital humain sont prises au début de la période et elles sont donc réellement exogènes à la croissance, à l'inégalité et à la pauvreté. *, **, et *** indiquent respectivement le degré de significativité à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

Dans le modèle de l'inégalité, la croissance tend aussi à accroître l'inégalité. Dans les équations de l'inégalité, les coefficients de croissance sont plus élevés que ceux de l'inégalité dans l'équation de la croissance dans tous les modèles d'estimation. L'inférence du modèle MLE laisse présager que la croissance augmente significativement l'inégalité moyenne. C'est cohérent avec les constats récents qu'une forte reprise de la croissance en Afrique a généralement eu lieu dans un contexte d'inégalité persistante et croissante. Alors que les investissements semblent être un facteur plus important et significatif pour la croissance, le capital humain reste un vecteur d'inégalité plus important que l'investissement. Cela semble suggérer que les individus avec le plus de compétences profitent des opportunités permettant de s'approprier des fruits de la croissance économique.

Dans l'équation de la pauvreté, la croissance du PIB par habitant a l'impact négatif théoriquement attendu. Il en ressort que la croissance est un facteur positif pour les pauvres (Dollar et Kraay 2002). L'inégalité, en accord avec les attentes théoriques, est négative pour les pauvres. Puisque le coefficient de croissance est néanmoins peu significatif, les coefficients d'inégalité sont importants pour tous les modèles. Par conséquent, l'inégalité augmente sensiblement la pauvreté et la croissance tend à la réduire. C'est une préoccupation de taille pour la relation plus forte entre l'inégalité et la croissance dans les économies africaines. Dans les tableaux suivants, l'attention est concentrée sur la répartition entre et au sein des groupes.

Inégalité entre les riches et les pauvres

Toutes les autres variables montrent les signes théoriquement attendus pour l'inégalité entre les riches et les pauvres (tableau 5.3). Comme pour les modèles d'inégalité moyenne, dans l'équation de la croissance le coefficient d'inégalité extrême (entre les riches et les pauvres) est même plus faible et moins significatif pour tous les modèles. L'investissement reste encore un déterminant de la croissance plus fort que le capital humain.

Tableau 5.3 Résultats de la régression pour l'inégalité entre les riches et les pauvres

	OLS cohérent avec l'hétéroscédasticité		MLE (effet aléatoire)		3SLS	
Équation de la croissance						
	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type
PIB par hab. décalé	-0,0002*	0,0002	-0,0003*	0,0002		
Inégalité	0,0214	0,0262	0,0016	0,0305	0,4640***	0,0061
Capital humain	0,0300**	0,0112	0,0199	0,0137		
Investissement	0,0697**	0,0198	0,0804***	0,0227		
Constante	-0,8303	0,5324	-0,1818	0,7050	-3,7971***	0,3887
Observations	132		132		127	
Valeur-P	0,0001		0,0041		0,000	
ρ			0,365			
Chi2					5.831,63	
Équation de l'inégalité						
Croissance du PIB par hab.	0,0930	0,0824	0,3975	0,2622	2,1552***	0,0282
Capital humain	-0,0144**	0,0086	-0,0293*	0,0359		
Investissement	-0,0273	0,0225	0,1776**	0,0763		
Constante	8,6508***	0,5271	7,2178**	2,1336	8,1834***	0,8258
Observations	128		128		127	
Valeur-P	0,0201		0,0808		0,000	
ρ			0,546			
Chi2					5.842,70	
Équation de la pauvreté						
Croissance du PIB par hab.	-0,2202	0,4811	-0,4300	0,3684	-5,3927***	0,3298
Inégalité	0,4287**	0,1610	0,6213***	0,1310	6,8523***	0,4301
Constante	12,8833***	2,2594	11,5746***	2,5199	13,5174***	2,9090
Observations	131		131		127	
Valeur-P	0,0309		0,0000		0,000	
ρ			0,696			
Chi2					72,33	

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de la Banque mondiale (World Bank 2015).

Note : dans le modèle 3SLS, les variables endogènes sont la croissance, l'inégalité et la pauvreté. Pour ce modèle, ces variables sont considérées comme des moyennes sur cinq ans sur les mêmes périodes. Les variables exogènes de l'investissement et du capital humain sont prises au début de la période et elles sont donc réellement exogènes à la croissance, à l'inégalité et à la pauvreté. *, **, et *** indiquent respectivement le degré de significativité à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

Le PIB par habitant possède encore un coefficient d'inégalité relativement élevé, mais pas significatif. L'inégalité entre les riches et les pauvres montre néanmoins un impact positif plus fort et plus significatif sur la pauvreté, par rapport à celui plus faible et moins significatif sur la croissance. La même préoccupation sur l'inégalité importante compromettant les avancées dans la réduction de la pauvreté est renforcée encore plus par l'impact de l'inégalité extrême, comparé à celui de la croissance.

Un autre aspect important est que l'augmentation du capital humain mesuré par le taux de réussite au premier cycle de l'école secondaire tend à réduire sensiblement l'inégalité extrême. L'augmentation des investissements tend aussi à réduire sensiblement l'inégalité, plus que le capital humain. Ceci a aussi des implications importantes sur la réduction de l'inégalité extrême. Une association de mesures pour atténuer les contraintes de crédit et accroître le capital humain pour ceux en bas de l'échelle de répartition va réduire l'inégalité extrême. Mais ceci faisant, l'atténuation des contraintes de crédit devrait être la priorité, en raison du coefficient plus fort de l'investissement (par rapport au capital humain) dans l'inégalité.

Inégalité entre les riches et la classe moyenne

De façon équivalente, comme le montre le tableau 5.4, l'inégalité entre les riches et la classe moyenne est positivement associée à la croissance. La croissance est aussi positivement associée avec l'inégalité entre les riches et la classe moyenne. L'investissement reste encore un déterminant plus fort et plus significatif de la croissance par rapport au capital humain. L'augmentation du capital humain réduit de façon plus importante l'inégalité entre les riches et la classe moyenne. Ce résultat est cohérent avec celui de l'inégalité entre les riches et les pauvres.

Même si la croissance réduit la pauvreté, bien que de façon non significative, l'inégalité entre les riches et la classe moyenne a des coefficients beaucoup plus positifs par rapport à la pauvreté. Le coefficient est significatif dans les modèles MLE et 3SLS.

Tableau 5.4 Résultats de la régression pour les riches et la classe moyenne

	OLS cohérent avec l'hétéroscédasticité		MLE (effet aléatoire)		3SLS	
Équation de la croissance						
	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type
PIB par hab. décalé	-0,0003*	0,0002	-0,0003*	0,0002		
Inégalité	0,1874*	0,1100	0,0950	0,1326	1,7251***	0,2111
Capital humain	0,0298**	0,0111	0,0195	0,0136		
Investissement	0,0701***	0,0192	0,0805***	0,0225		
Constante	-1,3026**	0,6146	-0,5327	0,8153	-5,4943***	0,8944
Observations	132		132		127	
Valeur-P	0,0000		0,0033		0,000	
ρ			0,349			
Chi2					66,80	
Équation de l'inégalité						
Croissance du PIB/hab.	0,0328	0,0252	0,0734	0,0527	0,5724***	0,0671
Capital humain	-0,0084**	0,0026	-0,0141*	0,0079		
Investissement	0,0126*	0,0069	0,0129	0,0156		
Constante	3,2505	0,1613	3,4358***	0,4630	3,1950***	0,1986
Observations	128		128		127	
Valeur-P	0,0036		0,1904		0,000	
ρ			0,652			
Chi2					72,82	
Équation de la pauvreté						
Croissance du PIB/hab.	-0,1751	0,4860	-0,4860	0,3816	-4,2448***	0,6110
Inégalité	1,0479	0,7302	2,3256***	0,6821	7,7114***	2,4475
Constante	13,5113***	3,2046	9,3182**	3,4786	13,7358***	1,4834
Observations	131		131		127	
Valeur-P	0,3494		0,0014		0,000	
ρ			0,693			
Chi2					50,42	

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de la Banque mondiale (World Bank 2015).

Note : dans le modèle 3SLS, les variables endogènes sont la croissance, l'inégalité et la pauvreté. Pour ce modèle, ces variables sont considérées comme des moyennes sur cinq ans sur les mêmes périodes. Les variables exogènes de l'investissement et du capital humain sont prises au début de la période et elles sont donc réellement exogènes à la croissance, à l'inégalité et à la pauvreté. *, **, et *** indiquent respectivement le degré de significativité à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

Inégalité entre la classe moyenne et les pauvres

La relation entre l'inégalité et la croissance pour la classe moyenne et les pauvres, même si non significative, est positive dans les deux directions (tableau 5.5). L'impact négatif fort et significatif de l'écart entre la classe moyenne et les pauvres tend à renforcer l'hypothèse précédemment proposée. Ceci est dû à trois traits caractéristiques de la classe moyenne : elle est le moteur principal des petites et moyennes entreprises, elle crée de nouvelles tendances de demande et de réforme et il est probable qu'elle soit aussi le principal fournisseur d'emploi pour les pauvres. La réduction de la pauvreté dépend donc de cette relation. À l'inverse des autres formes d'inégalités, l'investissement est un déterminant plus fort et plus significatif de l'écart entre les pauvres et la classe moyenne par rapport au capital humain. Il est donc probable que l'ascension de la pauvreté vers la classe moyenne ne dépende pas tellement du capital humain, mais plutôt du capital. Ceci implique que pour les pauvres la réduction des contraintes d'accès au crédit soit plus importante pour la mobilité vers la classe moyenne que le capital humain.

Tableau 5.5 Résultats de la régression entre la classe moyenne et les pauvres

	OLS cohérent avec l'hétéroscédasticité		MLE (effet aléatoire)		3SLS	
Équation de la croissance						
	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type
PIB par hab. retardé	-0,0002*	0,0002	-0,0003	0,0002		
Inégalité	0,2740	0,3120	0,2211	0,3522	1,0096***	0,1468
Capital humain	0,0292**	0,0112	0,0192	0,0138		
Investissement	0,0784***	0,0201	0,0820***	0,0228		
Constante	-0,0947	0,8464	0,3801	1,0861	-5,3484***	1,0187
Observations	132		132		127	
Valeur-P	0,0001		0,0035		0,000	
ρ			0,368			
Chi2					47,31	
Équation de l'inégalité						
Croissance du PIB par hab.	0,0058	0,0134	-0,0190	0,0257	0,9492***	0,1321
Capital humain	-0,0041*	0,0024	-0,0035	0,0032		
Investissement	-0,0086*	0,0036	-0,0204**	0,0074		
Constante	2,4755***	0,0855	2,3292***	0,1962	5,3547***	0,3319
Observations	128		128		127	
Valeur-P	0,0050		0,0401		0,000	
ρ			0,400			
Chi2					51,60	
Équation de la pauvreté						
Croissance du PIB par hab.	-0,3393	0,4686	-0,4731	0,3571	14,3135***	1,8872
Inégalité	-6,9115***	1,6778	-7,1919***	1,2510	-15,3848***	1,3884
Constante	-0,2729	4,5936	-0,2367	3,8201	-56,4177***	11,9252
Observations	131		131		127	
Valeur-P	0,0003		0,0000		0,000	
ρ			0,678			
Chi2					126,86	

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de la Banque mondiale (World Bank 2015).

Note : dans le modèle 3SLS, les variables endogènes sont la croissance, l'inégalité et la pauvreté. Pour ce modèle, ces variables sont considérées comme des moyennes sur cinq ans sur les mêmes périodes. Les variables exogènes de l'investissement et du capital humain sont prises au début de la période et elles sont donc réellement exogènes à la croissance, à l'inégalité et à la pauvreté. *, **, et *** indiquent respectivement le degré de significativité à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

Inégalité entre les riches

L'inégalité entre les riches, décrite dans le tableau 5.6, montre plus d'effets notables. Elle accroît sensiblement la croissance dans tous les modèles. Ce résultat est cohérent avec les conclusions de Voitchovsky (2005), qui prouvent que pour les pays développés l'inégalité par le haut est généralement associée à une croissance économique plus importante. Ce résultat est confirmé pour les pays africains. L'inégalité par le haut favorise la croissance à tout niveau de développement.

Pourtant, l'investissement engendre une croissance plus importante et plus significative que le capital humain, qui produit une inégalité par le haut plus forte et plus significative. Cela suggère, en accord avec les résultats précédents, que la mobilité vers des revenus supérieurs dépend plus du capital humain et moins de l'investissement, alors que la mobilité vers le haut à des niveaux inférieurs de revenus dépend plus de l'investissement et moins du capital humain.

Tableau 5.6 Résultats de la régression pour l'inégalité entre les riches

	OLS cohérent avec l'hétéroscédasticité		MLE (effet aléatoire)		3SLS	
Équation de la croissance						
	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type
PIB par hab. retardé	-0,0003*	0,0002	-0,0003	0,0002		
Inégalité	0,5003**	0,2562	0,265*	0,3082	3,8101***	0,5339
Capital humain	0,0302**	0,0110	0,0194	0,0136		
Investissement	0,0705***	0,0191	0,0810***	0,0225		
Constante	-1,8430**	0,7720	-0,8433	1,0094	-8,3869***	1,3986
Observations	132		132		127	
Valeur-P	0,0000		0,0030		0,000	
ρ			0,345			
Chi2					50,92	
Équation de l'inégalité						
Croissance du PIB/hab.	0,0133	0,0136	0,0257	0,0235	0,2541***	0,0341
Capital humain	-0,0044**	0,0014	0,0068**	0,0035		
Investissement	0,0116**	0,0037	0,0019	0,0069		
Constante	2,1637***	0,0871	2,3810	0,2046	2,2129***	0,0880
Observations	128		128		127	
Valeur-P	0,0004		0,2276		0,000	
ρ			0,634			
Chi2					55,66	
Équation de la pauvreté						
Croissance du PIB/hab.	-0,1641	0,4876	-0,5137	0,3860	-48,0481***	7,2838
Inégalité	2,3302**	1,6886	4,5983**	1,5435	5,6998***	2,2423
Constante	11,6448**	4,5090	6,8220	4,5361	133,0719***	17,0559
Observations	131		131		127	
Valeur-P	0,3803		0,0051		0,000	
ρ			0,682			
Chi2					47,78	

Source : calculs de l'auteur en utilisant les données Banque mondiale (World Bank 2015).

Note : dans le modèle 3SLS, les variables endogènes sont la croissance, l'inégalité et la pauvreté. Pour ce modèle, ces variables sont considérées comme des moyennes sur cinq ans sur les mêmes périodes. Les variables exogènes de l'investissement et du capital humain sont prises au début de la période et elles sont donc réellement exogènes à la croissance, à l'inégalité et à la pauvreté. *, **, et *** indiquent respectivement le degré de significativité à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

Puisque l'inégalité parmi les plus riches favorise sensiblement la croissance, elle a aussi un effet important et significatif d'augmentation de la pauvreté. Elle tend donc à engendrer un cycle de croissance importante et d'inégalité extrême parmi les plus défavorisés, qui tend à maintenir les pauvres dans la pauvreté. Ceci peut expliquer la ténacité du type de croissance élevée et d'inégalité importante en Afrique. On peut mettre en garde sur le fait que les progrès dans la réduction de la pauvreté puissent être annulés si cette tendance persiste. La principale question peut être sur le type de politiques pouvant rendre l'inégalité par le haut plus favorable pour les pauvres sans compromettre la croissance, un facteur crucial pour toute réduction durable de la pauvreté.

Inégalité au sein de la classe moyenne

L'inégalité au sein de la classe moyenne (tableau 5.7) tend à être associée à la croissance positive, mais pas de façon significative par rapport à l'inégalité entre les riches. La réaction positive de la croissance, qui augmente l'inégalité est aussi présente, mais elle n'est pas aussi significative.

Tableau 5.7 Résultats de la régression pour l'inégalité au sein de la classe moyenne

	OLS cohérent avec l'hétéroscédasticité		MLE (effet aléatoire)		3SLS	
Équation de la croissance						
	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type
PIB par hab. décalé	-0,0002	0,0002	-0,0003	0,0002		
Inégalité	0,8238	1,1591	0,3452	1,4171	21,3709***	1,0835
Capital humain	0,0300**	0,0112	0,0199	0,0137		
Investissement	0,0708***	0,0197	0,0800***	0,0227		
Constante	-1,8612	1,7031	-0,6723	2,1721	-30,9517***	1,6830
Observations	132		132		127	
Valeur-P	0,0001		0,0040		0,000	
ρ			0,362			
Chi2					389,02	
Équation de l'inégalité						
Croissance du PIB/hab.	0,0041	0,0034	0,0088*	0,0047	0,0468***	0,0023
Capital humain	-0,0002	0,0004	0,0003	0,0007		
Investissement	-0,0012	0,0009	0,0032**	0,0014		
Constante	1,4718***	0,0215	1,4480	0,0441	1,4483***	0,0181
Observations	128		128		127	
Valeur-P	0,4796		0,0791		0,000	
ρ			0,722			
Chi2					400,34	
Équation de la pauvreté						
Croissance du PIB/hab.	-0,2081	0,4814	-0,4140	0,3623	-7,9493***	1,9360
Inégalité	0,7088***	0,1365	0,3908***	0,0465	0,8347***	0,1115
Constante	-9,0888	11,1564	-34,8216***	10,9179	1067,1690***	147,5406
Observations	131		131		127	
Valeur-P	0,0560		0,0000		0,000	
ρ			0,723			
Chi2					64,31	

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de la Banque mondiale (2015).

Note : dans le modèle 3SLS, les variables endogènes sont la croissance, l'inégalité et la pauvreté. Pour ce modèle, ces variables sont considérées comme des moyennes sur cinq ans sur les mêmes périodes. Les variables exogènes de l'investissement et du capital humain sont prises au début de la période et elles sont donc réellement exogènes à la croissance, à l'inégalité et à la pauvreté. *, **, et *** indiquent respectivement le degré de significativité à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

La relation avec la pauvreté est sensiblement positive, ce qui implique que la polarisation au sein de la classe moyenne peut avoir tendance à rendre les petites entreprises ineffectives et inefficaces. L'inégalité importante au sein de la classe moyenne implique que les individus dans la partie inférieure de la classe soient trop éloignés de ceux à l'extrémité supérieure de la même classe, en rendant l'investissement de la classe moyenne dans son ensemble moins efficient et efficace que pour des scénarios avec une inégalité inférieure. Ceci par conséquent réduit les effets bénéfiques de la relation entre la classe moyenne et les pauvres.

Inégalité entre les pauvres

L'inégalité entre les pauvres, présentée dans le tableau 5.8, tend à réduire la croissance, mais pas sensiblement. Même si elle n'est pas significative, il s'agit néanmoins d'un phénomène à observer, car la plupart des conflits qui se déclenchent généralement dans les municipalités, se produisent dans les quartiers pauvres. Un exemple flagrant est l'explosion de la xénophobie en Afrique du Sud, qui a eu lieu dans les townships et dans les quartiers pauvres.

Encore, l'investissement reste plus favorable et plus important pour la croissance et est aussi à l'origine de l'inégalité croissante entre les pauvres, l'accès au capital d'investissement étant la contrainte la majeure pour les classes les moins aisées. Le capital humain est très peu significatif dans les modèles de l'inégalité entre les pauvres. L'éducation sans les financements n'aide pas les pauvres à avancer vers le haut dans l'échelle de revenus.

Tableau 5.8 Résultats de la régression de l'inégalité entre les pauvres

	OLS cohérent avec l'hétéroscédasticité		MLE (effet aléatoire)		3SLS	
Équation de la croissance						
	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type
PIB par hab. décalé	-0,0002	0,0002	-0,0003	0,0002		
Inégalité	-0,2389	0,2031	-0,1661	0,2185	2,1513***	0,3720
Capital humain	0,0284**	0,0112	0,0189	0,0137		
Investissement	0,0787***	0,0199	0,0812***	0,0227		
Constante	0,2350	0,9240	0,5415	1,1336	-8,0271***	1,6496
Observations	132		132		127	
Valeur-P	0,0001		0,0032		0,000	
ρ			0,366			
Chi2					33,45	
Équation de l'inégalité						
Croissance du PIB par hab.	0,0003	0,0210	-0,0071	0,0465	0,4191***	0,0686
Capital humain	0,0011	0,0022	-0,0089*	0,0052		
Investissement	0,0064*	0,0057	0,0392**	0,0135		
Constante	3,9321***	0,1341	3,8204***	0,3338	3,7946***	0,1546
Observations	128		128		127	
Valeur-P	0,7726		0,0181		0,000	
ρ			0,179			
Chi2					37,32	
Équation de la pauvreté						
Croissance du PIB par hab.	-0,3443	0,4679	-0,5660	0,3777	29,3066***	3,8623
Inégalité	-5,3234***	1,1816	-2,8680***	0,6923	-4,0833***	1,2782
Constante	-5,0196	5,2548	6,2942*	3,5818	-90,9783***	16,3960
Observations	131		131		127	
Valeur-P	0,0001		0,0001		0,000	
ρ			0,644			
Chi2					132,51	

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de la Banque mondiale (2015).

Note : dans le modèle 3SLS, les variables endogènes sont la croissance, l'inégalité et la pauvreté. Pour ce modèle, ces variables sont considérées comme des moyennes sur cinq ans sur les mêmes périodes. Les variables exogènes de l'investissement et du capital humain sont prises au début de la période et elles sont donc réellement exogènes à la croissance, à l'inégalité et à la pauvreté. *, **, et *** indiquent respectivement le degré de significativité à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

Tous les modèles montrent que l'inégalité entre les pauvres est associée à une réduction forte et significative de la pauvreté. Puisque dans ces modèles la pauvreté a été mesurée par l'écart entre le revenu des pauvres et le seuil de pauvreté, on peut comprendre que la tendance à la réduction de la pauvreté de l'inégalité entre les pauvres suggère qu'il est plus aisé avec une inégalité élevée – étant donné un faible choc positif, pour amener ceux qui sont proche du seuil de pauvreté sur la ligne ou au-dessus de celle-ci. À l'inverse, si la répartition était plus égalitaire entre les pauvres, on pourrait s'attendre à un choc positif suffisamment important pour faire sortir le même nombre d'individus de la pauvreté. Cette hypothèse peut être vérifiée seulement en analysant la relation entre l'inégalité et la sévérité de la pauvreté, en utilisant des mesures avec une aversion plus

importante pour l'inégalité entre les pauvres. Une relation positive signifierait que, même si l'inégalité pourrait rendre la sortie de la pauvreté plus aisée pour les moins pauvres, elle pourrait tendre à rendre encore plus pauvres ceux dans une pauvreté extrême. Malheureusement, il n'est pas possible de vérifier cela dans cette étude.

Inégalités de genre

Le tableau 5.9 présente les résultats de l'inégalité du capital humain entre les hommes et les femmes, mesurée par le ratio hommes-femmes du taux de réussite au primaire. Cette variable a été utilisée au début de la période et on s'attend, pour la période pendant laquelle les moyennes sont considérées, à ce qu'elles commencent à avoir des impacts dans le système socioéconomique.

Tableau 5.9 Résultat de la régression pour l'inégalité de genre

	OLS cohérent avec l'hétéroscédasticité		MLE (effet aléatoire)		3SLS	
Équation de la croissance						
	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type
PIB par hab. décalé	-0,0002	0,0002	-0,0003	0,0002		
Inégalité	-0,7244*	0,4425	-0,2508**	0,0579	-5,3519***	0,2976
Capital humain	0,0255**	0,0119	0,0178	0,0152		
Investissement	0,0624**	0,0205	0,0788	0,0232**		
Constante	0,5439	1,1841	0,2407	1,3897	8,2437***	0,4536
Observations	132		132		124	
Valeur-P	0,0001		0,0039		0,0000	
ρ			0,371			
Chi2					323,47	
Équation de l'inégalité						
Croissance du PIB/hab.	-0,0179*	0,0100	-0,0159	0,0106	-0,1867***	0,0106
Capital humain	-0,0058***	0,0010	-0,0081***	0,0015		
Investissement	-0,0114***	0,0027	-0,0031	0,0032		
Constante	1,7026***	0,0639	1,6362***	0,0891	1,5402***	0,0467
Observations	124		124		127	
Valeur-P	0,0004		0,0000		0,000	
ρ			0,586			
Chi2					307,88	
Équation de la pauvreté						
Croissance du PIB/hab.	-0,1029	0,5370	-0,0800	0,3831	9,0169***	2,5629
Inégalité	6,0847*	3,5426	6,1470***	1,1345	14,1709***	2,9630
Constante	8,7773*	5,0585	-2,7945	4,6040	-129,3568***	22,5679
Observations	127		127		127	
Valeur-P	0,2122		0,0000		0,000	
ρ			0,712			
Chi2					57,27	

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de la Banque mondiale (2015).

Note : dans le modèle 3SLS, les variables endogènes sont la croissance, l'inégalité et la pauvreté. Pour ce modèle, ces variables sont considérées comme des moyennes sur cinq ans sur les mêmes périodes. Les variables exogènes de l'investissement et du capital humain sont prises au début de la période et elles sont donc réellement exogènes à la croissance, à l'inégalité et à la pauvreté. *, **, et *** indiquent respectivement le degré de significativité à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

Un coefficient négatif et très élevé sur la croissance signifie que l'inégalité de genre réduit la croissance. L'impact est important dans tous les modèles d'estimation. L'augmentation du revenu par habitant tend aussi à réduire lentement l'écart. Ceci pourrait rendre compte du fait que l'augmentation des revenus permet à plus de filles d'être scolarisées, en limitant les différentes contraintes qu'elles rencontrent généralement par rapport à la scolarisation dans les pays en développement, y compris les grossesses précoces, le travail des mineurs, et les tâches ménagères.

L'impact de l'inégalité de genre en matière d'éducation sur la pauvreté est très positif et significative. Le fait que les statistiques descriptives indiquent que les étudiants de sexe masculin soient mieux placés que les filles signifie que, lorsque plus de filles défavorisées sont scolarisées, cela produit une pauvreté élevée et significative enracinée dans la prochaine génération.

A la différence de l'inégalité le long de l'échelle de répartition des revenus, pour laquelle les contraintes de crédit sont plus contraignantes et restrictives pour la mobilité vers le haut des plus défavorisés et le capital humain plus important pour les plus riches, le capital humain et le crédit pour l'investissement sont tous deux également importants pour la réduction de la pauvreté de genre. Cela signifie que l'accès à l'éducation et l'accès au capital d'investissement doivent être combinés pour réduire efficacement l'inégalité de genre.

L'examen des questions à l'échelle continentale fournit des renseignements sur l'interaction entre la croissance et l'inégalité et sur les conséquences de ces interactions sur la pauvreté. Cette étude cherche à mettre en exergue les détails à l'échelle microéconomique et au niveau des ménages. Certaines différences peuvent toutefois exister. Premièrement, les estimations macroéconomiques utilisent les données en panel, alors que la prochaine section va s'appuyer sur des données d'enquête sur les ménages. Deuxièmement, l'étude utilise la croissance dans cette section, mais fait usage du logarithme des niveaux de revenu dans la prochaine. Les variables sur le PIB, la croissance du PIB et l'investissement proviennent aussi des comptes nationaux, alors que les indicateurs d'inégalité et de pauvreté proviennent des enquêtes sur les ménages. C'est pour ces raisons que ces deux études de cas sont prises en compte pour comparer ces résultats avec ceux de l'échelle micro avant de conclure.

Etudes de cas à l'échelle du ménage

Cette section entreprend la même analyse à l'échelle du ménage pour mieux comprendre la relation entre l'inégalité et les revenus et ses effets sur la pauvreté. Les mécanismes par lesquels les revenus interagissent avec les inégalités de consommation pour alimenter la pauvreté passent par le système de production économique. La finalité est de comparer les résultats à ce niveau avec les analyses à l'échelle continentale des sections précédentes.

Les statistiques descriptives présentent une analyse des variables en question. Les bases de données sont l'IES sud-africain de 2010 et le CHS 3. Après les statistiques descriptives, on présente les analyses des résultats de la régression entre et au sein des groupes de consommation en Afrique du Sud et entre les groupes de consommation au Cameroun. La base de données camerounaise n'a pas rendu possible l'analyse au sein des groupes. Le problème de la singularité de la matrice de covariance des erreurs devient évident. Ceci a probablement eu lieu parce que le nombre d'observations au sein du groupe aurait été trop exigu, en réduisant trop la variabilité qui aurait été utile dans les régressions. On évite le problème dans les modèles internes à chaque groupe puisque, lorsque l'on calcule la mesure de l'inégalité entre les groupes. Le même principe

est retenu pour tous les ménages des deux groupes. Le nombre des observations au sein des groupes constitue donc environ la moitié de celle entre les groupes.

Après l'analyse le long de l'échelle de répartition, une évaluation des effets des inégalités entre et au sein du même sexe est présentée pour l'Afrique du Sud. Encore, pour la même raison précédemment évoquée, au Cameroun l'analyse a pu être menée uniquement pour les inégalités hommes-femmes. Cette section est donc complétée par une évaluation des effets de l'inégalité entre les groupes d'âge, en considérant seulement les jeunes et les adultes.

Statistiques descriptives

Les statistiques descriptives des variables utilisées dans le modèle sont présentées dans le tableau 5.10. Il y a 25.328 ménages dans la base de données sud-africaine et 11.391 dans celle du Cameroun. Les revenus moyens sont en monnaies locales. Les indicateurs de pauvreté sont mesurés comme étant l'écart entre la consommation par habitant du ménage et le seuil de pauvreté à \$1,25 par personne par jour. La conversion a été faite en convertissant d'abord le seuil de pauvreté en devise locale, en utilisant le taux de change PPP de 2005 et puis en multipliant la valeur de la devise locale par les prix relatifs entre l'année de l'enquête (2007 au Cameroun et 2010 pour l'Afrique du Sud) et 2005. Toutes les données nécessaires pour cette conversion proviennent de la base de données WDI de la Banque mondiale.

Tableau 5.10 Statistiques descriptives des variables pour l'enquête sur les ménages

	Afrique du Sud					Cameroun				
Variable	Observation	Moyenne	Écart type	Min	Max	Observation	Moyenne	Écart type	Min	Max
Revenu	25.328	4.039,16	7.921,64	0,08	166.666,70	11.391	39.758,84	1.379,32	197,41	31.067,65
Pauvreté sur la base de \$1,25 (PPP)	25.328	0,03	0,30	0,00	0,99	11.391	0,06	0,08	0,00	0,49
Pauvreté sur la base de \$2 (PPP)	25.328	0,05	0,34	0,00	1,00	11.391	0,26	0,17	0,00	0,68
Inégalité riches-pauvres	25.328	29,34	74,34	0,00	1.404,12	11.391	33,44	59,58	0,00	1172,81
Inégalité riches-classe moyenne	25.328	8,65	20,96	0,00	397,78	11.391	7,73	13,36	0,00	264,81
Inégalité pauvres-classe moyenne	25.328	3,62	9,13	0,00	65,27	11.391	4,47	9,53	0,00	29,46
Entre les pauvres	25.328	1,00	3,29	0,00	22,67	11.391	1,00	3,22	0,00	13,89
Au sein de la classe moyenne	25.328	1,00	2,59	0,00	18,49	11.391	1,00	2,15	0,00	6,65
Entre les riches	25.328	1,00	2,61	0,00	49,08	11.391	1,00	1,80	0,00	35,36
Inégalité homme-femme	25.328	1,62	2,38	0,00	172,90	11.391	3,22	3,87	0,05	92,26
Entre les hommes	25.328	1,00	2,59	0,00	71,93	11.391	1,00	1,41	0,00	32,01
Entre les femmes	25.328	1,00	2,48	0,00	59,17	11.391	1,00	2,48	0,00	57,30
Jeune-adulte, définition large	25.328	1,05	3,87	0,00	106,05	11.391	1,32	1,76	0,00	49,76
Jeune-adulte	25.328	2,50	7,86	0,00	184,91	11.391	5,24	6,42	0,00	149,15
Taille du ménage	25.328	4,04	2,34	1,00	21,00	11.391	4,49	3,07	1,00	43,00
Âge	25.328	17,88	18,94	0,00	95,00	11.391	41,92	15,19	11,00	99,00
Sans scolarisation	25.328	0,10	0,31	0,00	1,00	11.391	0,24	0,42	0,00	1,00
Primaire/post-primaire	25.328	0,23	0,42	0,00	1,00	11.391	0,33	0,47	0,00	1,00
Premier cycle du secondaire	25.328	0,13	0,34	0,00	1,00	11.391	0,20	0,40	0,00	1,00
Second cycle du secondaire	25.328	0,19	0,39	0,00	1,00	11.391	0,15	0,36	0,00	1,00
Salariées	25.328	0,16	0,37	0,00	1,00	11.391	0,30	0,46	0,00	1,00
Entrepreneurs	25.328	0,02	0,14	0,00	1,00	11.391	0,59	0,49	0,00	1,00
Accès à l'information (radio, TV, etc.)	25.328	0,91	0,28	0,00	1,00	11.391	0,66	0,47	0,00	1,00
Accès à la communication (téléphone, etc.)	25.328	0,93	0,25	0,00	1,00	11.391	0,56	0,50	0,00	1,00
Ordinateur	25.328	0,23	0,42	0,00	1,00	11.391	0,03	0,17	0,00	1,00
Eau courante	25.328	0,77	0,36	0,00	1,00	11.391	0,08	0,06	0,00	0,18
Noir	25.328	0,73	0,44	0,00	1,00	11.391				
Métisse	25.328	0,13	0,34	0,00	1,00	11.391				
Indien	25.328	0,02	0,14	0,00	1,00	11.391				
Urbain						11.391	0,56	0,50	0,00	1,00
Terre						2.504	11,52	83,08	0,00	999,00

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de l'enquête sur les ménages de 2007 au Cameroun (2007) et de 2010 en Afrique du Sud (2010). Enquête sur les revenus et les dépenses, 2010.

Les valeurs moyennes des indicateurs d'inégalité entre les groupes peuvent donner des indications sur la polarisation de la consommation entre les groupes. Mais compte tenu de la modalité de calcul des écarts de consommation au sein du groupe des ménages, la moyenne devra être équivalente à un. C'est le cas dans les statistiques descriptives. Le taux de consommation entre les riches et les pauvres est le plus élevé, comme attendu. Le rapport est de très peu plus élevé en moyenne pour le Cameroun que pour l'Afrique du Sud. Toutes les autres mesures de la polarisation à l'échelle du ménage sont à peine plus élevées pour le Cameroun que pour l'Afrique du Sud. Cela ne signifie pas néanmoins que la polarisation est la même pour les deux pays. En Afrique du Sud, par exemple, les revenus moyens des femmes sont plus élevés que ceux des hommes, alors que c'est l'inverse au Cameroun. Une attention plus particulière est portée aux différentes mesures, en examinant les rapports de la moyenne des consommations pour chaque catégorie (tableau 5.11). Il faut noter que la moyenne des taux de consommation dans le tableau 5.10 sera nécessairement différente du rapport entre les moyennes du tableau 5.11.

Tableau 5.11 Consommation par groupe et rapports des moyennes

Niveaux de revenus dans la classe	Cameroun (FCFA par jour)	Afrique du Sud (ZAR par jour)	Rapport entre les classes	Cameroun	Afrique du Sud
q1	3.515,51	892,19	q3/q1	2,23	1,65
q3	7.853,36	1.472,40	q5/q1	8,17	11,68
q5	2.8729,07	1.0421,64	q5/q3	2,23	1,65
Hommes	15.885,94	3.833,41	hommes/femmes	1,05	0,90
Femmes	15.135,67	4.244,11			
Jeunes25	19.717,80	4.437,05	Adultes25/jeunes25	0,77	0,89
Adultes25	15.100,30	3.961,08			
Jeunes35	18.591,67	4.625,09	Adultes35/jeunes35	0,74	0,83
Adultes35	13.724,37	3.836,60			

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de l'enquête sur les ménages pour le Cameroun (2007) et l'Afrique du Sud (2010).

La consommation moyenne est de 3515,51 francs CFA au Cameroun en 2007, alors qu'elle était de 892,19 rands sud-africains en 2010⁶. Il est utile de comparer les taux de consommation entre les classes plutôt que les valeurs dans les différentes devises. Pour le rapport entre la consommation des classes les plus élevées et celle des classes inférieures, les taux sont plus élevés pour le Cameroun que pour l'Afrique du Sud. Le taux inférieur est de 2,23 pour le Cameroun et 1,65 pour l'Afrique du Sud, alors que le taux supérieur est de 2,23 pour le Cameroun et 1,65 pour l'Afrique du Sud. La différence la plus importante est celle du rapport entre les plus riches et les plus pauvres : 11,68 pour l'Afrique du Sud et 8,17 pour le Cameroun. Ceci confirme l'information dans la figure 4.3 pour l'Afrique du Sud, où la plupart des fruits de la croissance économique vont de plus en plus aux plus riches.

⁶ Respectivement \$89,2 par personne par jour et \$5,84 par personne par jour environ.

Une autre différence est que les hommes gagnent plus que les femmes au Cameroun et vice versa en Afrique du Sud. Ceci est aussi cohérent avec l'information sur le contexte à l'échelle macroéconomique, où les taux de réussite des garçons étaient plus importants de ceux des filles au Cameroun, mais plus élevés pour les filles que pour les garçons en Afrique du Sud. Cette inversion des taux produit aussi un écart de revenus.

Il existe plus de polarisation le long des groupes d'âges en Afrique du Sud par rapport au Cameroun. Un peu de surprise vient du fait que les jeunes gagnent plus en moyenne que les adultes. Ceci peut venir du fait que les jeunes qui ne possèdent aucun revenu vont probablement vivre dans un ménage dont le chef n'est pas un jeune, tirant ainsi les revenus des ménages non jeunes vers le bas. Toutes les autres variables sont dans le tableau 5.10.

Inégalité entre les classes de revenu

Afrique du Sud : entre les classes

A en juger par le Chi2 et les valeurs p, les modèles de régression 3SLS ont été satisfaisants pour les données en cross-sections. L'approche de la régression itérative est utilisée pour limiter les effets d'hétéroscédasticité. Toutes les inégalités entre les groupes réduisent significativement les revenus. Une réduction plus importante des revenus provient de l'inégalité entre les riches et la classe moyenne. L'augmentation des revenus tend aussi à réduire toutes les inégalités entre les classes. Ceci s'oppose aux résultats à l'échelle continentale, où la croissance et l'inégalité entre les classes tendent à se renforcer réciproquement l'un l'autre. Le fait que les résultats à l'échelle continentale soient moins significatifs peut en effet engendrer des différences entre les pays. Les résultats ci-dessous confirment ce constat pour le Cameroun.

Tableau 5.12 Inégalité entre les classes en Afrique du Sud

	Riches-pauvres		Riches-classe moyenne		Classe moyenne-pauvres	
	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type
Équation des revenus						
Ln(inégalité)	-0,8425***	0,0015	-1,4477***	0,0028	-0,4876***	0,0012
Constante	7,5906***	0,0036	7,7519***	0,0039	6,7029***	0,0023
Valeur-P	0,000		0,000		0,000	
Chi2	312.307,33		265.537,12		162.533,69	
Équation de l'inégalité						
Ln(revenu)	-1,1849***	0,0025	-0,6844***	0,0018	-1,8282***	0,0058
Constante	8,9970***	0,0156	5,3154***	0,0112	12,3734***	0,0360
Valeur-P	0,0000		0,0000		0,0000	
Chi2	228.496,47		144.833,92		98.971,00	
Équation de la pauvreté						
Ln(inégalité)	0,0839***	0,0045	1,0549***	0,0042	-0,0596***	0,0018
Ln(revenu)	-0,8092***	0,0064	-0,2946***	0,0041	-0,9812***	0,0043
Constante	4,2562***	0,0457	-0,3402***	0,0284	5,3119***	0,0275
Valeur-P	0,0000		0,0000		0,0000	
Chi2	55.482,29		153.916,65		57.650,27	
Variables endogènes	Lnrevenu Lninégalité Lnpauvreté					
Variables Exogènes	Taille du ménage, taille du ménage au carré, âge, âge2, variable binaire pour les hommes, variable binaire pour l'absence d'éducation, variable binaire pour le post primaire, variable binaire pour le premier cycle du secondaire, variable binaire pour le second cycle du secondaire, variable binaire pour l'emploi, variable binaire pour l'entrepreneur, variable binaire pour la race noire, variable binaire pour les métisses, variable binaire pour les indiens, variable binaire pour la dotation en information et communication (téléphone portable, ligne fixe, internet), variable binaire pour la possession d'ordinateur, eau courante dans le logement.					

Source : calculs de l'auteur en utilisant les données de l'enquête sur les ménages sud-africains (2010). **Note** : *, ** et *** indiquent le degré de significativité respectif à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

L'impact des revenus sur la réduction de l'inégalité provient principalement de l'écart entre la classe moyenne et les pauvres. Ceci confirme ce qui a été montré plus haut, à savoir que la relation d'emploi entre la classe moyenne et les pauvres réduit plus la pauvreté. Au fur et à mesure que les revenus augmentent, la classe moyenne investit plus, en employant plus de pauvres. Puisque les petites entreprises peuvent être caractérisées par des marges réduites et des petites échelles, l'écart entre la classe moyenne et les pauvres ainsi employés se réduit. L'impact de l'inégalité sur l'équation de la pauvreté confirme cela. L'inégalité entre la classe moyenne et les pauvres est le seul type d'inégalité qui réduit la pauvreté. Les politiques en faveur des noirs comme la BBEE peuvent néanmoins être aussi à l'origine de l'augmentation des revenus et de la diminution de la pauvreté. Le tableau 5.13 montre le renforcement mutuel du revenu et de l'inégalité dans la croissance.

Une croissance de 1 pourcent de l'inégalité entre la classe moyenne et les pauvres réduit la pauvreté de 0,05 pourcent, mais une augmentation beaucoup plus significative de la pauvreté provient de la croissance de l'inégalité entre les riches et la classe moyenne. La combinaison de cela avec un effet important de diminution des revenus implique que l'écart entre les riches et la classe moyenne devrait être la priorité des politiques en Afrique du Sud. Toute inégalité entre les riches et les autres classes de revenus est négative par rapport aux revenus et aux efforts de réduction de la pauvreté.

Afrique du Sud : au sein des classes

Tableau 5.13 Inégalité intra-classes en Afrique du Sud

	Riches-riches		Classe moyenne-classe moyenne		Pauvres-pauvres	
	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type
Équation des revenus						
Ln(inégalité)	4,7611***	0,1342	1,4396***	0,0028	0,8596***	0,0015
Constante	9,0191***	0,0853	4,7247***	0,0037	4,7225***	0,0036
Valeur-P	0,0000		0,0000		0,0000	
Chi2	1.258,16		268.521,74		327.740,78	
Équation de l'inégalité						
Ln(revenu)	0,1460***	0,0051	0,6886***	0,0018	1,1618***	0,0023
Constante	-1,5039***	0,0310	-3,2449***	0,0112	-5,4843***	0,0148
Valeur-P	0,0000		0,0000		0,0000	
Chi2	835,63		146.903,41		246.198,19	
Équation de la pauvreté						
Ln(inégalité)	-5,2631***	0,0717	-1,2122***	0,0037	-0,4995***	0,0039
Ln(revenu)	-0,1559***	0,0172	-0,2297***	0,0036	-0,4089***	0,0052
Constante	-4,5775***	0,1276	1,6448***	0,0200	2,7999***	0,0274
Valeur-P	0,0000		0,0000		0,0000	
Chi2	6.835,02		236.055,71		118.234,73	
Variables endogènes	Lnrevenu Lninégalité Lnpauvreté					
Variables Exogènes	Taille du ménage taille du ménage2 âge âge2 sexe masculin sans éducation post-primaire secondaire1 secondaire2 salarié entrepreneur noir métisse indien info1w info2w ordinateur eau courante					

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de l'enquête sur les ménages sud-africains (2010). **Note** : *, ** et *** indiquent le degré de significativité respectif à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

Les résultats des régressions au sein des classes du tableau 5.13 suggèrent qu'il y a des relations symbiotiques importantes entre les classes de revenus et de consommation en Afrique du Sud. Mais, comme indiqué, ceci peut être lié plus aux politiques gouvernementales qu'au capital social au sein du groupe. Toutes les inégalités internes aux classes produisent des revenus élevés. L'augmentation des revenus tend néanmoins aussi à accroître les inégalités internes aux classes. Ceci est cohérent avec l'évolution de l'inégalité sud-africaine — même si elle reste élevée, les politiques l'ont déplacée d'entre les races vers l'intérieur des races (Ngepah et Mhlaba 2013).

L'augmentation des revenus augmente l'inégalité entre les pauvres plus rapidement que pour toute autre classe, suivis par la classe moyenne et enfin par les riches. Au fur et à mesure que les revenus augmentent, il y aura plus de dispersion en bas de l'échelle des revenus qu'en haut. Pour cette raison, il est probable qu'il y ait plus de mobilité du bas vers le haut qu'en sens inverse.

Ceci implique que les efforts des politiques devraient viser l'inégalité entre les classes et surtout celle entre les riches et les autres classes, avec moins d'attention pour la classe moyenne et les pauvres. Pour l'Afrique du Sud, le temps est peut-être venu de déplacer l'attention sur les inégalités entre les races vers les inégalités entre les classes de façon générale. Cela va permettre de prendre en compte dans tous les cas les questions raciales, mais aussi corriger les inégalités émergentes au sein des races, qui commencent à peser sur l'économie et la société sud-africaine.

Cameroun : entre les classes

Selon le tableau 5.14, la relation entre l'inégalité entre les classes, les revenus et la pauvreté est différente de l'Afrique du Sud. Ceci souligne que la comparaison des pays, même avec des mesures désagrégées de l'inégalité, escamote encore des spécificités nationales, comme le montrent les statistiques descriptives sur la structure nationale des inégalités.

Les inégalités entre toutes les classes au Cameroun augmentent les revenus. On peut imaginer que le stock de capital social soit plus élevé au Cameroun qu'en Afrique du Sud. La haine et la violence ont été importantes en Afrique du Sud et sont en augmentation. Cela pourrait ne pas vraiment être un résultat de l'inégalité et de la pauvreté, puisqu'il s'agit plutôt d'une des forces motrices derrière les dynamiques d'inégalité et de croissance. Toutefois, ces facteurs sont tous potentiellement endogènes.

Au Cameroun, des revenus croissants augmentent aussi toutes les inégalités, avec un impact plus important sur l'inégalité entre la classe moyenne et les pauvres. On pourrait imaginer que la classe moyenne est mieux placée pour s'approprier les produits de la croissance de ses revenus, plus qu'en Afrique du Sud. Ceci peut avoir quelques implications sur l'attraction des investissements, avec un effet positif pour le Cameroun et un effet négatif pour l'Afrique du Sud. Dans le cas de l'Afrique du Sud, on peut s'interroger sur la possibilité de partage des retombées du travail d'un individu à l'aide de politiques de redistribution. La BBBEE en faveur des noirs est un exemple des forces pouvant rendre la classe moyenne sud-africaine difficile à atteindre. Il s'agit là néanmoins seulement de séparations raciales, elles ne réduisent donc pas l'inégalité dans son ensemble. Ces dynamiques par elles-mêmes pourraient être derrière la relation bidirectionnelle positive entre le revenu et l'inégalité au Cameroun et celle bidirectionnelle et négative entre le revenu et l'inégalité en Afrique du Sud.

Tableau 5.14 Inégalité entre les classes au Cameroun

	Riches-pauvres		Riches-classe moyenne		Classe moyenne-pauvres	
	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type
Équation des revenus						
Ln(inégalité)	0,6381***	0,0010	0,5262***	0,0013	0,2145***	0,0009
Constante	7,3744***	0,0071	8,6802***	0,0065	8,3052***	0,0056
Valeur-P	0,0000		0,0000		0,0000	
Chi2	450.557,33		158.927,78		53.696,75	
Équation de l'inégalité						
Ln(revenu)	1,5672***	0,0023	1,9005***	0,0048	4,6626***	0,0201
Constante	-11,5576***	0,0245	-16,4968***	0,0475	-38,7242***	0,1756
Valeur-P	0,0000		0,0000		0,0000	
Chi2	450.733,86		159.159,69		53.950,63	
Équation de la pauvreté						
Ln(inégalité)	0,8949***	0,0888	0,4873***	0,0571	0,0002***	0,0010
Ln(revenu)	-1,5571***	0,1392	-1,1552***	0,1085	-0,0430***	0,0044
Constante	11,6285***	1,0272	10,0720***	0,9424	0,3240***	0,0367
Valeur-P	0,0000		0,0000		0,0000	
Chi2	779,79		1.074,22		15.777,56	
Variables endogènes	Lnrevenu lninégalité lnpauvreté					
Variables Exogènes	Taille du ménage taille du ménage2 âge âge2 sexe masculin sans éducation post-primaire secondaire1 secondaire2 salarié entrepreneur urbain terre info1w info2w ordinateur eau courante					

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de l'enquête sur les ménages camerounais (2007).

Note : *, ** et *** indiquent le degré de significativité respectif à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

Le facteur inquiétant pour le Cameroun est la relation positive importante entre l'inégalité et la pauvreté, qui tend à accroître la pauvreté plus pour les riches-pauvres que pour les riches-classe moyenne. Cela est aussi valable pour l'Afrique du Sud. L'inégalité classe moyenne-pauvres est aussi moins significative sur la pauvreté. Le coefficient est significatif, mais proche de zéro. Ceci implique qu'on puisse encore s'attendre à une relation symbiotique similaire entre la classe moyenne et les pauvres, si ce n'est qu'au Cameroun la classe moyenne pourrait être plus à même de s'approprier les fruits de la croissance par l'investissement par rapport à l'Afrique du Sud. On peut aussi faire l'hypothèse selon laquelle les pauvres pourraient avoir des salaires moins élevés au Cameroun qu'en Afrique du Sud, compte tenu de la faiblesse du droit du travail et du pouvoir plus réduit des syndicats. Ceci pourrait expliquer pourquoi le coefficient de la pauvreté, bien que proche de zéro, ne soit pas négatif.

Inégalités de genre

Les résultats sur les inégalités de genre sont présentés dans le tableau 5.15 pour l'Afrique du Sud et dans le tableau 5.16 pour le Cameroun. En Afrique du Sud, les inégalités à l'intérieur de chaque sexe sont fortement et significativement associées à l'augmentation des revenus. Les coefficients sont relativement égaux. À une croissance de 1 pourcent de l'inégalité entre les hommes (entre les femmes) équivaut une croissance des revenus de 1,6 pourcent (1,5 pourcent). C'est pareil pour les inégalités au sein de la même classe de revenus en Afrique du Sud. De façon similaire, une augmentation des revenus est positivement associée avec des inégalités croissantes parmi les

hommes et parmi les femmes. L'amplitude des coefficients est aussi similaire pour les deux groupes. Par ailleurs, les inégalités de genre dans la même classe produisent une diminution de la pauvreté.

Tableau 5.15 Inégalités entre et au sein de chaque sexe en Afrique du Sud

	Homme-femme		Entre les hommes		Entre les femmes	
	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type	Coef	Erreur-type
Équation des revenus						
Ln(inégalité)	-0,0816***	0,0014	1,5880***	0,0036	1,4748***	0,0034
Constante	6,1808***	0,0014	7,5631***	0,0037	7,7607***	0,0042
Valeur-P	0,0000		0,0000		0,0000	
Chi2	3.265,56		192.796,25		187.657,86	
Équation de l'inégalité						
Ln(revenu)	-0,1448***	0,0040	0,6197***	0,0015	0,6713***	0,0017
Constante	0,7889***	0,0247	-4,7004***	0,0096	-5,2203***	0,0106
Valeur-P	0,0000		0,0000		0,0000	
Chi2	3.265,56		164.535,33		154.828,27	
Équation de la pauvreté						
Ln(inégalité)	-0,0333***	0,0013	-0,9976***	0,0054	-0,9901***	0,0059
Ln(revenu)	-1,3227***	0,0029	-0,2155***	0,0037	-0,1926***	0,0045
Constante	7,2628***	0,0180	-0,4543***	0,0268	-0,7785***	0,0328
Valeur-P	0,0000		0,0000		0,0000	
Chi2	208.965,20		117.336,01		97.777,76	
Variables endogènes	Lnrevenu Lninégalité Lnpauvreté					
Variables Exogènes	Taille du ménage taille du ménage2 âge âge2 sexe masculin sans éducation post-primaire secondaire1 secondaire2 salarié entrepreneur noir métisse indien info1w info2w ordinateur eau courante					

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de l'enquête sur les ménages sud-africains (2010).

Note : *, ** et *** indiquent le degré de significativité respectif à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

L'inégalité entre les hommes et les femmes réduit significativement les revenus alors que les revenus tendent à atténuer significativement l'écart entre les hommes et les femmes. Il faut rappeler qu'en Afrique du Sud l'écart favorise les femmes par rapport aux hommes. Cela pourrait certainement découler de la polarisation, mais l'effet de réduction de la pauvreté proviendrait du simple fait que les ressources entre les mains des femmes sont mieux utilisées que celle des hommes. Plus de revenus dans les mains des femmes atteindraient mieux les pauvres que dans le cas des hommes.

À l'inverse au Cameroun, le rapport favorise les hommes (tableau 5.16). Il produit un effet inverse sur le revenu par rapport à l'Afrique du Sud. Les revenus augmentent aussi l'écart, à l'inverse de l'Afrique du Sud. L'impact sur la pauvreté est néanmoins négatif. L'explication pourrait venir du fait qu'une inégalité de genre élevée avec un capital social élevé pourrait ne pas avoir un effet de diminution des revenus, mais il va réduire la pauvreté.

Tableau 5.16 Résultats sur les inégalités entre les hommes et les femmes au Cameroun

	Homme-femme	
	Coef	Erreur-type
Équation des revenus		
Ln(inégalité)	0,9852***	0,0159
Constante	8,4902***	0,0178
Valeur-P	0,0000	
Chi2	3.847,82	
Équation de l'inégalité		
Ln(revenu)	0,9739***	0,0151
Constante	-8,2366***	0,1408
Valeur-P	0,0000	
Chi2	4.148,65	
Équation de la pauvreté		
Ln(inégalité)	-0,0327***	0,0067
Ln(revenu)	-0,1318***	0,0062
Constante	1,1227***	0,0535
Valeur-P	0,0000	
Chi2	1.426,55	
Variables endogènes	Lnrevenu Lninégalité Lnpauvreté	
Variables Exogènes	hsize hsize2 age age2 sexmale noedu postprim second1 second2 empl ownbusi urban land info1w info2w computer pipeinf Taille du ménage taille du ménage2 âge âge2 sexe masculin sans éducation post-primaire secondaire1 secondaire2 salarié entrepreneur urbain terre info1w info2w ordinateur eau courante	

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de l'enquête sur les ménages camerounais (2007).

Note : *, ** et *** indiquent le degré de significativité respectif à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

Le fait que l'augmentation des revenus tende à accroître l'inégalité signifie que les femmes sont de plus en plus marginalisées de la croissance économique. Cela devrait suffire à mettre en place des mesures de réduction de l'inégalité de genre au Cameroun. L'analyse au niveau du continent a indiqué qu'une combinaison de mesures pour faciliter l'accès au capital financier, physique et humain pourrait être un remède.

Inégalité entre les groupes d'âge

L'inégalité entre les groupes d'âge a été mesurée en utilisant deux définitions de la jeunesse (une est entre 15 et 25 ans d'âge et l'autre est entre 15 et 35). Au Cameroun, pour les deux définitions, l'inégalité produit des effets similaires (tableau 5.17). L'écart de bien-être entre les groupes d'âge tend à accroître les revenus. L'augmentation des revenus engendre aussi une augmentation de l'écart entre les deux groupes d'âge. Puisque l'écart est mesuré comme le rapport entre les adultes et la jeunesse, cela suggère qu'au fur et à mesure que les revenus augmentent, une part croissante est plus destinée aux adultes par rapport aux jeunes. Ceci diminue la pauvreté au Cameroun. Bien que les pauvres puissent être des jeunes, les jeunes chômeurs pauvres vivent probablement dans des familles élargies avec des adultes, de sorte qu'une augmentation de l'écart favorisant des adultes signifierait que ces mêmes jeunes se partagent les mêmes ressources.

Tableau 5.17 Effets de l'inégalité entre les groupes d'âge en Afrique du Sud et au Cameroun

	Cameroun		Afrique du Sud		Cameroun		Afrique du Sud	
	Âge[15, 25]-âge[25, 65]				Âge[15, 35]-âge[35, 65]			
	Coef	Erreur- type	Coef	Erreur- type	Coef	Erreur- type	Coef	Erreur- type
Équation des revenus								
Ln(inégalité)	1,0109***	0,0099	0,2743***	0,0134	0,9922***	0,0324	-1,1509***	0,0101
Constante	7,8862***	0,0172	6,4901***	0,0069	9,1516***	0,0172	6,6956***	0,0030
Valeur-P	0,0000		0,0000		0,0000		0,0000	
Chi2	1.0528,64		420,24		935,28		13.030,20	
Équation de l'inégalité								
Ln(revenu)	0,9872***	0,0094	0,0843***	0,0048	0,7716***	0,0221	-0,4307***	0,0046
Constante	-7,7825***	0,0876	-0,0867***	0,0318	-7,028***	0,2062	2,9171***	0,0304
Valeur-P	0,0000		0,0000		0,0000		0,0000	
Chi2	11111,30		307,83		1216,19		8833,29	
Équation de la pauvreté								
Ln(inégalité)	-0,0287***	0,0112	0,2643***	0,0154	-0,025***	0,0069	-0,5191***	0,0122
Ln(revenu)	-0,1323***	0,0106	-1,8410***	0,0078	-0,139***	0,0047	-1,6925***	0,0078
Constante	1,1405***	0,0847	10,9472***	0,0521	1,1684	0,0431	10,1234***	0,0520
Valeur-P	0.0000		0.0000		0.0000		0,0000	
Chi2	1,368.57		55,526.43		1,260.14		46.863,98	
Variables endogènes	Lnrevenu lninégalité ln pauvreté							
Variable exogènes	Taille du ménage taille du ménage2 âge âge2 sexe masculin sans éducation post-primaire secondaire1 secondaire2 salarié entrepreneur urbain terre info1w info2w ordinateur eau courante							

Source : calculs de l'auteur utilisant les données de l'enquête sur les ménages sud-africains (2010) et camerounais (2007).

Note : *, ** et *** indiquent le degré de significativité respectivement à 15 pourcent, 10 pourcent et 5 pourcent.

La situation est différente pour l'Afrique du Sud. L'écart entre la tranche d'âge des 15–25 et les adultes tend à être positivement associée aux revenus alors que l'augmentation des revenus augmente l'écart. L'interaction, toutefois, produit une pauvreté plus élevée, pour peut-être des raisons inverses. En Afrique du Sud, le capital social est réduit et la plupart des chômeurs jeunes pauvres sont vraisemblablement seuls (contre le cas inverse au Cameroun). Cela est aussi évident dans grand nombre de ménages où le chef de famille est un jeune ou un enfant en Afrique du Sud.

La différence est néanmoins qu'en Afrique du Sud, en utilisant la tranche d'âge des 15–35 ans, l'écart tend à réduire les revenus. À l'inverse, l'augmentation des revenus tend à réduire l'écart, même si les effets de réduction des inégalités de revenus sont bien plus élevés que ceux de la diminution des revenus. Il doit donc s'agir des moins jeunes qui ont tendance à contester l'écart d'âge de la répartition du bien-être en Afrique du Sud. Il est possible qu'à 25 ans certains jeunes soient encore scolarisés, en bénéficiant de bourses. Entre 25 et 35 ans, la plupart des jeunes commencent à se confronter à la vie d'adultes et l'inefficacité liée à l'inégalité se manifeste. Le capital social peut devenir une protection à ce stade, mais dans une société où le capital social se détériore, l'impact va être visible sur les revenus.

CHAPITRE 6. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS

La finalité de ce travail était d'entreprendre une analyse comparative macro-micro pour comprendre de quels genres d'inégalités l'Afrique devrait se préoccuper pour une croissance durable et la réduction de la pauvreté. Cette étude utilise plusieurs méthodes pour obtenir des résultats en espérant définir les initiatives de renforcement des capacités nécessaires pour réduire durablement les défis de l'inégalité.

L'étude montre que l'inégalité moyenne n'affecte pas sensiblement la croissance, mais que la croissance augmente sensiblement l'inégalité moyenne, en confirmant les observations récentes qu'une croissance forte a eu tendance à se produire dans un contexte d'inégalité persistante et croissante. L'inégalité moyenne fait augmenter sensiblement la pauvreté, alors que la croissance tend à la réduire. Il s'agit là d'une préoccupation fondamentale pour la relation de plus en plus forte entre l'inégalité et la croissance dans les économies africaines. Les inégalités au milieu et par le haut renforcent la croissance, alors que les inégalités entre les riches et les autres classes ont un effet négatif sur la pauvreté.

En Afrique du Sud, la relation des inégalités à l'intérieur de chaque groupe et des niveaux de revenus est négative dans les deux directions, alors qu'elle est positive au Cameroun dans les deux directions. En Afrique du Sud, ces dynamiques peuvent être plus encouragées par les politiques du gouvernement que par le capital social de chaque groupe. Les politiques en faveur des noirs, comme la BBBEE, peuvent augmenter les revenus et diminuer donc les inégalités internes.

L'inégalité interne vers le haut a un impact important et significatif d'augmentation de la pauvreté. Elle tend donc à engendrer un cycle de croissance forte et d'inégalité par le bas élevée qui tend à maintenir les pauvres dans la pauvreté. En Afrique, les gains en termes de réduction de la pauvreté risquent d'être annulés, si cette tendance persiste. Les résultats sur les effets de l'inégalité par le haut et certaines inégalités internes sur la pauvreté, surtout à l'échelle du ménage en Afrique du Sud, sont en harmonie avec les conclusions de Schwabish, Smeeding et Osberg's (2003). Ils affirment que l'inégalité par le haut réduit la solidarité sociale, car les riches ont tendance à se retirer des programmes publics, comme la santé et l'éducation, en préférant des services privés.

Les comportements de l'investissement et du capital humain dans les modèles suggèrent que la mobilité vers des revenus élevés dépend plus du capital humain et moins de l'investissement, alors que la mobilité vers le haut pour les classes moins favorisées dépend plus de l'investissement et moins du capital humain. L'éducation sans les financements peut donc être inutile pour faire transiter les pauvres vers des niveaux de revenus plus élevés.

Ceci implique que les politiques devraient viser l'inégalité entre les classes, surtout entre les riches et les autres classes, avec moins d'attention pour les pauvres et la classe moyenne. Pour des pays comme l'Afrique du Sud, le temps est peut-être venu de déplacer l'attention sur les inégalités entre les races vers les inégalités entre les classes de façon générale, pour prendre en compte les problèmes raciaux et corriger aussi les inégalités qui émergent à l'intérieur des races et commencent à affecter l'économie sud-africaine.

Les inégalités de genre réduisent la croissance alors que la croissance réduit lentement les inégalités de genre. Ceci prend peut-être en compte le fait que ces augmentations des revenus permettent à plus de filles d'être solarisées, en limitant les contraintes auxquelles elles sont confrontées dans les pays en développement, y compris les grossesses précoces, le travail des mineurs, et les tâches ménagères. L'effet de l'inégalité de genre sur la pauvreté implique qu'un nombre plus important de filles désavantagées par leur éducation engendre une pauvreté plus élevée et profonde dans la prochaine génération.

À l'échelle du ménage, les inégalités au sein du même sexe ne posent aucun problème. En Afrique du Sud, l'inégalité au sein du même sexe a des conséquences négatives sur les revenus des deux côtés. L'interaction est positive au Cameroun. Dans les deux pays, l'inégalité réduit la pauvreté. Le revenu dans les mains des femmes atteindrait éventuellement plus facilement les pauvres que lorsqu'il est dans les mains des hommes.

Les femmes profitent de moins en moins de la croissance économique au Cameroun. Ce fait devrait suffire à concevoir des mesures de réduction des inégalités de genre au Cameroun. L'analyse à l'échelle continentale suggère qu'une série de mesures pour faciliter l'accès au capital financier, physique et humain pourrait être une solution.

Au Cameroun, l'écart de bien-être entre les groupes d'âge et les revenus se renforce réciproquement, mais se traduit en une réduction de la pauvreté, due à un impact réduit de l'inégalité par rapport aux revenus sur la pauvreté. Bien que les pauvres puissent être jeunes, les jeunes chômeurs pauvres vivent probablement dans les familles élargies avec les adultes, de telle sorte qu'une augmentation de l'écart favorisant les adultes indique que les mêmes jeunes partagent ces mêmes ressources. Le paysage est différent en Afrique du Sud. En utilisant la tranche d'âge 15–35, l'écart diminue généralement les revenus alors que des revenus croissants réduisent l'écart. Il est possible qu'à 25 ans certains jeunes soient encore scolarisés, en bénéficiant de différents financements. Entre 25 et 35 ans, la plupart d'entre eux commencent la vie adulte et les problèmes de l'inégalité émergent. Le capital social peut devenir une protection à ce stade, mais dans une société où le capital social se détériore, les effets sur les revenus vont être visibles.

Recommandations stratégiques

Les recommandations en matière de politiques publiques devraient s'appuyer sur les questions émergeantes suivantes :

- Des preuves suggèrent que les inégalités internes – soient de genre, de classe de revenus ou de groupe d'âge – sont moins néfastes.
- L'émergence de la classe moyenne est bonne pour les pauvres. La relation entre la classe moyenne et les pauvres est cruciale pour une réduction durable de la pauvreté.
- Pour les plus défavorisés, l'accès au capital est plus important pour la mobilité vers le haut.
- Le développement des compétences peut aider les pauvres et la classe moyenne à capturer les rentes de la croissance des revenus élevés. Il s'agit donc d'élargir le développement des compétences pour la classe moyenne et d'utiliser le capital pour des petites entreprises prometteuses, comme approche pour réduire la pauvreté et développer la classe moyenne.

La finalité des stratégies devrait être de pousser vers le haut ceux qui sont au plus bas de l'échelle des revenus. Ceci nécessite une diminution des contraintes d'accès au crédit, en s'assurant que le capital humain ne se détériore pas. Si les politiques visent l'inégalité par le bas, le développement du capital humain sera la principale mesure. Toutefois, puisque le développement du capital humain nécessite plus de temps, les politiques de court terme devraient viser les contraintes de crédit pour les plus défavorisés, tout en visant une réduction de l'inégalité extrême sur le long terme par le développement de capital humain équitablement distribué. Les effets néfastes de l'inégalité peuvent être atténués par le capital social, accordant plus de temps pour s'attaquer à l'inégalité liée à des facteurs structurels.

Les politiques pour la réduction des inégalités de genres nécessitent une double approche de renforcement du capital humain, tout en supprimant les contraintes d'accès au crédit pour l'investissement.

En Afrique du Sud, même si les stratégies de développement du capital social sont nécessaires, le temps est peut-être venu de déplacer l'attention sur l'inégalité entre les races vers l'inégalité entre les classes en général - ce qui permettra de résoudre les questions raciales, mais aussi corriger l'inégalité émergente au sein des races, qui commence à affecter l'économie et la société sud-africaine.

Implications en matière de renforcement des capacités

La résolution des problèmes de l'inégalité peut être décourageante du fait des différents arbitrages pouvant exister entre l'inégalité et l'efficacité d'une économie. Ce travail a décrit les typologies d'inégalités pouvant être aisément réduites sans compromettre la croissance économique. Le principal défi dans la plupart des pays africains reste néanmoins celui du renforcement des capacités, émanant de la gouvernance, des capacités humaines et des ressources.

La plupart des problèmes d'inégalité sont aussi intrinsèquement liés aux problèmes de gouvernance, lorsque l'élite au pouvoir est directement impliquée dans la production de richesses déviées ou indirectement par la collusion avec les grandes entreprises et les riches. Ce problème se répercute aussi sur la mobilisation des ressources, autant nécessaire pour réduire l'inégalité et la pauvreté. La capacité pour lutter contre la corruption et pour la bonne gouvernance en ce qui concerne la relation entre l'État et le secteur privé est donc fondamentale. La question connexe de la capacité de mobilisation des ressources de l'État est aussi fondamentale, puisque l'inégalité engendre l'évasion fiscale et la fuite des capitaux, qui a aussi un impact sur la relation entre l'État et les grandes entreprises.

Des défis en capacités humaines et techniques pour mener à bien les études de cas nationales afin de résoudre le problème des inégalités spécifiques des pays découlent de ce qui précède. Cela est important, car cette étude montre qu'il y a une spécificité nationale importante dans la relation entre la croissance, l'inégalité et la pauvreté. Des inégalités différentes ont des impacts différents sur la croissance et la pauvreté. Le renforcement des capacités est nécessaire pour produire des indices nationaux et par conséquent mettre en œuvre des stratégies adéquates.

ANNEXE

Tableau A.1 Pays et années considérés pour le modèle macro

No.	Pays	Année
1.	Afrique du Sud	1995, 2000, 2006
2.	Algérie	1988, 1995
3.	Djibouti	2002
4.	Egypte (République arabe)	2000, 2004, 2008
5.	Maroc	1984, 1990, 1998, 2001, 2007
6.	Tunisie	1985, 1990, 1995, 2000, 2005, 2010
7.	Angola	2008
8.	Benin	2003, 2011
9.	Botswana	1985, 1994, 2003
10.	Burkina Faso	1994, 1998, 2003, 2009
11.	Burundi	1992, 1998, 2006
12.	Cabo Verde	2007
13.	Cameroun	1996, 2001, 2007
14.	Comores	2004
15.	Congo (République)	2005, 2011
16.	Côte d'Ivoire	1985, 1986, 1987, 1988, 1993, 1995, 1998, 2002, 2008
17.	Éthiopie	1995, 1999, 2005
18.	Gambie	1998, 2003
19.	Ghana	1987, 1988, 1991, 1998, 2005
20.	Guinée	1991, 1994, 2003, 2007, 2012
21.	Lesotho	1986, 1993, 1994, 2002, 2010
22.	Liberia	2007
23.	Madagascar	1993, 1997, 1999, 2001, 2005, 2010
24.	Malawi	1997, 2004, 2010
25.	Mali	2001, 2006, 2010
26.	Mauritanie	1987, 1993, 1995, 2000, 2004, 2008
27.	Maurice	2006, 2012
28.	Mozambique	1996, 2002, 2009
29.	Namibie	1993
30.	Namibie	2004, 2009
31.	Niger	1992, 1994, 2005, 2007, 2011
32.	Ouganda	1999, 2002, 2005, 2009, 2012
33.	Rwanda	1984, 2011
34.	République centrafricaine	2003, 2008
35.	Sao Tome et Principe	2000, 2010
36.	Sénégal	1991, 1994, 2001, 2005, 2011
37.	Seychelles	1999
38.	Sierra Leone	2011
39.	Soudan	2009
40.	Swaziland	1994, 2000, 2009
41.	Tanzanie	2000, 2007, 2012
42.	Tchad	2002, 2011
43.	Togo	2006, 2011
44.	Zambie	2006, 2010

BIBLIOGRAPHIE

- Acemoglu, D., and Zilibotti, F. 1997. "Was Prometheus Unbound by Chance?" *Journal of Political Economy* 105(4), 709–751.
- Adams, R. 2004. "Economic Growth, Inequality and Poverty: Estimating the Growth Elasticity of Poverty." *World Development* 32(12), 1989–2014.
- Adedeji, O., Du, H., and Opoku-Afari, M. 2013. "Inclusive Growth: An Application of the Social Opportunity Function to Selected African Countries." International Monetary Fund Working Paper WP/13/139. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Adelman, I., and Morris, C. 1973. *Economic Growth and Social Equity in Developing Countries*. Palo Alto: Stanford University Press.
- Aghion, P., and Bolton, P. 1997. "A Theory of Trickle-Down Growth and Development." *Review of Economic Studies* 64(2), 151–172.
- Ahluwalia, M. 1976a. "Income Distribution and Development: Some Stylized Facts." *American Economic Review Papers and Proceedings* 66(2), 128–135.
- Ahluwalia, M. 1976b. "Inequality, Poverty and Development." *Journal of Development Economics* 3(4), 307–342.
- Akerlof, G., and Yellen, J. 1990. "The Fair Wage-Effort Hypothesis and Unemployment." *The Quarterly Journal of Economics* 105(2), 255–283.
- Alesina, A., and Perotti, R. 1993. "Income Distribution, Political Instability, and Investment." National Bureau of Economic Research Working Paper No. w4486. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Alesina, A., and Rodrik, D. 1994. "Distributive Politics and Economic Growth." *Quarterly Journal of Economics* 109(2), 465–490.
- Ali, A., and Thorbecke, E. 2000. "The state and path of poverty in Sub-Saharan Africa: Some Preliminary Results." *Journal of African Economies* 9(1), 9–40.
- Anand, S., and Kanbur, S. 1993a. "Inequality and Development a Critique." *Journal of Development Economics* 41(1), 19–43.
- Anand, S., and Kanbur, S. 1993b. "The Kuznets Process and Inequality-Development Relationship." *Journal of Development Economics* 40(249), 25–52.
- Arellano, M., and Bond, S. 1991. "Some Tests of Specification for Panel data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations." *Review of Economic Studies* 58(2), 277–297.
- Baltagi, B., Song, H., and Jung, S. 2002. "A Comparative Study of Alternative Estimators for the unbalanced two-way Error Component Regression Model." *Econometric Journal* 5(2), 480–493.
- Banerjee, A., and Newman, A. 1993. "Occupational Choice and the Process of Development." *Journal of Political Economy* 101(2), 274–298.
- Bardhan, P., Bowles, S., and Ginitis, H. 2000. "Wealth Inequality, Wealth Constraints and Economic Performance." In: A.B. Atkinson and F. Bourguignon (eds.), *Handbook of Income Distribution Volume 1*. Amsterdam, Netherlands: North-Holland.
- Barro, R. 2000. "Inequality and Growth in a Panel of Countries." *Journal of Economic Growth* 5(1), 5–32.
- Barro, R., and Lee, J. 2000. "Intergenerational data on Educational Attainment: Updates and Implications." Center for International Development (Harvard University) Working Paper No. 42. Cambridge, MA: Center for International Development.
- Birdsall, N., Graham, C., and Pettinato, S. 2000. "Stuck in the Tunnel: Is Globalisation Mudding the Middle Class?" Center for Social and Economic Dynamics Working Paper 14. Washington, DC:

Brookings Institution.

- Bourguignon, F. 2004. "The Poverty-Growth-Inequality Triangle." Indian Council for Research on International Economic Relations Working Paper No. 125. New Delhi, India: Indian Council for Research on International Economic Relations.
- Bourguignon, F., Lustig, F., and Ferreira, N. 2005. *The Microeconomics of Income Distribution Dynamics in East Asia and Latin America*. Oxford, NY: Oxford University Press.
- Bourguignon, F., and C. Morrison. 1998. "Inequality and Development: The Role of Dualism." *Journal of Development Economics* 57:233-257.
- Bruno, M., L. Squire, and M. Ravallion. 1998. "Equity and Growth in Developing Countries: Old and New Perspectives on the Policy Issues." in *Income Distribution and High Quality Growth*, V. Tanzi and K. Chu. Cambridge, MA: MIT Press.
- Central Statistics. 1997. *Earning and Spending in South Africa: Selected Findings of 1995 Income and Expenditure Survey*. Pretoria, South Africa: Central Statistics Publication.
- Chitiga, M., Ngepah, N., and Sekyere, E. (forthcoming). "Fiscal Decentralisation and Economic Growth in South Africa." *Urban Economics*.
- Christiaensen, L., Chuhan-Pole, P., and Sanoh, A. 2013. *Africa's Growth, Poverty and Inequality Nexus—Fostering Shared Prosperity*. Mimeo. Washington, DC: World Bank.
- Clarke, G. 1995. "More Evidence on Income Distribution and Growth." *Journal of Development Economics* 47:403-427.
- Deininger, K., and Squire, L. 1998. "New Ways of Looking at Old Issues: Growth and Inequality." *Journal of Development Economics* 57(2), 259–287.
- Devarajan, S., and Fengler, W. 2012. *Is Africa's Recent Economic Growth Sustainable?* Mimeo. Washington, DC: World Bank.
- Doepke, M., and Zilibotti, F. 2005. "Social Class and the Spirit of Capitalism." *Journal of the European Economic Association* 3(2-3), 516–524.
- Dollar, D., and Kraay, A. 2002. "Growth Is Good for the Poor." *Journal of Economic Growth* 7(3), 195–225.
- Duclos, J., Esteban, J., and Ray, D. 2004. "Polarisation: Concepts, Measurement, Estimation." *Econometrica* 72(6), 1737–1772.
- Eastwood, R., and Lipton, M. 2001. "Pro-poor Growth and Pro-Growth Poverty Reduction: What Do They Mean? What Does the Evidence Mean? What Can Policy Makers Do?" Paper presented at the Asia and Pacific Forum on Poverty: Reforming Policies and Institutions for Poverty Reduction, Asian Development Bank, Manilla, February 5–9.
- Fagini, P. 1999. "Inequality and Growth Revisited." *Trinity Economic Paper Series* 99(2), 1–61.
- Fambon, S., McKay, A., Timnou, J., Kouakep, O., Dzossa, A., and Tchakoute, R. 2014. "Growth, Poverty, and Inequality: The Case Study of Cameroon." *World Institute for Development Economics Research Working Paper No. 2014/154*. Helsinki, Finland: World Institute for Development Economics Research.
- Forbes, K. 2000. "A Reassessment of the Relationship Between Inequality and Growth." *American Economic Review* 90(4), 869–887.
- Foster, J., Greer, J., and Thorbecke, E. 1984. "A Class of Decomposable Poverty Measures." *Econometrica* 52(3), 761–766.
- Fosu, A. 2009. "Inequality and the Impact of Growth on Poverty: Comparative Evidence for Sub-Saharan Africa." *Journal of Development Studies* 45(5), 726–745.
- Galor, O., and Zeira, J. 1993. "Income Distribution and Macroeconomics." *Review of Economic Studies* 60(1), 33–52.
- Hassler, J., and Rodriguez-Mora, J. V. 2000. "Intelligence, Social Mobility, and Growth." *American*

Economic Review 90(4), 888–908.

- Holzner, M. 2012. "The Determinants of Income Polarisation on the Household and Country Across the EU." The Vienna Institute for International Economic Studies Working Paper No. 93. Vienna, Austria: The Vienna Institute for International Economic Studies.
- Institut National de la Statistique. 2007. Troisième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM3): Tendances, Profil et Déterminants de la Pauvreté au Cameroun entre 2001–2007. Yaoundé, République du Cameroun: Institut National de la Statistique.
- Justman, M., and M. Gradstein. 1999. "Industrial Revolution, Political Transition and the Subsequent Decline in Inequality in Nineteen Century Britain." *Explorations in Economic History* 36:109-127.
- Kakwani, N., and Pernia, E. 2000. "What Is Pro-Poor Growth?" *Asian Development Review* 18(1).
- Kuznets, S. 1955. "Economic Growth and Income Inequality." *American Economic Review* 45:1-28.
- Li, H., Squire, L., and Zou, H. 1998. "Explaining International and Intertemporal Variations in Income Inequality." *Economic Journal* 108(1), 26–43.
- Lopez, H. 2003. "Macroeconomics and Inequality." World Bank Poverty Reduction and Economic Management Paper. Washington, DC: World Bank.
- Mansour, W. 2012. "The Determinants of Household Welfare Growth in Jordan 2002–2010." Policy Research Working Paper No. 6249. Washington, DC: World Bank.
- Martins, P. 2013. "Growth, Employment and Poverty in Africa: Tales of Lions and Cheetahs." Background Paper for the World Development Report, 2013.
- McKay, A. 2013. "Growth and Poverty Reduction in Africa in the Last Two Decades: Evidence from an AERC Growth-Poverty Project and Beyond." *Journal of African Economies* 22(1), 49–76.
- Mukherjee, S., and Benson, T. 2003. "The Determinants of Poverty in Malawi, 1998." *World Development* 31(2), 339–358.
- Murphy, K., Schleifer, A., and Vishny, R. 1989. "Industrialisation and the Big Push." *Journal of Political Economy* 97(5), 1003–1026.
- Ngepah, N. 2011a. "Production, Inequality and Poverty Linkages in South Africa." Economic Research Southern Africa Working Paper 206. Cape Town, South Africa: Economic Research Southern Africa.
- Ngepah, N. 2011b. "Exploring the Impact of Energy Sources on Production, Inequality and Poverty in Simultaneous Equations Models for South Africa." *African Development Review* 23(3), 335–351.
- Ngepah, N., and Mhlaba, S. 2013. "The Role of South African Government Policies in Economic Growth, Inequality, and Poverty." In: Pillay, U., Hagg, G., Nyamnjoh, F., and Jansen, J. D. (eds.), *State of the Nation: South Africa 2012–2013: Addressing Inequality and Poverty*. Cape Town, South Africa: HSRC Press, 72–97.
- North, D. 1990. *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Oshima, H. 1970. "Income Inequality and Economic Growth: The Post-War Experience of Asian Countries." *Malayan Economic Review* 15(2), 7–41.
- Panizza, U. 2002. "Income Inequality and Economic Growth: Evidence from American data." *Journal of Economic Growth* 7(1), 25–41.
- Persson, T., and Tabellini, G. 1994. "Is Inequality Harmful for Growth?" *The American Economic Review* 84(3), 600–621.
- Pfaffermayr, M. 2009. "Maximum Likelihood Estimation of a General Unbalanced Spatial Random Effects Model: A Monte Carlo Study." *Spatial Economic Analysis* 4(4), 467–483.
- Ravallion, M. 1992. *Poverty Comparison: A Guide to Concepts and Methods*. Washington, DC: World Bank.
- Ravallion, M. 2001. "Growth, Inequality, and Poverty: Looking Beyond Averages." *World Development*

29(11), 1803–1815.

- Ravallion, M. 2009. "Why Don't We See Poverty Convergence?" Policy Research Working Paper 4974. Washington, DC: World Bank.
- Robinson, S. 1976. "A Note on the U-Hypothesis Relating Income Inequality and Economic Development." *American Economic Review* 66(3), 437–440.
- Rodrik, D. 1996. "Understanding Economic Policy Reform." *Journal of Economic Literature* 35:9-41
- Sala-i-Martin, X., and Pinkovskiy, M. 2010. "African Poverty is Falling Much Faster Than You Think!" National Bureau of Economic Research Working Paper No. 15775. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Schwabish, J., Smeeding, T., and Osberg, L. 2003. "Income Distribution and Social Expenditures: A Cross-National Perspective." Luxembourg Income Study Working Paper No. 350. <http://www.lisdatacenter.org/wps/liswps/350.pdf>
- Son, H. 2004. "A Note on Pro-Poor Growth." *Economic Letters* 82(3), 307–314.
- Son, H., and Kakwani, N. 2008. "Global Estimates of Pro-Poor Growth." *World Development* 36(6), 1048–1066.
- Statistics South Africa. 2010. Income and Expenditure Survey, 2010. Pretoria, South Africa: Statistics South Africa.
- Stiglitz, J. 1969. "Distribution of Income and Wealth among Individuals." *Econometrica* 37(3), 382–397.
- UNECA, 2015. MDG Report 2015: Assessing Progress in Africa toward the Millennium Development Goals,
- Voitchovsky, S. 2005. "Does the Profile of Income Inequality Matter for Economic Growth? Distinguishing Between the Effects of Inequality in Different Parts of the Income Distribution." *Journal of Economic Growth* 10(3), 273–296.
- Wagle, U. 2007. "Poverty in Kathmandu: What Do Subjective and Objective Economic Welfare Concepts Suggest?" *Journal of Economic Inequality* 5(1), 73–95.
- Woolard, I., and Leibbrandt M. 1999. "Measuring Poverty in South Africa." Development Policy Research Unit Working Paper No. 99/33. Cape Town, South Africa: Development Policy Research Unit.
- World Bank. 2002. Globalization, Growth and Poverty: Building an Inclusive World Economy. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. 2013. "Africa Continues to Grow Strongly but Poverty and Inequality Remain Persistently High." World Bank Press Release, October, 7. <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2013/10/07/africa-continues-grow-strongly-poverty-inequality-persistently-high>
- World Bank. 2015. World Development Indicators Database. <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators>
- Yitzhaki, S. 2010. "Is There Room for Polarisation?" *Review of Income and Wealth* 56(1), 7–22.
- Young, A. 2012. "The African Growth Miracle." *Journal of Political Economy* 120(4), 696–739.

LISTE DES DOCUMENTS HORS-SERIES DE L'ACBF

Soumana Sako (2002), AFRICA: MAJOR DEVELOPMENT CHALLENGES & THEIR CAPACITY BUILDING DIMENSIONS, OCCASIONAL PAPER 1

Soumana Sako (2003), THE NEW PARTNERSHIP FOR AFRICA'S DEVELOPMENT: BUILDING ECONOMIC & CORPORATE GOVERNANCE INSTITUTIONS FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT, OCCASIONAL PAPER 2

Severine Rugumamu (2004), CAPACITY BUILDING IN POST-CONFLICT COUNTRIES IN AFRICA: A SUMMARY OF LESSONS OF EXPERIENCE FROM MOZAMBIQUE, RWANDA, SIERRA LEONE & UGANDA, OCCASIONAL PAPER 3

Genevesi Ogiogio (2005), MEASURING PERFORMANCE OF INTERVENTIONS IN CAPACITY BUILDING: SOME FUNDAMENTALS, OCCASIONAL PAPER 4

Soumana Sako (2006), CHALLENGES FACING AFRICA'S REGIONAL ECONOMIC COMMUNITIES IN CAPACITY BUILDING, OCCASIONAL PAPER 5

Soumana Sako and George Kararach (2007), CAPACITY BUILDING FOR THE PROMOTION OF TRADE AND INVESTMENT IN AFRICA - CHALLENGES AND STRATEGIES, OCCASIONAL PAPER 6

Tadeous T. Chifamba (2007), MULTILATERAL TRADE NEGOTIATIONS: HOW SENSIBLY MUST AFRICAN COUNTRIES AND TRADE NEGOTIATORS STAND?, OCCASIONAL PAPER 7

Andy Wynne (2008), PUBLIC FINANCIAL MANAGEMENT REFORMS IN DEVELOPING COUNTRIES: LESSONS OF EXPERIENCE FROM GHANA, TANZANIA AND UGANDA. OCCASIONAL PAPER 8

Mfandaedza Hove and Andy Wynne (2010), THE EXPERIENCE OF MTEF AND IFMIS REFORMS IN SUB-SAHARAN AFRICA – WHAT IS THE BALANCE SHEET?, OCCASIONAL PAPER 9

George Kararach, Phineas Kadenge and Gibson Guvheya (2010), CURRENCY REFORMS IN ZIMBABWE: AN ANALYSIS OF POSSIBLE CURRENCY REGIMES, OCCASIONAL PAPER 10

George Kararach (2010), HARD TIMES: THE WORLD ECONOMIC CRISIS AND EMERGING CAPACITY CHALLENGES FOR AFRICA, OCCASIONAL PAPER 11

Kobena T. Hanson and George Kararach (2011), THE CHALLENGES OF KNOWLEDGE HARVESTING AND THE PROMOTION OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT FOR THE ACHIEVEMENT OF THE MDGS IN AFRICA, OCCASIONAL PAPER 12

Roger Tsafack Nanfosso (2011), L'ÉTAT DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE, OCCASIONAL PAPER 13

Kobena T. Hanson and Frannie A. Léautier (2011), DEVELOPMENT DRIVERS IN AFRICA: ROLE OF INNOVATION, OCCASIONAL PAPER 14

Joseph R.A. Ayee (2011), SOCIAL INCLUSION AND SERVICE DELIVERY IN A FRAGILE AND POST-CONFLICT ENVIRONMENT IN AFRICA, OCCASIONAL PAPER 15

Sams Dine SY (2011), FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT RÉSILIENT AU CLIMAT EN AFRIQUE: ÉVALUATION PROSPECTIVE, CADRE STRATÉGIQUE ET PLAN D'ACTION, OCCASIONAL PAPER 16

Peter K. Arthur (2012), FOOD SECURITY AND SOVEREIGNTY IN AFRICA: ISSUES, POLICY CHALLENGES AND OPPORTUNITIES, OCCASIONAL PAPER 17

Kwabena Gyimah-Brempong, Timothy M. Shaw & Val Samonis (2012), IS BILATERAL AID RESPONDING TO GOOD GOVERNANCE IN AFRICA? OCCASIONAL PAPER 18

Arku, G., Mkandawire, P., Aguda, N. and Kuuire, V. (2012), AFRICA'S QUEST FOR FOOD SECURITY: WHAT IS THE ROLE OF URBAN AGRICULTURE? OCCASIONAL PAPER 19

André Corrêa d'Almeida (2013), THE RETENTION OF HIGHLY SKILLED RETURNEES IN MOZAMBIQUE: AN INSTITUTIONAL APPROACH, OCCASIONAL PAPER 20

Aminata Ndiaye et Paul Ndiaye (2013), CHANGEMENT CLIMATIQUE, DEGRADATION ENVIRONNEMENTALE ET QUETE D'UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES : MIRACLE OU MIRAGE ? OCCASIONAL PAPER 21

Daniel Sakyi and Eric Evans Osei Opuku (2014), REGIONALISM AND ECONOMIC INTEGRATION IN AFRICA: A CONCEPTUAL AND TEORETICAL PERSPECTIVE, OCCASIONAL PAPER 22

Paul Mkandawire, Hanson Nyantakyi-Frimpong, Frederick Armah and Godwin Arku (2014), REGIONALISM, FOOD SECURITY AND ECONOMIC DEVELOPMENT, OCCASIONAL PAPER 23

Hany Besada, Leah McMillan and Alireza Sanieipour (2014), REGIONALISM, TRADE AND THE GROWTH OF AFRICA'S ECONOMY, OCCASIONAL PAPER 24

ACBF (2016), INFRASTRUCTURE DEVELOPMENT AND FINANCING IN SUB-SAHARAN AFRICA: TOWARD A FRAMEWORK FOR CAPACITY ENHANCEMENT, OCCASIONAL PAPER 25 (with contribution by Dr. Odongo Kodongo)

ACBF (2016), THE CHALLENGE OF AFRICAN YOUTH UNEMPLOYMENT, OCCASIONAL PAPER 26 (with contribution by Prof. Joseph R. Oppong, Prof. Kefa Otiso, and Prof. Benjamin Ofori-Amoah)

ACBF (2017), POLICY AND INSTITUTIONAL DIMENSIONS OF AFRICA'S POLITICAL ECONOMY IN AN AGE OF GLOBALIZATION, OCCASIONAL PAPER 27 (with contribution by Dr. Claudious Chikozho and Dr. Charles Nhemachena)



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE

The African Capacity Building Foundation
2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant
Harare, ZIMBABWE
Tel: (+263 4) 304622, 304663, 332002/14
Cell: (+263) 772 185 308-10
Fax: (+263 4) 702915
Email: root@acbf-pact.org
Web site: www.acbf-pact.org

ISBN : 978-1-77937-075-4
EAN : 9781779370754